

DE L'AMENDE

**Du rôle à lui attribuer dans un système
pénal rationnel.**

**Des réformes à introduire dans
son exécution.**

EXPOSÉ CRITIQUE DES OPINIONS ÉMISES A CE SUJET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mercredi 27 juillet 1898, à deux heures du soir

PAR

CHARLES PETITCUENOT

Avocat à la Cour d'Appel

Attaché au Parquet de M. le Procureur de la République

Sous la présidence de M. BONNEVILLE, *professeur.*

Suffragants { MM. DUVERDIER DE SUZE, *professeur.*
Roux, *agrégé.*

DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

1898

DE L'AMENDE

**Du rôle à lui attribuer dans un système
pénal rationnel.**

**Des réformes à introduire dans
son exécution.**

Exposé critique des opinions émises à ce sujet

DE L'AMENDE

**Du rôle à lui attribuer dans un système
pénal rationnel.**

**Des réformes à introduire dans
son exécution.**

EXPOSÉ CRITIQUE DES OPINIONS ÉMISES A CE SUJET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mercredi 27 juillet 1898, à deux heures du soir

PAR

CHARLES PETITCUENOT

Avocat à la Cour d'Appel

Attaché au Parquet de M. le Procureur de la République

Sous la présidence de M. BONNEVILLE, *professeur*.

Suffragants { MM. DUVERDIER DE SUZE, *professeur*.
ROUX, *agrége*.



DIJON
IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER
40, RUE DES FORGES, 40

1898

A LA MÉMOIRE

DE MON PÈRE ET DE MA MÈRE

AVANT-PROPOS

De nos jours la criminalité augmente chaque année, c'est là un fait indiscutable dont on a pu signaler quelques causes. Nos prisons sont des séminaires de criminels, des fabriques de récidivistes qui, après une courte peine subie dans des conditions très défectueuses le plus souvent, rejettent au sein de la société des milliers de gens sans aveu qui forment un danger sérieux pour la paix publique.

Les courtes peines sont donc, nous essaierons de l'établir, une des causes principales de la récidive; aussi, y a-t-il lieu de rechercher si l'on ne peut leur substituer une peine plus efficace.

Cette punition idéale, destinée à remplacer les courtes peines d'emprisonnement, nous essaierons de démontrer qu'elle se rencontre dans l'amende réformée; après avoir constaté ce fait bien étonnant, que la peine pécuniaire ait fait si peu de progrès en ce siècle d'argent, nous essaierons d'en trouver les motifs; et, nous appuyant sur les précédents historiques, sur les résultats obtenus par les législations étrangères, sur les enseignements de la pratique, nous montrerons quel

doit être le rôle de l'amende dans une législation pénale rationnelle.

Nous laisserons de côté deux questions relatives aux peines pécuniaires; nous ne traiterons pas de l'indemnité due à la victime de l'infraction et des moyens de l'obtenir; — nous ne nous occuperons qu'accessoirement de cette question en examinant si le dédommagement une fois accompli, peut dans certains cas tenir lieu de peine.

Nous n'étudierons pas non plus la question des frais de justice en matière criminelle, c'est là une question à l'ordre du jour, néanmoins les travaux déjà parus ne permettent pas encore de s'en faire une opinion bien nette, et d'autre part, avant de se prononcer, il y a lieu d'attendre les résultats que donnera la réforme introduite, en 1896, dans la législation néerlandaise, réforme supprimant la condamnation aux frais de justice comme accessoire d'une condamnation en matière pénale.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE

I

Les peines pécuniaires sont les plus anciennes de toutes. — Origines de la pénalité. — Législations anciennes : Inde. — Egypte. — Judée. — Grèce.

On peut affirmer sans crainte que les peines pécuniaires sont les plus anciennes de toutes. « Il fut un temps où toutes les peines étaient pécuniaires. » (1) Lorsque le premier crime vint désoler la première famille humaine, l'idée qui se présenta tout d'abord à l'esprit de la victime fut l'idée de la vengeance et, hommes du premier mouvement, nos ancêtres appliquèrent au criminel la loi du talion, — coutume qui a pour se justifier, un certain air de justice rigoureuse. Mais, le talion ne réparait nullement le préjudice causé par le délit, il l'aggravait au contraire et souvent

(1) Beccaria cité par Bonneville de Marsangy : *Amélioration de la loi criminelle*, t. II, p. 260.

entraînait après lui des vendettas désolant les familles et les tribus; et alors, par l'autorité des chefs désireux de voir la paix régner dans la tribu, par la réflexion que mieux valait réparer le crime que tirer une vengeance stérile du criminel, se substitua au talion la coutume universelle de la compensation, où il faut voir l'origine des peines pécuniaires.

Que la première base du droit criminel ait été l'idée utilitaire de réparation du préjudice causé, de compensation, ou bien au contraire que l'idée morale de peine, de châtimement se retrouve à l'origine même de l'humanité, c'est une question que nous n'éluciderons point ici, estimant au surplus que le droit pénal peut se construire en laissant dans le lointain les origines et le fondement de la pénalité.

Ce qui, en tout cas, tendrait à prouver l'antiquité des peines pécuniaires, serait l'étymologie du mot peine, qui dérive du mot *ποινή*, mot qui, suivant MM. Alexandre et Chassang, pensant en cela comme M. Littré, a signifié primitivement : amende que l'on payait pour le meurtre d'un homme, et par extension : réparation d'un crime, peine, expiation (1).

Primitivement, la vengeance a été la première forme de la justice; ensuite, afin de limiter les vengeances privées, on a imaginé le talion, c'est-à-dire le droit pour la victime d'appliquer au criminel le traitement mauvais qu'il a fait subir à autrui. Les paroles de la Genèse à ce sujet sont trop connues pour que nous les rappelions ici (2).

Puis, au talion qui ne réparait pas le crime, qui ne faisait qu'ajouter un malheur à un autre, les peuples primitifs substituèrent des transactions qui finirent

(1) V. Proal : *Le crime et la peine*, 1^{re} édit. 1892, p. 325 et 326.

(2) Genèse, IX, 6. — Deut., XIX, 21.

par devenir la règle et par être imposées par l'autorité supérieure.

Mais il ne faudrait pas croire que ce phénomène fut général : parallèlement au courant qui, de la vengeance privée aboutit à la condamnation pécuniaire, se développèrent d'autres crimes, jugés trop graves pour être rachetés, offenses à la divinité, par exemple, et pour lesquels on imagina d'autres peines.

Dans certaines législations, les peines pécuniaires n'ont pas le caractère de composition des temps primitifs et sont purement répressives.

Nous allons examiner successivement ce que furent les peines pécuniaires dans ces législations primitives.

I. INDE. — Chez les Hindous, la peine fut toujours considérée comme une expiation. Dans les lois de Manou, la justice criminelle émane directement de la divinité, et le prince est chargé de la rendre en son nom, en échange de ses droits sur ses sujets.

L'amende est très fréquente, et joue un rôle considérable dans la loi de Manou, comme d'ailleurs dans les législations de l'Inde plus rapprochées de nous, mais ne présente jamais le caractère d'une composition pécuniaire, c'est une peine proprement dite (1). Le produit de l'amende ne doit pas se confondre avec les autres biens du prince, Manou engage celui-ci à le remettre aux brahmanes. Le prince ne doit pas non plus profiter des confiscations de biens qu'il peut prononcer.

L'insolvable doit se libérer par son travail, et devient

(1) Thonissen et Fustel de Coulanges, cité par Proal, loc. cit., page 344.

esclave de la peine. Le brahmane seul peut obtenir des délais pour se libérer de son amende (1).

L'amende est progressive, chaque coupable est puni proportionnellement à sa fortune, et le travail du juge à ce sujet est facilité par la division des Hindous en classes.

II. EGYPTÉ. — L'amende tient peu de place dans le droit primitif de l'Egypte. Elle n'existait, ainsi que la confiscation, que pour quelques infractions, soit à des règles religieuses, soit à des ordonnances de police.

III. JUDÉE. — Les peines pécuniaires se retrouvent dans un certain nombre de cas (2), dans les lois de Moïse.

L'amende, quelquefois proportionnée, soit au délit commis, soit à la fortune du coupable, toujours payée aux parties lésées, et jamais au trésor public, garde ainsi des traces de la composition primitive. De plus, il convient de remarquer que l'attrait d'un bénéfice était peut-être quelquefois nécessaire pour stimuler la partie lésée à poursuivre le coupable.

L'insolvable était vendu à l'encan par les magistrats de son domicile, et le prix en était partagé entre les créanciers.

Notons, en passant, dans la législation de Moïse, la peine de l'excommunication majeure, qui entraînait

(1) Voir Thonissen, *Histoire du droit pénal*. Paris, 1869, p. 17, 50, 57).

(2) V. Exode, 21, versets 30 et 22, versets 3, 4, 5, etc.). Ces cas sont assez peu nombreux, M. Dupin et M. Loiseleur ne les ont pas connus et ont cru les compositions complètement interdites aux Hébreux. (Règles de droit, tirées de l'Écrit. S. p. 196, note; M. Loiseleur : *Les crimes et les peines*, p. 57).

la confiscation des biens, le plus souvent au profit des Lévites (1).

IV. GRÈCE. — En Grèce, le système de la composition pécuniaire vint rapidement clore le règne de la vengeance privée (2). L'obligation imposée aux héritiers de la victime de la venger à tout prix, sera considérée comme remplie, si le coupable verse le prix du sang α νποπονία. — Ce fut Dracon qui institua à Athènes un tribunal spécial : les Ephites, chargés de réconcilier les familles et d'amener les parents de la victime à renoncer à la vengeance en échange d'une composition pécuniaire. Les personnes qui ont à recevoir la composition pécuniaire sont désignées dans un ordre qui se rapproche beaucoup de l'ordre successoral.

Notons, ce qui n'est d'ailleurs qu'une conséquence du caractère privé du délit, dans les temps primitifs, que si la victime d'un meurtre a pardonné par exemple à son meurtrier avant de mourir, il n'y a pas lieu à composition.

Tout magistrat avait le droit d'infliger des amendes jusqu'à 50 drachmes, le conseil des 500 pouvait même aller jusqu'à 500 drachmes. Les amendes, prononcées sans forme de procès, étaient sans doute analogues à certaines de nos amendes fiscales (enregistrement par exemple) et s'appelaient επιβολή (3).

En cas de contravention à une loi de finances, tout

(1) Lévit., XXVII, V. 21 et 28; Nombres, XVIII, v. 14.

(2) On en trouve la preuve dans Homère : Iliade, L. IX, vers 632 : « On reçoit la compensation pour le meurtre d'un père ou d'un fils. Le meurtrier reste parmi les siens, ayant payé une large compensation et l'offensé ainsi dédommagé, s'apaise et renonce à son ressentiment. »

(3) Dareste. *Droit criminel athénien* (*Journal des Savants*, 1878, p. 625 et suiv.).

citoyen pouvait, non poursuivre directement, mais porter plainte au magistrat qui poursuivait devant un jury. La condamnation était toujours pécuniaire, et le dénonciateur était récompensé par une part de l'amende, part qui pouvait s'élever jusqu'à la moitié de la somme réclamée par le fisc. Cette disposition, il nous semble, devait favoriser beaucoup l'industrie des sycophantes, dont nous parlent tous les auteurs grecs.

Au point de vue de la réparation du préjudice causé par l'infraction, notons qu'en cas de vol, seulement, les Athéniens admettaient le concours de l'action publique avec l'action privée; dans les autres cas, ces deux actions s'excluaient l'une l'autre et ne pouvaient se cumuler.

En matière politique, les condamnations étaient arbitraires et consistaient ordinairement en une amende d'un taux très élevé : on s'imagine facilement à quelles sollicitations devaient être en butte les hommes politiques d'alors, et quels sacrifices pécuniaires ils devaient faire pour éviter de se voir intenter une de ces actions qui, justifiée, les ruinait.

D'autres fois, le chiffre de l'amende était fixé par la loi (Démosthène contre Midias).

L'amende était payable le jour de la condamnation (1). Quelquefois un terme était accordé pour le paiement, et ce terme une fois révolu, l'amende était doublée (Démosthène contre Nééra). — La contrainte par corps existait, et les plus grands personnages souvent n'y échappaient pas. Miltiade mourut en prison, où l'avait fait envoyer une amende énorme de 50 talents, qu'il n'avait pu payer (2).

(1) Sam. Petit, 18, titre 9, § 10).

(2) Plut. Vie de Cimon, n° 4.

Le magistrat pouvait, dans certains cas, changer en une amende une peine précédemment prononcée contre un coupable; c'est ainsi que le peuple avait d'abord condamné Miltiade au Barathre, c'est-à-dire à être jeté à l'abîme, et que le magistrat qui présidait l'assemblée fit changer cette peine en une amende de 50 talents.

Au cas de condamnation à mort, et la législation les prodiguait, la confiscation des biens était prononcée, et même dans certains cas, par exemple la trahison, la maison du coupable était rasée (1).

En cas de bannissement perpétuel, les biens du condamné étaient confisqués et vendus (Démosth. c. Mid.).

II

Les peines pécuniaires en droit romain; pourquoi elles furent si nombreuses; conditions d'application de ces peines.

Lorsque l'on parcourt l'histoire du droit romain, on est frappé de la différence essentielle existant entre le système pénal d'autrefois et le système pénal actuel.

Aujourd'hui, la peine fondamentale est l'emprisonnement. L'amende ne tient plus qu'une place très restreinte dans notre droit.

Chez les Romains, comme d'ailleurs chez tous les peuples anciens, l'amende, la peine pécuniaire est en

(1) Pastoret, *Hist. de la légis.*, t. 6, p. 187).

quelque sorte la peine fondamentale, la prison n'est qu'une variété de supplice. Les Romains ne connaissaient que l'emprisonnement préventif, et encore était-il peu répandu. Jamais ils n'ont songé au caractère réformatif et éducatif que prétend aujourd'hui revêtir la prison. Il y a loin du Tullianum et de la Prison Mamerline aux maisons centrales de nos jours, hôtels confortables pour nos délinquants. Ce que l'on est convenu aujourd'hui d'appeler du nom de science pénitentiaire était profondément inconnu aux Romains. C'est par d'autres moyens qu'ils assuraient la sûreté publique.

Les délits moyens, que nous punissons aujourd'hui des peines correctionnelles, c'est-à-dire neuf fois sur dix de la prison, la petite criminalité, était combattue alors uniquement par des peines pécuniaires. Parmi ces délits on peut citer le vol, l'*injure* au sens « *injuria* », l'incendie, les délits involontaires, etc.

Le caractère privé du délit, le phénomène historique de la substitution de la composition au talion, ne peuvent suffire à expliquer l'abondance des peines pécuniaires dans le droit romain, et on peut en donner d'autres raisons.

1° *L'esclavage*. — Chez les Romains, pas de classe inférieure, ne possédant aucun bien, et par conséquent sur laquelle une peine pécuniaire n'a pas d'influence.

A l'origine, la cité se compose de familles juxtaposées les unes aux autres. Qu'un membre de la famille commette un délit, il a des biens, il paiera. Si l'esclave commet un délit, c'est une affaire qui ne regarde que le père de famille qui rend lui-même la justice et, du reste, est responsable du délit de son esclave.

2° *La rareté de la richesse mobilière*. — A cette époque, la richesse mobilière est très peu développée ;

il est par conséquent plus difficile de cacher son avoir et on ne voit pas ce spectacle si commun de nos jours de gens que l'on sait fortunés et sur les biens desquels le fisc ne peut rien. On comprend que les peines pécuniaires étaient ainsi moins souvent illusoires.

3° *Une contrainte rigoureuse contre les insolvables.* — On sait que, au moins dans les temps les plus reculés, le créancier avait le droit de détenir son débiteur pendant un certain temps et même de le faire vendre. Nous n'ajoutons qu'une foi très médiocre au prétendu droit qu'il aurait eu de le tuer dans certains cas.

4° *La difficulté des communications.* — A cette époque, chaque citoyen vit toujours dans sa ville et il lui est difficile de chercher asile dans une autre cité ; « hostis » signifie alors étranger et ennemi. Il est difficile au fugitif de se soustraire par la fuite à une condamnation. De plus, chaque citoyen connaît tous les autres, on vit sur la place publique et cette vie facilite la recherche des délinquants et la connaissance de leur fortune.

5° *L'idée de la solidarité et de la copropriété de tous les membres de la famille.* — Une des plus graves objections que nous faisons à la peine de l'amende, c'est qu'elle atteint aussi bien la famille du condamné que ce dernier lui-même. A cette époque, voisine de la période de la copropriété familiale où tous les membres de la famille ne faisaient qu'un, la répercussion inévitable de l'amende, que nous considérons aujourd'hui comme un défaut, semblait au contraire à Rome une qualité de plus (1).

(1) Duruy : *Hist. d. Rom.*, I, p. 207.

6° *L'esprit éminemment pratique des Romains.*

— On connaît cet esprit, il a fait l'admiration de tous les historiens. Or, le système pénal de Rome peut être résumé en quelques traits : trois genres de peines seulement : la mort et les peines corporelles, l'exil, l'amende et les peines pécuniaires. Mais ce système n'est plus applicable de nos jours ; nos mœurs répugnent à la peine de mort et aux peines corporelles : l'exil, il pouvait être une peine lorsque les communications étaient difficiles, lorsque l'étranger était un ennemi, il n'en serait plus de même aujourd'hui ; l'amende, les Romains avaient, pour en exiger le paiement, des moyens de contrainte qui nous manquent.

On le sait, chez les Romains, point d'agglomérations de prisonniers, point de maisons centrales ; si le but moral de notre système pénal, et Dieu sait combien peu souvent il est atteint, était inconnu aux Romains, les coûteux budgets pénitentiaires, la faiblesse de la répression leur étaient également inconnus.

Sans entrer dans l'étude plus détaillée des peines pécuniaires dans le droit romain, on peut, en étudiant les textes, faire à leur égard les remarques suivantes :

Comme dans presque toutes les législations primitives, c'est par la vengeance et le talion que commença la pénalité, mais Gaius (III, 189), nous apprend que, par suite, la rigueur de cette peine déplut (la peine de mort prononcée contre le vol par la loi des XII tables) et une action au quadruple fut établie par l'édit du préteur. Cette action subsista jusqu'aux derniers temps du droit romain, la réparation du dommage causé, la satisfaction de l'intérêt privé représenté ici par la victime du délit primaient chez les

Romains toute autre considération. Le volé, a-t-on dit, encaissait la forte somme (1).

Nous trouvons encore dans Gaius un autre passage (C. III, § 223), qui nous montre l'évolution du talion à la composition pécuniaire. Pour la fracture d'un os, au lieu du talion prescrit par la loi des XII tables, on en vint à décider que l'on paierait en ce cas 300 ou 150 as, suivant qu'il s'agissait d'un homme libre ou d'un esclave. Et, nous le répétons, jusqu'aux derniers temps du droit romain, c'est la même idée de compensation ou d'indemnité pécuniaire due à la personne offensée qui explique les dispositions relatives au vol, aux injures, aux dommages de la loi Aquilia, à l'incendie, etc. (2).

Remarquons enfin que, dans le droit romain, la matière des délits privés était comprise dans la théorie des obligations et traitée par les auteurs à la suite des contrats.

Quant au taux même de l'amende, il dépendait, l'amende étant une véritable composition, de la valeur du préjudice causé. Tite-Live nous signale (4, 30) qu'à l'origine l'amende n'excédait pas deux bœufs et trente moutons, ou la valeur de ces animaux en argent.

Une peine pécuniaire que connurent toutes les sociétés antiques et qui fut chez elles la cause de graves abus, c'est la confiscation. Elle était toujours l'accessoire des peines capitales, de la mort, de la déportation à perpétuité. La *relegatio in insulas* pouvait, dans certains cas, entraîner la confiscation, la *publicatio*. Souvent, dans les troubles civils, à

(1) M. Léveillé. *Rev. pénit.*; 1893, p. 879.

(2) D. de Pactis, L. II, t. 14, § 17, 7, n° 13. -- Instit. IV, 4, § 10.

l'époque de Marius et de Sylla, et surtout sous les empereurs, elle fut appliquée rigoureusement et en dehors de toute légalité par les vainqueurs aux vaincus. Lorsque la confiscation était régulièrement prononcée par un jugement on en atténuait la rigueur en faveur des enfants du criminel, s'ils n'avaient d'autres ressources que l'héritage de leur père.

Nous en avons fini avec l'exposé des peines pécuniaires dans le monde ancien. On a vu quelle place énorme elles y tenaient. Aujourd'hui, leur rôle a infiniment diminué ; reprendront-elles jamais, dans notre droit, une place prépondérante ? On serait tenté de le souhaiter, en considérant qu'avec leur secours, le monde antique a grandi sans être gêné plus que nous le sommes, par les crimes de l'époque.

III

Droit barbare. — Le wergeld et le fredum

Dans le droit des Barbares qui envahirent l'empire romain aux iv^e et v^e siècles, rien qui ressemble au droit pénal romain de la fin de l'empire. Chez ces peuples nomades, peu civilisés, la vengeance, *faida* (littéralement, querelle, inimitié), qui doit être exercée par la famille de la victime, est la seule peine qui frappe le coupable. Mais combien cette peine n'est-elle pas terrible si on songe à la solidarité intime qui, à cette époque, unissait tous les membres d'une famille. La compensation se répandit ensuite et vint arrêter le

cours des vengeances privées. Tacite (*De moribus germanorum* § 21) nous donne ce renseignement :
« Il est indispensable d'entrer dans tous les engage-
« ments de celui dont on hérite, de s'approprier ses
« querelles ainsi que ses liaisons. Heureusement les
« haines ne sont point implacables. Pour le meurtre
« même on reçoit compensation moyennant une
« quantité de bétail que la famille entière reçoit à titre
« de réparation. L'intérêt public veut qu'elle s'en
« contente, et ce sage expédient arrête le cours des
« inimitiés, dont les suites seraient terribles parmi
« des hommes indépendants. »

La composition, ainsi payée à la victime ou à ses héritiers, prit le nom de *wergeld*. Il y a controverse sur l'étymologie de ce mot (1).

A côté du *wergeld*, il faut mentionner le *fredum* (de *fried*, paix) payé aux agents de l'autorité. Le *fredum* était ordinairement le tiers de la composition pécuniaire payée aux parents de l'offensé. Son origine est très ancienne, nous en trouvons la preuve dans Tacite : « Une partie (de la composition) est donnée au
« roi ou à la cité, l'autre à celui que la loi a vengé ou
« à sa famille. » (*De mor. germ.* § XII). C'est dans le *fredum* qu'il faut voir l'origine de notre amende actuelle.

« Duas partes ille cujus causa est ad se revocet,
« tertiam partem ad se grafio fredum colliget. Loi
« Salique L. — Tertiam partem fisco attribuat. Cap.
« de 801, c. 24. »

(1) Les uns (Aug. Thierry, 7^e l. sur l'hist. de France) le traduisent par *prix de l'homme*, faisant dériver *wehr* de *wehre*, valeur ; les autres (Guizot, *Essais sur l'hist. de France*, V^e essai) le traduisent par « prix de la défense » faisant dériver le mot *wergeld* de *wehr*, défense, et *geld*, prise.

A l'origine la compensation avait eu un caractère purement facultatif; la loi n'intervenait pas pour obliger les parents de la victime à recevoir la compensation.

Elle ne devint même pas obligatoire, comme le croyait Montesquieu (*Esprit des lois*, livre xxx, ch. xix), lorsque le législateur intervint pour déterminer dans la loi le tarif des compensations. Le droit de vengeance individuelle subsista parallèlement au tarif des compensations établi par la loi; mais le taux élevé de la composition était établi de manière à porter l'offensé à renoncer à l'exercice de son droit et à se contenter d'une satisfaction pécuniaire. (1)

Mais l'influence qui durant cette époque s'exerça de la manière la plus suivie en faveur de la composition pécuniaire fut celle de l'Eglise. Et si l'on n'en trouvait la preuve expresse dans les historiens, elle résulterait peut-être de ce fait curieux que dans la législation des Wisigoths, les lois anciennes prononcent souvent la peine de mort, les plus récentes au contraire établissent la composition. (Fustel de Coulanges. *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, p. 469.)

Les rois burgondes, goths et francs qui avaient commencé par interdire la composition, ne la tolérèrent et ne la réglementèrent que sous l'influence de l'Eglise.

A cette époque l'Eglise, toute entière à son rôle civilisateur et pacificateur, et mettant en pratique ces maximes qui lui sont essentielles : compassion pour le coupable, horreur du sang et de la peine de mort, fit tout pour faire cesser les vengeances privées, les

(1) Pardessus. *Dissert. sur la Loi Salique*, p. 657.

violences et les crimes qui désolaient les cités. Grégoire de Tours en témoigne : « Soyez donc en paix, et que celui qui a fait le mal s'en rachète avec charité... Si celui qui a fait la faute n'est pas assez riche, il sera racheté par l'argent de l'Eglise ; — qu'au moins une vie humaine ne périsse pas. » (Histoire des Francs, VII.)

Il arrivait aussi, souvent, à ces époques de foi vive, que l'argent de la composition fût offert à l'Eglise, et de là vint la coutume de l'*aumône* si répandue dans l'ancien droit et dont nous nous occuperons plus loin.

Les rois mérovingiens, devenus chrétiens, plus soucieux de voir l'ordre régner dans leurs états, favorisèrent la compensation, tout en restreignant l'idée de solidarité de la famille qui y était attachée. Ils voulurent rendre la peine plus personnelle. A cette époque, on l'a vu, les membres d'une même famille étaient solidaires les uns des autres, et une coutume appelée *chrenecruda* obligeait les parents à répondre du paiement de la composition. (Gauthier, *Histoire du droit* page 138.) Par un édit de Childeberr II rendu en 396, les parents ne peuvent plus aider le coupable à payer le *wergeld* ; mais cette tentative ne paraît pas avoir prévalu contre l'usage général de la *chrenecruda* (1).

Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur les détails de la composition. Les lois de cette époque (loi Salique, loi des Francs ripuaires, etc.) sont surtout des lois pénales, et la plus grande partie de leur texte est consacré à la détermination du tarif du *wergeld*. On

(1) C'est là sans doute le premier monument législatif tendant à faire de l'amende une peine absolument personnelle. Rapp. de l'article 40 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, défendant d'ouvrir des souscriptions pour le paiement des amendes.

peut dire que les deux principes directeurs de ce tarif sont les suivants : 1^o on ne considère que le préjudice causé ; on fait abstraction, soit de l'intention de l'auteur, soit de toute espèce de considération morale ; l'infraction involontaire est punie comme l'infraction volontaire ; 2^o la composition est l'image de la vengeance, elle est graduée comme elle, c'est ainsi que le wergeld, pour un voleur pris en flagrant délit, est plus élevé que pour un voleur ordinaire, parce que la colère et le désir de vengeance du volé ont dû être plus grands dans un cas que dans l'autre.

La fixation du wergeld serait intéressante à étudier, car elle nous donne de précieux renseignements sur la condition des personnes à cette époque, mais elle nous paraît sortir du cadre de cette étude. Qu'il nous suffise de remarquer que toute personne avait son wergeld, du roi à l'esclave ; le wergeld de ce dernier appartenait à son maître ; la vie du Romain n'était tarifiée qu'à la moitié de celle du Barbare libre de condition égale.

IV

Droit féodal. — La confiscation. — L'aumône.

La peine pécuniaire se modifia peu durant le moyen âge ; on vit, sous d'autres noms, le wergeld et le fredum se continuer durant les premiers temps du régime féodal, et les seigneurs durent d'autant moins renoncer à cette peine qu'ils encaissaient le fredum. Était-ce à titre de châtiment que cette somme était ver-

séedans les coffres seigneuriaux(1)? Représentait-elle au contraire le prix de la justice que le seigneur rendait à ses vassaux? On discute ce point, alors qu'il n'est pas douteux qu'en percevant l'amende, les seigneurs ne poursuivaient qu'un but purement fiscal.

Du reste, il nous semble qu'à cette époque les peines pécuniaires devinrent moins fréquentes; évidemment les seigneurs féodaux essayaient toujours de pressurer le plus possible leurs vassaux; mais de ces exactions, répandues sur tout le territoire, diversifiées à l'infini dans leur forme, on ne peut faire un système pénal quelconque.

En second lieu, à la rareté de la richesse mobilière, qui rendait le paiement de l'amende quelquefois plus difficile, s'ajoutaient la pauvreté et la misère où se trouvaient les serfs. Où il n'y a rien, le roi perd ses droits; le proverbe est né à cette époque.

Ce qui date de la féodalité, ce n'est pas l'amende, elle est plus ancienne; durant cette époque même, elle est moins fréquemment employée; ce qui date, disons-nous, de la féodalité, c'est la peine de la détention, de l'emprisonnement; les noirs cachots des donjons, si propres aux longues détentions, furent les premiers ancêtres des maisons centrales actuelles, variété de supplice, tombeaux vivants, où le patient pouvait être enfermé durant des années. Et c'est ici le moment de faire, avec M. Tarde (2), cette curieuse remarque : que plus la vie est facile au dehors, plus le régime

(1) L'encaissement des amendes par les seigneurs explique la difficulté qu'eurent ceux-ci à renoncer à leurs droits de haute et basse justice qui leur donnaient le pouvoir de prononcer et d'encaisser les amendes.

(2) *Philosophie pénale*, p. 493.

pénitencier est doux, et *vice versa*. En effet, à l'époque de la féodalité où la vie était rude et pénible, si le délinquant eût dû seulement être enfermé, à l'abri des intempéries et du besoin, son sort eût peut-être été préférable à celui de l'homme en liberté : il fallait, pour qu'il sentît la peine et qu'il expiât, que la prison se fit dure avec lui, et c'est ce qui avait lieu.

A cette époque se répandit l'usage de la confiscation, cette peine si immorale qui, sous prétexte de punir la cupidité du délinquant, encourage celle du juge. La confiscation avait lieu même pour le fief, elle avait lieu aussi en cas d'excommunication ; les biens de l'excommunié étaient dans certains cas confisqués au profit de l'Eglise.

C'est aussi de cette époque que date l'usage très répandu dans l'ancien droit de l'aumône. Voici sur quel principe était fondée cette peine : le délinquant, dans les idées de l'époque, n'offensait pas seulement l'ordre social par son délit, mais encore il offensait Dieu. Or, si la peine réparait l'offense faite par le délinquant à l'ordre social, il fallait que l'offense faite à Dieu fût aussi réparée. De bonnes œuvres jointes au repentir du coupable suffisaient pour cela ; parmi ces œuvres, l'aumône n'est-elle pas la meilleure ? Le juge condamnait donc le coupable à faire don de telle somme qu'il fixait, à telle ou telle fondation pieuse, institution charitable par lui désignée.

Nous verrons plus loin ce qu'était devenue l'aumône dans le dernier état de notre ancien droit.

A la fin des croisades, par suite de la rareté des guerres privées, de l'organisation judiciaire devenue plus stable et plus régulière, le système de la composition tel que nous l'avons vu fonctionner à l'époque barbare disparaît, et nous n'en trouvons plus

que de rares exemples (Ord. du 3 mars 1356 ; arrêt du Parlement de Paris de 1258). L'intérêt privé qui jusqu'alors avait été, en somme, le but principal de la répression, n'en est plus que l'accessoire : l'intérêt public passe au premier rang. C'est la conséquence des liens qui unissaient les vassaux et leur seigneur, liens de dépendance, mais aussi de protection, qui eurent pour origine la nécessité où se trouvèrent les faibles, vu les malheurs des temps, de se mettre sous la protection des grands. Il arriva souvent que l'inférieur lésé ou s'abstint, ou eut peur d'engager l'action : son seigneur, alors, par l'intermédiaire du juge, réclama, soit sur sa demande, soit d'office, la vengeance à laquelle avait droit la victime. Bientôt la poursuite ainsi engagée devint la règle ; le seigneur se considéra comme lésé par le délit commis envers son vassal, et la vengeance du seigneur prit la place de la vengeance privée. Le seigneur assurera ainsi la répression, mais il le fera moyennant une rançon et, en effet, à cette époque, si des peines corporelles et parfois fort cruelles sont prononcées pour les grands crimes, ce sont plus ordinairement des amendes et des confiscations que le magistrat édicte contre le coupable en cas de délits moyens.

L'amende, à cette époque, au lieu d'être surtout destinée à indemniser l'offensé du préjudice à lui causé, revient tout entière au seigneur. Des deux parties dont se composait la composition primitive, le wergeld, indemnité ; le fredum, honoraire ; « cette portion, dit « Muyart de Vouglans, à laquelle le nom d'amende resta, « fut maintenue principalement pour indemniser le roi « et les seigneurs des frais qu'ils sont obligés de faire « pour la poursuite des criminels (L. crim., p. 84). » La justice pénale prit ainsi un caractère fiscal, et les sei-

guez en réclamaient l'exercice spécialement en vue des profits qu'elle rapportait. La royauté, jusqu'au xviii^e siècle, suivit ces mêmes errements.

V

Ancien droit.

Dans notre ancienne législation, les amendes étaient infamantes toutes les fois qu'elles étaient prononcées sur une procédure extraordinaire (Ord. 1670, t. 25).

Les amendes étaient fixes ou arbitraires, et le plus souvent arbitraires, mais ce n'était pas là cet arbitraire au mauvais sens du mot, contre lequel ont déclamé tous les tribuns de la Révolution. Les peines pécuniaires devaient être religieusement arbitrées, *ex œquitatis temperamento* (Cout. du Bourb., art. 160), suivant la solvabilité et surtout suivant la qualité des personnes, la division en classes étant le signe de l'époque. « Par vieille coutume, le noble qui « commettait un délit passible pour le roturier de « 5 sols d'amende, devait payer 60 sols, noblesse « oblige. » (1). Dans la coutume de Loudun, alors que le roturier payait une amende fixe, celle payée par le noble était arbitraire. Il faut voir à ce sujet l'ordonnance de 1292 rendue par Philippe-le-Bel sur le luxe des habits et la superfluité des banquets. L'amende est graduée suivant le rang et la fortune présumée des délinquants.

Tels étaient encore les principes d'après lesquels était

(1) Bonneville de Marsangy. *Amélior. de la L. cr.*, t. II p. 285, n^o 2.

évaluée l'amende à la fin de notre ancien droit ; les amendes étaient presque toutes arbitraires, le juge en fixait le quantum en tenant compte non seulement des circonstances de l'infraction, mais encore de la situation de fortune et même de la qualité de l'inculpé. (Jousse, Instr. crim., t. I, p. 63). Quant à la contrainte par corps, elle existait et était rigoureusement appliquée. Si l'on estimait que le délinquant eût de quoi payer l'amende, « il devait garder prison indéfiniment jusqu'à parfait paiement d'icelle » (Ordonnance de Louis XII du 9 mars 1510). Lorsqu'au contraire l'indigence du débiteur était bien constatée, la contrainte par corps ne se subissait pas ; la peine pécuniaire se transformait, pour le pauvre, soit en un emprisonnement purement pénal, soit en des châtimens corporels. Et, en effet, en pure logique, on ne comprend pas comment, dans notre droit actuel, la contrainte par corps s'applique aux insolvable ; c'est en effet une voie d'exécution qui, par suite de certaines circonstances, peut constituer une peine subsidiaire, et ce double caractère de la contrainte par corps ne contribue pas à en faire une institution parfaite. Nos ancêtres avaient évité cet inconvénient, mais en violant gravement l'égalité de tous devant la peine, en faisant prévaloir le privilège de la richesse. Ce fut en effet un principe bien certain durant notre ancien droit que « cil qui ne pouvait payer l'amende était muleté en son corps ». Les peines qui remplaçaient alors l'amende étaient, outre l'emprisonnement, la fustigation, les verges, le pilori, le parcours des villes, le bannissement et les galères. Suivant les termes de l'ordonnance de 1510 citée plus haut, le juge devait arbitrer ces peines, « à telle misère, dureté et calamité que lesdits juges estimaient suffire

eu égard à l'amende pécuniaire à laquelle le pauvre eust été condamné ».

Aux termes de l'article 48 de l'ordonnance de Moulins (1566), la contrainte par corps devait garantir toutes les condamnations de sommes pécuniaires, mais, en même temps, elle ne pouvait être exercée avant quatre mois à partir de la signification du jugement à personne ou domicile. La durée de la contrainte par corps était illimitée sous l'empire de cette ordonnance. « Les condamnés, y est-il dit, pourront être pris au corps et tenus prisonniers jusqu'à cession et abandonnement de leurs biens ».

Nous en arrivons à une pénalité spéciale infligée par le juge pour certains délits. C'est l'aumône, dont nous avons vu plus haut l'origine.

Observons d'abord que l'aumône pouvait être prononcée non seulement au criminel, mais encore au civil ; dans le premier cas, c'était une espèce de charité forcée en faveur des pauvres, indépendante de toute autre réparation du délit ; dans le second cas, l'aumône était considérée comme une véritable peine que l'on prononçait au cas de dol ou de malversation.

L'aumône n'était jamais infamante, aussi on pouvait la prononcer sur une instruction ordinaire sans, dit Merlin (Rép. v^o aumône) qu'il faille récoier ni confronter les témoins.

L'aumône ne pouvait être généralement prononcée en même temps que l'amende. Une déclaration du 21 janvier 1685 défendait aux juges, en condamnant à des amendes envers le roi, de prononcer contre les accusés des condamnations à l'aumône pour des œuvres pies. On craignait en effet des abus, les juges eussent pu faire de la générosité sur le dos des délinquants. On exceptait le cas de sacrilège ; dans ce cas,

l'aumône était considérée comme faisant partie de la réparation due en expiation du péché. La déclaration de 1685 faisait l'application du produit des aumônes au pain des prisonniers lorsque ces peines étaient prononcées contre des accusés ayant obtenu des lettres de rémission. La déclaration indique encore, comme application du produit des aumônes, les ordres religieux mendiants ou autres lieux pitoiables.

Lorsque le condamné à l'aumône était prisonnier, il ne pouvait obtenir son élargissement, suivant l'article 29, titre 13, de l'ordonnance criminelle de 1670, qu'en consignait cette aumône entre les mains du greffier.

Les juges ecclésiastiques pouvaient condamner les clercs à l'aumône, mais dans ce cas cette dernière était infamante.

L'aumône était une peine créée sous l'influence de l'Eglise, une autre influence, moins bienfaisante, l'influence du droit romain fit maintenir dans tout notre ancien droit la peine de la confiscation générale. Cette peine qui frappait le criminel non seulement en lui, mais dans sa descendance, était à peu près généralement en vigueur, elle était l'accessoire des mêmes capitaux, de là l'ancien axiome : qui confisque le corps, confisque les biens. Cependant quelques provinces étaient affranchies de cette peine, les unes en vertu des capitulations sous la foi desquelles s'était opérée leur réunion à la France, les autres par l'effet de leurs coutumes revêtues de l'homologation royale.

Tel est, rapidement esquissé, le tableau des peines pécuniaires à la fin de notre ancien droit.

On en peut résumer les caractères : 1° les pénalités pécuniaires jouent un rôle beaucoup plus considé-

nable que de nos jours : à tout méfait n'échet qu'amende, dit Loysel.

2° Les pénalités pécuniaires sont en très grande majorité arbitraires, le juge les fixe dans les conditions que nous avons déterminées, il jouit à cet égard d'une très grande latitude et peut exactement proportionner la peine pécuniaire aux ressources et à la culpabilité du délinquant.

3° Les pénalités pécuniaires, par l'institution de l'aumône fondée sur la croyance à l'expiation, par la destination légale de leur produit à des œuvres de bienfaisance, ont un caractère moral qu'elles ne possèdent plus de nos jours.

4° Les peines pécuniaires ne sont pas appliquées aux insolvable, outre la contrainte par corps, il existe pour eux des pénalités qui remplacent l'amende et l'aumône.

Ce système pénal présentait, on le voit, deux caractères, arbitraire et inégalité, qui devaient le faire proscrire à la Révolution, nous verrons par quoi on le remplaça.

Et maintenant, jetant un coup d'œil d'ensemble sur les époques historiques que nous venons de passer en revue, nous voyons que dans les temps primitifs, comme à l'époque barbare, la pénalité pécuniaire fut le prix d'une transaction intervenue entre le délinquant et la victime, où l'Etat n'apparaît pas. Bientôt une partie de la composition va à l'Etat, et après une évolution que nous avons indiquée, il en retient la totalité : l'amende est constituée. D'indemnité à la victime qu'elle était primitivement, elle devient pénalité, contribution qui tombe dans les coffres de l'Etat au même titre que les impôts et les autres revenus. L'aumône cependant fait encore exception, son pro-

duit est destiné à des œuvres de bienfaisance. Nous verrons le code de 1810 la supprimer.

VI

Droit intermédiaire.

Lorsqu'éclata la Révolution, une des réformes principales tentées par l'Assemblée Constituante, fut celle du système pénal tout entier. Différentes lois de cette époque y pourvurent, ce furent celles des 19-22 juillet 1791 ; 16-22 septembre 1791 ; et enfin la loi qui porte le titre de Code pénal du 25 septembre-6 octobre 1791.

Ces lois apportèrent des modifications profondes dans le système des peines pécuniaires ; d'une manière générale, on peut dire que l'amende n'occupa plus qu'une place assez restreinte dans le système des peines ; le taux de l'amende fut, comme pour les autres peines, fixé à l'avance, et sans que le juge pût se mouvoir même dans les plus étroites limites. Dans le code rural de 1791 et dans le code des délits et des peines du 3 brumaire, an IV, qui résuma sur ce point toute la législation intermédiaire et qui fut en vigueur jusqu'en 1811, la base de l'amende était la valeur d'une journée de travail ; la loi avait évalué le taux de la journée de travail pour chaque localité, et ce taux était multiplié suivant la nature du délit, abstraction faite d'ailleurs de la fortune du délinquant. Peut-être, les hommes de la Constituante ont-ils entrevu la peine de l'avenir, le travail, peine éminemment moralisatrice,

mais ils n'ont pas su ou pas voulu l'appliquer, puisque leur journée de travail n'est pas une journée de travail effectif, mais se résout dans le paiement d'une somme d'argent.

Du reste, le plus grand défaut du système, inhérent d'ailleurs au système du droit pénal intermédiaire, c'est que le juge, ne pouvant se mouvoir entre un maximum et un minimum, ne parvenait jamais à proportionner l'amende à la fortune du coupable : excessive pour le pauvre, elle était le plus souvent nulle pour le riche, et l'égalité devant la loi, devant la peine, le premier des principes de 89, était outrageusement violée.

Quant à la peine de la confiscation, « l'Assemblée « Constituante, par le motif sans doute que cette peine « rendait des innocents victimes du crime de leurs auteurs, l'avait repoussée du Code de 1791 » ; mais par des lois postérieures dont on retrouve la substance dans celle du 15 floréal an III, la confiscation générale fut rétablie pour les crimes commis contre la sûreté de l'Etat et pour celui de fabrication de fausse monnaie.

VII

Rédaction du Code pénal. — Modifications législatives depuis 1810.

Nous en arrivons à la rédaction du code pénal de 1810 (1), nous ne ferons qu'en indiquer ici les principaux traits. Bien inspiré en cela, le législateur fixa partout un maximum et un minimum pour l'amende,

(1) V. trav. prépar. Rapports de MM. Treilhard et d'Hauversart. — Dalloz, J. G., V^o, Peine, n^o 22, 23 et suiv.

et dans le cas de circonstances atténuantes, permit au juge de descendre au minimum de 1 franc.

Il commit le tort de ne pas fixer de maximum à l'amende lorsque, par suite de circonstances atténuantes, elle était seule appliquée, et fit naître ainsi des controverses qui durèrent jusqu'à la loi du 26 octobre 1888.

Le Code de 1810 prononçait l'amende dans de nombreux cas ; il n'a pas été modifié sur ce point, non plus que dans les règles fondamentales qu'il a établies pour la contrainte par corps.

En outre, la confiscation générale était maintenue. Avec leur psychologie rudimentaire, les rédacteurs du Code avaient cru qu'« en sondant le cœur humain, on découvre que la crainte de réduire ses enfants à l'indigence par les suites de la confiscation, sera souvent un moyen plus efficace pour le détourner (le conspirateur) de l'exécution de ses projets, et arrêter son bras parricide ». La charte de 1814, dans son art. 66, a fait disparaître de nos lois cette peine odieuse.

Quant aux réparations civiles, le Code édictait des prescriptions rigoureuses qui rendaient souvent périlleuse la constitution de partie civile, et qui, malheureusement, n'ont pas encore été aujourd'hui complètement abrogées. Il est défendu aux juges (art. 51 C. P.) « d'appliquer à une œuvre quelconque, même du « consentement de la partie lésée, les dommages et « intérêts qu'ils prononcent ; dans la législation actuelle, dit M. d'Haubersart, cette faculté est laissée « aux juges, mais on a remarqué qu'ils en ont abusé, « et que, par des motifs d'une fausse bienfaisance, ils « ont adjugé en faveur d'œuvres pies plus qu'ils n'eussent fait en faveur des parties, et que ne le voulait

« une sage application de la peine; il a donc fallu
« pourvoir à cet abus. »

Les dommages-intérêts ont le pas sur l'amende, mais non sur les frais.

Depuis 1810, les règles fondamentales de notre droit pénal en matière d'amende n'ont pas été sérieusement modifiées. Il faut signaler seulement la loi du 22 juillet 1867 qui a fixé à nouveau les règles applicables au cas de contrainte par corps. La loi du 19 décembre 1871 a rétabli la contrainte par corps pour les frais de justice criminelle dus à l'Etat. On peut encore noter les lois de 1859 et de 1873 relatives aux prestations pénales, nous les étudierons plus loin en détail. Enfin, la loi du 26 octobre 1888 est venue accomplir un réel progrès en remédiant à une lacune du Code que la jurisprudence n'avait pas cru pouvoir combler. On sait que depuis 1832 et même depuis 1810, quand le préjudice causé n'était pas supérieur à 25 francs, les tribunaux peuvent substituer l'amende à l'emprisonnement en déclarant qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes. Or, le texte ne prononce que la peine de l'emprisonnement, et le juge considère que la substitution de l'amende à l'emprisonnement est commandée par les circonstances; quelle est l'amende qu'il doit appliquer, la loi n'en ayant pas déterminé le taux? Il peut bien appliquer le minimum des amendes correctionnelles, il peut même descendre jusqu'à l'amende de simple police. Mais peut-il prononcer une amende supérieure au minimum des amendes correctionnelles? Oui, disent certains jurisconsultes, l'amende est dans ce cas arbitraire. Mais, a-t-on généralement répondu (Chauveau et Hélie, Code pénal, 6^e édit., t. 6, n^o 2712), notre droit pénal ne connaît pas les peines arbitraires. Quelques cours

d'appel avaient décidé que le juge pouvait en ce cas se mouvoir dans les limites du minimum et du maximum des amendes correctionnelles. Mais quel est ce maximum ? Il n'est pas déterminé par un article spécial en matière correctionnelle, comme il l'est en matière de simple police. Il est même des cas où il n'est pas fixé d'une manière précise (art. 177, 406 et 457 C. P.). La Cour de cassation n'avait pas admis cette doctrine (Crim. cass., 7 mars 1844, J. G. v^o Peine, n^o 557 ; 10 janv. 1846, *ibid.* n^o 553 et D. P. 46, 1, 162) et avait, au contraire, posé nettement ce principe que les tribunaux ne peuvent, dans le cas qui nous occupe, prononcer que le minimum des amendes correctionnelles.

Cette jurisprudence pour être juridique, n'était pas très pratique. Les juges ne pouvant infliger au coupable qu'une amende de 16 francs, se voyaient souvent contraints de prononcer l'emprisonnement. Aussi en 1885 (4 mai), M. Bozérian fit-il au Sénat une proposition de loi tendant à remédier à cet état de choses et à fixer à 3,000 francs le maximum de l'amende correctionnelle au cas où l'amende était substituée à l'emprisonnement, alors que la loi prononçait seulement cette peine. Ce projet fut voté après trois ans et devint la loi du 26 octobre 1888.

Enfin nous pouvons signaler la loi du 26 mars 1891. Dans son projet primitif, M. Béranger n'avait proposé le sursis que pour la peine d'emprisonnement seule, son but était alors et uniquement de soustraire les délinquants primaires à la contagion pénitentiaire. Dans la discussion de la loi au Sénat, sur la proposition de M. Trarieux, on étendit aux condamnés à l'amende le bénéfice du sursis. Cette extension peut se justifier par les motifs les plus sérieux ; et tous les

auteurs sont d'accord pour déclarer que le sursis doit s'appliquer aux peines pécuniaires comme aux peines d'emprisonnement. On peut seulement exprimer le regret qu'au cas d'application de la loi de sursis, le condamné soit toujours passible de la contrainte par corps pour le paiement des frais, et qu'il ne coure ainsi le risque de subir quand même l'emprisonnement que le juge aurait voulu lui éviter.

Telles sont les modifications législatives ayant trait à l'amende, passées dans notre droit depuis 1810. Il nous reste, après cet historique, à examiner rapidement quel est le fonctionnement et le rôle de la peine d'amende dans notre droit.

DEUXIÈME PARTIE

ÉGISLATION COMPARÉE

I

Législation française ; Définition et caractère des peines pécuniaires en général ; De l'amende répressive ; Des amendes mixtes ; Nombre des amendes ; Taux ; Produit ; Recouvrement.

On peut définir les peines pécuniaires : celles qui consistent dans une diminution du patrimoine ; et parmi les peines pécuniaires, on peut définir l'amende : une peine consistant dans l'obligation de payer une certaine somme entre les mains des agents du Trésor public. Nous verrons plus loin qui recueille en dernière analyse le bénéfice de l'amende, et c'est à dessein que nous avons employé l'expression de Trésor public qu'il faut entendre ici dans son sens le plus large.

Nous étudierons ici l'amende répressive ou amende pénale, que l'on peut reconnaître à trois caractères :

1° L'amende répressive est prononcée, en vertu

d'une loi ou d'un règlement qui défend ou ordonne certains faits sous la menace d'une amende ;

2° L'amende que la loi a fixée dans certains cas comme sanction, doit être prononcée par le juge, après constatation préalable de la culpabilité du délinquant ;

3° Pour que l'amende ait un caractère pénal, il faut qu'elle soit prononcée à raison d'une infraction proprement dite, c'est-à-dire d'un crime, d'un délit, d'une contravention.

A côté de l'amende pénale que nous venons de définir, on classe :

1° les amendes civiles, par exemple les amendes fiscales pour contravention aux lois sur l'enregistrement et le timbre. Ces amendes sont en effet dues et exigibles par voie de contrainte, indépendamment de toute décision judiciaire, comme les droits dont elles garantissent la perception. Dans ce cas, les tribunaux civils n'interviennent que sur une opposition des parties.

2° Les amendes de procédure, par exemple l'amende encourue par celui qui succombe dans son appel.

3° Les amendes disciplinaires qui viennent frapper les fonctionnaires qui s'acquittent mal de leurs devoirs professionnels.

4° Enfin, on peut distinguer l'amende fiscale qui n'est qu'une espèce de l'amende pénale, c'est la peine pécuniaire prononcée pour contravention aux lois sur les douanes et les contributions indirectes. Nous n'étudierons ici que l'amende purement pénale.

L'amende est une peine fréquemment prononcée par les lois, elle est commune aux matières criminelle, correctionnelle et de police. En matière criminelle, il est cependant à remarquer qu'elle n'intervient jamais que comme peine complémentaire (C. P. 164

et 437). En matière correctionnelle soit seule, soit jointe à l'emprisonnement, elle est prononcée assez souvent ; enfin, elle est la peine ordinaire des contraventions.

Examinons les renseignements que nous donne la statistique :

En 1894, 267 condamnations à l'amende (1) ont été prononcées en matière criminelle. En matière correctionnelle, en 1894, les tribunaux ont prononcé 60,738 condamnations à l'amende pour délits de droit commun, et 32,980 condamnations à l'amende pour délits spéciaux ; total, 93,718 condamnations à l'amende sur un total de 249,166 condamnations correctionnelles, soit plus du tiers des condamnations totales.

Quant au taux de l'amende, il est souvent déterminé par un minimum et un maximum ; quelquefois il est fixe, il arrive même que la loi se borne à fixer le maximum de l'amende sans en déterminer le minimum (art. 50, C. civ.) ; enfin, dans plusieurs cas, au lieu de fixer la quotité de l'amende à une certaine somme d'argent, la loi la rend proportionnelle au bénéfice illicite ou au dommage résultant du délit, ce qui oblige les juges à une estimation préalable.

Néanmoins, on peut dire que nos lois pénales ont adopté le système des amendes fixes, car, par opposition aux amendes arbitraires, on doit considérer comme fixes celles qui ne dépendent pas uniquement du juge, celles dont le mode de fixation a été réglé par la loi.

L'amende est une peine, et de ce principe il faut tirer la conséquence qu'elle doit être personnelle et

(1) Statistique criminelle 1894, p. 19.

que dès lors, elle n'est jamais garantie par la responsabilité civile de l'art. 1384; il faut tirer encore cette conséquence que l'amende ne peut pas être prononcée contre les héritiers de celui qui l'a encourue. Mais les travaux préparatoires indiquent formellement que le recouvrement de l'amende pourra être poursuivi contre les héritiers, la condamnation étant devenue définitive avant la mort du défunt. En effet, dès que la condamnation est devenue irrévocable, elle grève les biens de la succession comme le ferait toute autre charge; les héritiers ne peuvent succéder aux biens sans succéder aux dettes, *non sunt bona, nisi deducto, ære alieno*.

Certaines amendes sont considérées comme ayant à la fois le caractère de peine et de réparation civile, notamment en matière de douane et de contributions indirectes. La Cour de cassation estime, en effet, que les contraventions aux lois d'impôts n'étant punies qu'en raison du préjudice qu'elles causent au fisc et non à raison de leur immoralité intrinsèque, l'amende fiscale est prononcée bien plus pour réparer un dommage que pour punir un coupable. En se fondant sur ces principes, la jurisprudence n'autorise pas l'exercice de l'action contre les héritiers du délinquant; mais, d'autre part, elle condamne à ces amendes les personnes civilement responsables, et refuse d'appliquer à ces condamnations le bénéfice de la loi de sursis.

Aux termes de l'article 55 du code pénal, tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais.

Les termes de l'article doivent être interprétés très restrictivement puisqu'ils prononcent une peine, en

conséquence il ne faut pas étendre la solidarité au cas de contravention de simple police puisque l'article 55 ne parle que de crimes et délits. On doit aussi reconnaître qu'il s'agit ici d'une solidarité parfaite, ce sont les interprètes et non la loi qui ont distingué deux espèces de solidarité ; en conséquence, conformément à l'article 1206 du code civil, la prescription interrompue à l'égard de l'un des condamnés serait interrompue à l'égard des autres.

Du produit des amendes. — Depuis la loi du 26 novembre 1890 un nouveau principe s'est introduit dans notre droit en matière d'amendes ; suivant l'article 11 de cette loi, le produit des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les *tribunaux répressifs* forme une masse qui, suivant la loi du 28 avril 1893, article 45, se répartit ainsi : 20 0/0 à l'Etat, 80 0/0 au fonds commun. Outre ces 20 0/0, l'Etat encaisse à son profit : les décimes sur les amendes en principal, les frais de justice, les confiscations au profit du Trésor, les droits de poste. Le fonds commun encaisse les frais d'extraits d'arrêts et de jugements dont il fait l'avance. On prélève sur le fonds commun : les frais de poursuite tombés en non-valeur, les diverses gratifications dues aux agents verbalisateurs, ainsi que les droits de greffe. Le reste du fonds commun est attribué : 1/4 aux enfants assistés, 3/4 aux communes désignées par la commission départementale comme étant les moins riches. — L'Etat verse annuellement une somme de 15,000 fr. à la caisse des invalides de la marine en représentation du produit des amendes qui lui était attribué autrefois par les lois et décrets.

Autrefois il n'en était pas ainsi : l'amende était habituellement prononcée au profit de l'Etat. Quel-

qu'étois le bénéfice en était attribué en totalité ou en partie à des communes, à des établissements publics, aux pauvres ou aux agents qui avaient constaté le délit, ou même à des particuliers.

Les amendes en matière criminelle étaient attribuées en totalité à l'Etat.

Les amendes correctionnelles formaient un fonds commun pour le département applicable : pour un tiers au profit des enfants assistés, pour deux autres tiers au profit des communes les plus pauvres ; mais il y avait de nombreuses exceptions à cette règle : parfois l'amende était attribuée à titre de récompense aux agents qui avaient constaté le délit (loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, articles 10 et 19), au dénonciateur pour 1/3. (L. 13 fructidor an V relative à la fabrication et à la vente des poudres et salpêtres); au bureau ou à certains établissements de bienfaisance (article 14, L. 13 août 1850 sur les logements insalubres, et D. du 12 décembre 1806, article 53).

En matière de simple police, l'amende, d'après l'article 466 du code pénal, était appliquée « au profit de la commune où la contravention a été commise. »

En 1894 les amendes ont produit une somme totale, recouvrée, de 3,018,148 francs.

Du recouvrement de l'amende. — Le recouvrement des amendes et des frais est poursuivi à la requête du ministère public, par les percepteurs des contributions directes, substitués aux receveurs de l'enregistrement par la loi du 29 décembre 1873, article 26. — L'exécution du jugement de condamnation est, à défaut de paiement volontaire, procurée par les moyens que le droit commun fournit à tout créancier, mais en outre le recouvrement de l'amende est assuré par deux sûretés spéciales :

1° La solidarité établie par l'article 55 du code pénal, et dont nous nous sommes déjà occupés ;

2° La contrainte par corps.

La contrainte par corps est une voie rigoureuse d'exécution qui consiste dans l'incarcération du débiteur dans des conditions spéciales, déterminées par l'article 22 du décret du 14 novembre 1885, ainsi conçu : « les détenus pour dettes envers l'Etat en matière correctionnelle ou criminelle sont soumis aux mêmes règles disciplinaires que les condamnés. Néanmoins, *ils ne sont pas astreints au travail* ni au port du costume pénal. — Les détenus pour dettes en matière de simple police et en matière de faillite sont soumis aux mêmes règles disciplinaires que les prévenus et les accusés. »

La durée de la contrainte par corps est fixée par le jugement de condamnation et le juge peut à cet effet se mouvoir entre un minimum et un maximum déterminé par la loi. L'incarcération cesse par plusieurs motifs :

1° Par le paiement de l'amende ;

2° Par l'expiration du délai fixé par le jugement ; délai réduit de moitié, lorsque le condamné a prouvé son insolvabilité dans les termes de l'article 420 C. I, Cr. ;

3° Par la dation d'une caution reconnue bonne et valable (article 11 de la loi du 22 juillet 1867).

La contrainte par corps a, dans notre droit, un double caractère : 1° elle est une voie d'exécution, une épreuve de solvabilité ; 2° elle est une mesure pénale destinée à remplacer l'amende impayée ; si elle n'existait pas, les insolvable condamnés à l'amende jouiraient de l'impunité.

La contrainte par corps est une voie d'exécution,

non un mode de libération, et la dette, l'amende subsiste bien que la contrainte par corps ait été subie ; mais elle ne peut être subie de nouveau par le prévenu revenu à une meilleure fortune (article 12, loi de 1867).

La contrainte est d'une application très fréquente dans notre droit pénal ; en 1894 elle a été exercée contre 32,056 individus ; il faut ajouter qu'elle est peu efficace puisqu'en effet le produit des amendes recouvrées varie entre 40 et 42 0/0. — On ne peut qu'exprimer le regret de voir la statistique actuelle nous permettre seulement une évaluation de ce genre. Pour se rendre compte de la véritable efficacité de la contrainte par corps, il faudrait savoir combien de personnes ont payé l'amende ; peut-être en trouverait-on 95 0/0 qui n'auraient pas payé ; tandis qu'en considérant la valeur argent on arrive à un recouvrement de 42 0/0, parce que les grosses amendes sont payées plus facilement, par la raison qu'elles ne sont infligées qu'à des gens riches, tandis que les petites qui comprennent l'immense majorité n'atteignent en général que des personnes pauvres ; et dans la pratique il est constant que ce sont les petites sommes qui ne sont pas payées.

Telles sont brièvement exposées les règles de notre droit pénal relatives à l'amende et à son recouvrement. Il nous reste à examiner les résultats pratiques de cette législation et les réformes qu'il conviendrait d'y apporter.

II

Législation italienne. (1) — « Multa et ammenda »; taux; emprisonnement subsidiaire; des prestations pénales.

La législation pénale de l'Italie est des plus intéressantes à étudier au point de vue des peines pécuniaires. On sait en effet que de tout temps les études de droit criminel furent en honneur en Italie puisqu'on a pu appeler ce pays la terre classique du droit pénal. Le nouveau code italien a donc été précédé de discussions très approfondies; il est de date récente puisqu'il a été promulgué le 30 juin 1889; et néanmoins en usage depuis un certain nombre d'années, il a pu jusqu'à un certain point faire ses preuves.

Le nouveau code distingue deux sortes d'amendes : « multa » (article 19) lorsqu'il s'agit d'une condamnation pécuniaire de dix livres au moins à dix mille livres au plus; « ammenda » (article 24) quand le chiffre ne peut être que d'une livre à deux mille livres. — La langue française ne nous fournit pas l'équivalence d'une double dénomination. Cette distinction établie par le législateur italien, même dans la terminologie, n'est point indifférente; la pensée est exprimée avec

(1) Pour l'étude de la législation étrangère, nous nous sommes reportés :

1° A la collection des codes traduits et publiés par le Comité de législation étrangère établi au ministère de la justice.

2° Aux annuaires de la Société de législation comparée.

3° Au bulletin de la même société.

4° A l'ouvrage sur la législation pénale européenne publié par l'*Union internationale de droit pénal* en 1894.

5° Au bulletin de la même société.

plus de netteté : le mot multa éveille l'idée d'un méfait de quelque gravité ; le terme ammenda, au contraire, ne se rapporte qu'à une infraction légère.

On remarquera que le taux de l'amende est beaucoup plus élevé que dans notre droit, alors que l'Italie est un pays beaucoup plus pauvre que le nôtre ; mais en adoptant ce maximum très élevé, le législateur italien a voulu permettre aux juges de proportionner toujours l'amende à la gravité du délit et à la fortune du délinquant.

Le législateur italien ne connaît pas la contrainte par corps telle qu'elle existe dans notre droit ; il a admis, au cas d'amende impayée, une double sanction : 1^o emprisonnement subsidiaire ; 2^o prestations pénales. L'article 19 § 2 et suivants s'exprime ainsi : « au cas de non-paiement, dans le délai de deux mois à partir du jour de la signification de l'ordre, et d'insolvabilité du condamné, l'amende est convertie en détention dans la proportion d'un jour par dix livres et fraction de dix livres.

Le condamné peut toujours faire cesser la peine substituée, en payant l'amende, sous déduction de la part correspondant à la détention subie, suivant la proportion établie dans le précédent paragraphe.

La détention substituée à l'amende ne peut jamais dépasser la durée d'un an.

A la détention peut être substituée, quant à l'exécution, sur la demande d'un condamné, la prestation d'un travail déterminé au service de l'Etat, de la province ou de la commune, et deux journées de travail équivalant à un jour de détention ».

La fixation d'un délai pour le paiement est une très bonne mesure ; il faut en dire autant de la faculté concédée au délinquant de se libérer de l'emprisonnement

par son travail. S'il faut aussi approuver le principe des prestations pénales, on doit reconnaître que le législateur italien a eu tort d'exiger du condamné deux jours de travail pour une journée de détention. Il faut bien mal connaître l'âme des délinquants pour s'imaginer qu'ils n'aimeront pas mieux rester tranquillement en prison que de travailler sur les routes, alors qu'ils devront travailler deux fois plus longtemps. On nous dira que la détention substituée à l'amende devra s'accomplir dans des conditions très dures et qu'alors le condamné préférera le travail à l'air libre à l'emprisonnement ; en effet, suivant l'article 15 du C. P. italien, la peine de la détention est subie dans des établissements à ce destinés, avec soumission au travail et isolement nocturne. — Nous répondrons que dans bien des prisons italiennes l'isolement nocturne ne peut se faire, et que, comme en France, il est très difficile d'organiser le travail pour un emprisonnement de courte durée, comme le sera dans la plupart des cas l'emprisonnement subsidiaire de l'article 19. — En Italie, 50 0/0 des condamnés sont inoccupés. — Du reste, dans la fixation de la durée des prestations (article 19, alinéa 5) le législateur nous semble avoir commis une anomalie ; en effet, l'article 14 du C. P. italien permet, dans certaines conditions, l'emploi de réclusionnaires à des travaux extérieurs, et cela de la manière la plus large, « ou même à coopérer à des travaux publics ou *privés*, sous l'autorité de l'administration. » Tels sont les termes mêmes de l'article 14 ; or, il nous semble que ces individus, moins intéressants que les simples insolubles des articles 19 et 22, sont cependant traités beaucoup plus favorablement que ces derniers, puisque pour eux une journée de travail équivaldra à une journée de détention.

Le décret du 1^{er} décembre 1889, dans son article 6, expose les conditions d'application des articles 19 et 22 relativement aux prestations pénales ; il ressort de cet article que la conversion de l'amende en prestations n'est pas un droit pour le condamné, ce dernier peut simplement adresser une demande à cet effet au procureur du roi, qui prononce en dernier ressort sur l'admission ; et cette faculté donnée à l'administration n'a pas dû étendre beaucoup la conversion de l'amende irrécouvrable en travail. — Une partie de son gain est donnée au condamné pour son entretien. Voici du reste les termes mêmes du décret (article 6) : « ... le procureur du roi, après avoir recueilli les informations nécessaires de l'autorité administrative compétente, assigne au condamné les travaux auxquels il est possible de l'employer.

Le condamné doit se présenter, pour s'acquitter du travail déterminé, au jour fixé par le procureur du roi.

Des dispositions spéciales réglementaires déterminent la part de gain à concéder au condamné pour son entretien et celle due à l'Etat.

En somme on peut dire que si le principe de la conversion de l'amende irrécouvrable en travail est inscrit dans le code pénal italien, l'organisation en est très défectueuse et n'est pas faite pour généraliser cette mesure.

Il semble ressortir des termes mêmes des articles 19 et 24 (paiement au trésor de l'Etat) que le produit des amendes est tout entier attribué à l'Etat sans affectation spéciale et se confond avec les autres revenus de l'Etat.

L'article 39 repousse la règle injuste de l'article 55 de notre code pénal qui fait déclarer solidaires, même

quant aux amendes, les individus condamnés à raison d'un même crime ou d'un même délit.

Tels sont les principes qui régissent l'amende en Italie, nous citerons seulement, car ils ne se rattachent pas directement à notre sujet, les articles 26 et 27 relatifs à la réprimande judiciaire, et l'article 38 relatif à l'amende privée analogue à la « Buse » allemande. — Ajoutons que les peines pécuniaires occupent une grande place dans la loi et sont édictées souvent par le code en même temps que les peines privatives de la liberté.

III

Législation allemande. — Taux de l'amende. Emprisonnement subsidiaire. Emploi des condamnés aux travaux extérieurs. Prestations pénales.

Le code pénal allemand fait de la peine de l'amende une très large application.

Le minimum de l'amende est de 1 m. pour les contraventions et de 3 marks pour les délits et les crimes. Il n'y a pas de maximum absolu. Si le maximum dépasse 150 marks, l'infraction devient un délit. La peine d'amende la plus élevée édictée par le code pénal est de 15.000 marks (art. 302 sur l'usure). Le code de commerce (art. 249) édicte des amendes de 20.000 m. ; dans les lois spéciales il y a des amendes qui peuvent équivaloir à la confiscation d'une grande fortune, lorsqu'elles consistent dans le multiple d'une valeur

dont l'Etat a été privé (C. pén. de 1872, art. 27). En cas d'insolvabilité, aux termes de l'article 28, l'amende sera convertie en emprisonnement et, si elle a été prononcée pour une contravention, en arrêts.

L'emprisonnement est analogue à notre emprisonnement correctionnel; le condamné est alors astreint au travail. La peine des arrêts (art. 18) consiste uniquement dans la privation de la liberté; le condamné n'est pas astreint au travail.

Si le délit est puni d'une amende seulement, ou d'une amende comme peine principale, ou d'une amende et des arrêts au choix du juge, l'amende pourra être convertie en arrêts, si elle ne dépasse pas 200 thalers et si les arrêts qui doivent y être substitués n'excèdent pas six semaines. Si l'amende a été prononcée conjointement avec la peine de la réclusion, l'emprisonnement qui la remplace devra être converti en réclusion, avec la réduction légale toutefois, telle qu'elle est établie par l'article 21 du code allemand. Le condamné (art. 28) peut toujours obtenir sa mise en liberté en payant l'amende. L'article 29 fixe le taux légal de la conversion de l'amende en emprisonnement.

En général, les amendes tombent dans la caisse de l'Etat. Toutefois, cette règle comporte certaines exceptions; ainsi, en vertu de la loi sur les postes du 28 octobre 1871, art. 33, les amendes en matière postale sont attribuées aux caisses postales de secours ou d'assistance.

Il y a lieu de remarquer que la législation forestière de plusieurs Etats de l'Allemagne autorise les prestations pénales comme moyen de recouvrer l'amende impayée.

On citait autrefois à cet égard le code forestier prus-

sien du 2 juin 1851 §§ 13, 41 et suivants, et aussi aujourd'hui il faut signaler la nouvelle loi prussienne du 15 août 1878 sur les vols forestiers, article 14: « Au lieu de la peine de la prison prévue par l'article 13, le condamné peut être, pendant la même période de temps, sans être enfermé dans un établissement pénitentiaire, astreint à des travaux forestiers ou communaux en rapport avec ses forces et sa condition ».

Les prescriptions de détail sur les travaux à effectuer, en tenant compte des salaires et des autres habitudes de la localité, sont édictées par le préfet de concert avec le procureur général; ils sont autorisés à fixer les corvées de manière à ce que le condamné puisse, en travaillant plus assidûment, être libéré plus tôt et par conséquent travailler encore pour lui et pour les siens.

Il faut signaler la disposition de l'article 34, d'après laquelle les amendes prononcées en vertu de la loi relative aux vols commis en forêt sont attribués à la partie lésée, sauf une exception relative à l'amende supplémentaire en cas de récidive. En cas d'amende irrécouvrable la partie lésée peut indiquer des prestations de travail que le condamné devra faire pour elle, celui-ci y sera contraint à la diligence des autorités. Cette amende privée peut se cumuler avec les dommages-intérêts.

On peut encore citer la loi badoise relative aux contraventions forestières, du 20 juin 1865, §§ 49 ff, 63 ff, qui donne le plus de détail dans cette matière; enfin, on peut citer certaines lois (surtout du centre de l'Allemagne), qui édictaient (jusqu'à la promulgation du code pénal de l'Empire) une peine dite *Handarbeitsstrafe* (peine qui consiste en un travail manuel).

De plus, il résulte des articles 15 et 16 du code pénal

allemand, que les condamnés à l'emprisonnement, peuvent, quand ils y consentent, être employés à des travaux extérieurs, toutefois sans contact avec la population libre.

Le code allemand contient en outre plusieurs applications de la « Buse », ou amende privée.

IV

Législation suisse.

La législation pénale de la Suisse comprend deux parties bien distinctes : 1^o le droit pénal fédéral applicable dans toute l'étendue de la Confédération ; 2^o le droit pénal cantonal qui varie avec chaque canton.

Le droit pénal fédéral qui comprend, avec le code de 1853, quelques lois postérieures, a pour but de protéger les intérêts et les institutions de la Confédération. Suivant le code de 1853, l'amende peut s'élever jusqu'à 10.000 francs. Le message fédéral donne comme raison du choix de ce chiffre, qu'on a suivi ici les lois fédérales de l'Amérique du Nord autant que possible. Ces lois, dit-on, prévoient toujours l'amende à côté d'une peine privative de la liberté ; pour un emprisonnement de dix ans, l'amende est de 10.000 dollars par exemple. Il semble, néanmoins, qu'eu égard à la richesse de la Suisse, le chiffre de 10.000 francs est un peu exagéré.

Lorsque l'amende ne peut être recouvrée dans le délai de 3 mois ou que le condamné est insolvable,

cette peine est convertie en celle de l'emprisonnement (1 jour pour 5 francs).

La contrainte par corps est abolie par l'article 59 de la Constitution de 1848. La jurisprudence du tribunal fédéral a déclaré inadmissible l'emprisonnement comme moyen d'exécution pour le recouvrement de créances, de frais ou d'une indemnité. Mais les cantons peuvent convertir l'amende en peine privative de la liberté.

Dans le droit pénal des cantons, trop étendu pour que nous puissions ici l'étudier avec détail, d'excellentes dispositions sont à signaler. Tous les codes admettent, à l'exception d'un, la transformation en emprisonnement de l'amende impayée, conformément au système allemand. Seul le code pénal de Genève n'admet pas cette transformation. Les résultats obtenus au point de vue du recouvrement dans le canton de Genève ne militent pas en faveur de cette solution.

Le code pénal de Neuchâtel, rédigé à une date très récente (1891), élève à 15.000 fr. le maximum de l'amende et contient d'excellentes dispositions sur le mode de paiement. Dans le canton de Vaud, la loi du 17 mai 1875, article 7, permet de racheter l'amende par un travail public, et décide que : 1^o le condamné à l'amende qui ne peut ou ne veut la payer, pourra se faire inscrire pour être employé à des travaux publics d'entretien ou de construction de routes, d'endiguement ou de sylviculture ; 2^o en cas de non-inscription ou de non-paiement, l'emprisonnement est substitué à l'amende suivant le droit commun. Le travail d'une journée est coté à un prix très élevé, puisqu'il est fixé de 3 à 6 fr.

Le code de Neuchâtel (art. 27) contient la même disposition. Cette peine a donné de bons résultats, sem-

ble-t-il, puisqu'on a proposé son adoption dans le projet d'un nouveau code pénal fédéral (1).

V

Législation anglaise

Le droit criminel anglais range également parmi les peines l'amende (*fine, mulct*); elle consiste dans le paiement à la reine d'une somme d'argent en réparation d'une infraction. L'amende est édictée pour un assez grand nombre de délits et, d'autre part, en vertu d'une loi de 1861, le juge peut prononcer une amende contre le délinquant en sus ou en place de telle autre peine spécialement prévue. La loi ne détermine pas le quantum de l'amende, il appartient au juge de le fixer en tenant compte, notamment, de la situation pécuniaire du délinquant et des ressources dont il a besoin pour son entretien et l'exercice de sa profession. La législation interdit les amendes exagérées, et si pour proportionner l'amende au délit, les juges étaient contraints d'en forcer le chiffre, ils doivent dans ce cas prononcer de préférence l'emprisonnement.

(1) Voir sur le code pénal de Neuchâtel Ann. de législat. comp., année 1891, p. 747 ; année 1892, p. 623 et Bulletin de législation comparée 1892, p. 537 et 543 ; 1894, p. 194 et 397 ; et sur le projet de code pénal fédéral, Bullet. de législat. comparée, année 1894, p. 195 et 397

VI

Législation autrichienne

L'amende est une des peines prévues par le code pénal autrichien de 1852 pour la répression des délits et des contraventions (art. 240). Le montant en est attribué par le code à la caisse des pauvres (*armenfond*) du lieu où l'infraction a été commise (art. 245). Néanmoins dans certains cas l'amende appartient à l'Etat (L. du 29 février 1880 et du 24 mai 1882 sur les épizooties).

Aux termes de l'article 260, lorsqu'une peine pécuniaire serait de nature à préjudicier gravement à la situation de fortune de celui qui l'a encourue, ou à ses moyens d'existence ainsi qu'à ceux de sa famille, il est loisible au juge d'y substituer une peine d'arrêts proportionnelle, à raison d'un jour d'arrêts par 5 florins d'amende, sauf disposition spéciale de la loi. On le voit, la législation autrichienne, en cela très logique, mais peu équitable, ne condamne pas les indigents à l'amende.

En cas de non-paiement l'amende se convertit en arrêts d'après un tarif légal ; la durée des arrêts doit être fixée par le jugement.

VII

Législation belge

D'après le code pénal belge de 1867, l'amende pour les contraventions est de 1 à 25 fr. ; l'amende pour crime ou délit est de 26 fr. au moins ; les amendes sont perçues pour le compte et au profit de l'Etat (art. 38).

L'amende est personnelle ; la solidarité en matière d'amende n'existe pas comme dans notre droit (art. 39).

A défaut de paiement dans le délai de deux mois à dater de l'arrêt ou du jugement, s'il est contradictoire, ou de sa signification s'il est par défaut, l'amende pourra être remplacée par un emprisonnement dont la durée sera fixée par le jugement ou l'arrêt de condamnation et qui n'excédera pas six mois pour les condamnés à raison de crime, trois mois pour les condamnés à raison de délit et trois jours pour les condamnés à raison de contravention. Cet emprisonnement subsidiaire constitue une excellente mesure, on peut trouver seulement que le taux est fixé beaucoup trop bas par le code belge. Les condamnés à l'emprisonnement subsidiaire pourront être retenus dans la maison où ils ont subi la peine principale ; c'est là une disposition que l'on doit approuver, elle est beaucoup plus logique que la législation française. Chez nous, en effet, un individu condamné par exemple à 5 ans de prison et à l'amende, sera mis en liberté après l'expiration de sa peine, mais pourra de suite être repris au moyen de la contrainte par corps, mais

dans des conditions bien différentes : la contrainte par corps étant en effet un emprisonnement adouci sans travail. Il serait beaucoup plus logique de conserver le condamné à sa libération, dans les mêmes conditions que précédemment.

Dans le code belge, s'il n'a été prononcé qu'une amende, l'emprisonnement à subir à défaut de paiement est assimilé à l'emprisonnement correctionnel ou de police, selon le caractère de la condamnation (art. 40).

Dans tous les cas, le condamné peut se libérer de cet emprisonnement en payant l'amende ; il ne peut se soustraire aux poursuites sur ses biens en offrant de subir l'emprisonnement (art. 41).

VIII

Législation espagnole

Le code pénal espagnol de 1870 range l'amende parmi les peines qui peuvent être prononcées en matière soit de crimes, soit de délits, soit de fautes. L'amende est réputée peine « afflictive » quand elle dépasse 2.500 pesetas (soit 2.500 fr.) ; peine correctionnelle, si elle est de moins de 2.500 et de plus de 125 pesetas ; — et peine « légère » pour les fautes, au-dessous de 125 pesetas (art. 27).

Les projets de nouveau code admettent le système des paiements par termes, moyennant que le condamné justifie qu'il ne peut, sans un grave préjudice,

s'acquitter immédiatement, et qu'il soit en mesure de fournir par lui-même et sans l'intervention d'un tiers, des sûretés jugées suffisantes.

Dans le calcul de la peine, les juges ne sont pas autant obligés de tenir compte des circonstances aggravantes ou atténuantes que de la fortune et des capacités du coupable (art. 84). — L'amende est considérée comme la peine la plus basse de toutes les échelles de peine (art. 93, § 1). Si elle doit elle-même être élevée ou abaissée d'un ou plusieurs degrés, on élève le maximum de $\frac{1}{4}$, et on diminue le minimum de $\frac{1}{4}$, même si la somme n'est pas exprimée d'une manière fixe, mais proportionnelle (art. 95). Si le coupable se voit infliger d'autres obligations pécuniaires, l'amende ne vient qu'au dernier rang. En cas d'insolvabilité du condamné, un emprisonnement subsidiaire est organisé, lorsque concurremment avec une peine privative de la liberté, le condamné a encouru une amende, en cas d'insolvabilité, le condamné voit s'élever sa détention (détention correctionnelle dans une forteresse) dans la proportion de un jour pour 5 pesetas, sans toutefois que cette détention puisse dépasser $\frac{1}{3}$ de la peine principale et être de plus d'une année. — Lorsque le délinquant n'a été condamné qu'à une peine d'amende, en cas d'insolvabilité, cette amende est transformée en détention dans la prison de l'arrondissement, dans la proportion de 1 jour pour 5 pesetas; la durée de cet emprisonnement subsidiaire ne peut dépasser 6 mois en cas de crime, 15 jours en cas de contravention.

IX

Législation hongroise

La législation pénale de la Hongrie (1878-79) établit l'amende : 1° pour les crimes et délits; 2° pour les contraventions.

A) En matière de crimes et de délits, l'amende, comme peine principale, est exclusivement applicable aux délits; comme peine accessoire, elle s'applique aux deux genres d'infractions. Elle peut s'élever de 1 à 4.000 florins (C. P. des délits, art. 20 et 26).

Aux termes de l'article 27, le produit des amendes est affecté au soulagement des condamnés libérés indigents, ainsi qu'à la fondation et à l'entretien d'établissements de correction pour les jeunes détenus.

Le jugement qui prononce l'amende détermine, en même temps, la durée de la peine privative de liberté qui doit la remplacer au cas où elle serait irrécouvrable; un jour est compté comme équivalant à une somme de 1 à 10 florins (2,50 à 25 fr.). Néanmoins, la durée de la peine privative de liberté ne peut dépasser six mois, si l'amende a été prononcée comme peine principale, et trois mois si c'est comme peine accessoire; dans le premier cas, l'amende est convertie en prison; dans le second, en celle des peines privatives de liberté à laquelle le coupable a été condamné, outre l'amende. Si la peine est la maison de force à perpétuité, ou 15 ans de maison de force ou de

prison d'Etat, la peine pécuniaire ne peut être convertie en peine privative de liberté (art. 53).

B) En matière de contraventions, l'amende est l'une des deux peines prévues par la loi; lorsqu'elle est prévue seule, elle ne peut être convertie en arrêts que pour le cas où elle est irrécouvrable (C. P. contr. art. 15 et 20).

Le taux de la conversion éventuelle est fixé par le jugement dans la limite de 12 heures d'arrêts pour une amende de moins de 2 florins, et à raison d'un jour d'arrêt pour les amendes de 2 à 10 florins (art. 22). — Suivant l'art. 23, lorsqu'une condamnation aux arrêts est prononcée en même temps qu'une condamnation à l'amende, le taux de la conversion de cette dernière peine, au cas où elle est irrécouvrable, est plus élevé que dans le cas précédent.

X

Législation portugaise

Dans le code portugais du 16 septembre 1886, on peut signaler quelques dispositions intéressantes au sujet de l'amende. — Le condamné à l'amende est obligé de payer à l'Etat une somme proportionnelle à son revenu, jusqu'à trois ans au maximum, fixée par la sentence, de telle sorte qu'elle ne soit pas, par jour, de moins de 100 reis (0,50) et de plus de 2.000 reis (10 fr.), sauf le cas où la loi fixe une somme déterminée.

Faute de biens libres suffisants pour acquitter l'amende, elle se convertit en prison sur le pied de un jour par 500 reis (2,50).

Le code admet à des conditions déterminées le système du paiement de l'amende par termes, lorsque le condamné offre, à cet égard, des sûretés.

XI

Législation des Etats balkaniques

I. BULGARIE. — Cet Etat est encore régi par le code pénal ottoman de 1857.

Néanmoins quelques lois postérieures y ont fait des changements ; on peut relever, au point de vue de l'amende, les particularités suivantes. La calomnie est punie par la loi sur la presse du 16 décembre 1887 d'une amende de 1 à 100 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à un an ; s'il n'y a pas calomnie, mais simplement bruits mensongers, l'amende est de 10 à 300 francs ; — en matière électorale, nous voyons le taux des amendes s'élever en 13 cas de 100 à 5.000 francs. — Pour les infractions commises contre la loi des patentes du 31 janvier 1885, la loi fixe une amende qui est égale au montant qui aurait dû être payé par l'industrie, la maison de commerce ou le propriétaire d'un revenu dont la déclaration n'a pas été faite comme il faut ou a été faite tardivement.

La loi sur le tabac, du 15 décembre 1890 (art. 55 à 75), inflige pour contravention à cette loi des amen-

des de 5 à 500 francs, et de plus, dans la plupart des cas, ordonne le paiement du montant, simple, double ou triple de la taxe avec confiscation du tabac et des instruments servant à la récolte ; — en cas de non-paiement la loi inflige une peine d'emprisonnement correspondante, mais qui ne peut jamais dépasser une durée de deux mois.

La loi sur le timbre du 15 décembre 1890 (art. 34 à 43) proportionne l'amende au préjudice subi par le trésor, au cas, par exemple, de falsification du timbre.

II. GRÈCE. — Le code pénal de la Grèce date de 1834 ; il n'est qu'une copie du code pénal bavarois de 1813 dont les principes, au sujet de l'amende, ont en partie passé dans le droit allemand moderne ; nous ne nous étendrons pas sur ce sujet.

III. MONTÉNÉGR0. — Si nous nous occupons dans cet exposé de droit comparé, de ce pays qui tient si peu de place sur la carte d'Europe, c'est que, appelé depuis peu à la civilisation moderne, régi encore en partie par les coutumes nationales non codifiées, il a gardé un reflet de ce que fut la peine dans les époques primitives, et qu'il peut ainsi nous donner l'occasion de constater, même à notre époque, les tendances que nous avons signalées ailleurs.

L'amende est dans cette législation la peine la plus répandue ; elle est employée même à l'exclusion de toute autre peine pour les coups et blessures, le vol etc., tous délits que nous punissons de la prison.

A côté de cette peine, les peines corporelles, la mort, la bastonnade, etc., tiennent une grande place dans la loi.

Quant à l'emprisonnement, il est peu employé, et encore est-il d'un caractère particulier et ne ressemble-t-il en rien à l'emprisonnement cellulaire, peine unique et idéale, vers laquelle s'achemine lentement le droit pénal moderne ; presque tous les détenus de la prison de Cettigne travaillent soit à la confection des routes, soit comme porteurs ou messagers, et reçoivent pour ce un salaire minime.

Autrefois le juge encaissait une partie de l'amende ; aujourd'hui elle passe tout entière au trésor, en cas de non-paiement, elle est convertie en peine privative de la liberté.

IV. ROUMANIE. — Le code du 31 octobre 1864, ne connaît pas la contrainte par corps pour l'exécution des amendes, des restitutions ou des dommages-intérêts et la remplace seulement, en ce qui concerne l'amende et en cas d'insolvabilité constatée, par un emprisonnement d'un jour par cinq francs, sans que la durée en puisse jamais dépasser un an.

V. SERBIE. — Le code pénal du 27 mars 1860 admet dans de nombreux cas les peines pécuniaires, le minimum pour les peines pécuniaires est à remarquer, car il est relativement des plus élevés, il est de 5 dinars (5 francs).

XII

Législation des Pays-Bas

Le code du 3 mars 1881 applique l'amende en cas de crimes ou délits et de contraventions, soit isolément, soit alternativement avec une des deux peines privatives de la liberté reconnues par le code : emprisonnement, détention. Le système du cumul de peines principales pour le même délit est absolument repoussé par le code.

Le juge n'est limité que par un maximum spécial à chaque infraction ; pas de minima spéciaux ; le minimum de l'amende est de cinquante cents ou un demi-florin (1 fr. 05).

L'amende non payée deux mois après que la condamnation sera exécutable est remplacée par la détention subsidiaire (art. 38) dont le maximum est de six mois, et en certains cas de huit mois. Les condamnés à la détention ne sont pas soumis au travail obligatoire, ils peuvent se livrer aux occupations qu'ils préfèrent ; cependant, quelquefois, s'ils n'ont aucune occupation, l'administration peut les obliger à travailler.

Suivant l'article 8 de la loi sur l'administration des prisons, tout condamné à la détention subsidiaire ne reçoit pour toute nourriture, les deux premiers jours de sa détention, que du pain sec et de l'eau.

Le code contient, une disposition unique, croyons-nous, au sujet de la détention préventive ; lorsque, après avoir été détenu préventivement, un délinquant

est condamné à une simple amende, chaque jour de la détention préventive lui est compté pour une somme déterminée qui vient en déduction de son amende. C'est là une disposition très équitable, dont cependant l'adoption serait, croyons-nous, inutile dans notre droit ; le cas prévu par cet article ne doit pas se présenter ; lorsque l'infraction est d'une gravité telle qu'elle mérite une simple amende, le délinquant ne doit pas être détenu préventivement.

Un projet de loi élaboré en 1891 pour les Indes Néerlandaises, permet au juge d'accorder au condamné le paiement de son amende par termes et avec des délais fort prolongés.

XIII

Législation des Etats scandinaves

I. LÉGISLATION DANOISE. — Le code du 10 février 1866 emploie assez souvent la peine pécuniaire. L'article 59 prescrit au juge, lors de la fixation de l'amende, de prendre en considération la position de fortune du coupable, l'amende ne peut cependant pas dépasser le maximum de 4.000 couronnes (11.200 fr.). En cas de non-paiement l'amende est remplacée par un emprisonnement simple dont la durée est fixée par le jugement de condamnation (art. 30).

En dehors du code, l'amende, en cas de non-paiement, est convertie aussi en emprisonnement simple, mais d'après une échelle fixe établie une fois pour toutes (L. 16 février 1866). L'emprisonnement peut,

sur la demande du condamné, être remplacé par un emprisonnement au pain et à l'eau. Dans ce dernier cas, un jour compte pour 6 jours de prison simple (art. 30).

II. LÉGISLATION SUÉDOISE. — D'après la loi pénale du 16 février 1864, le montant minimum de l'amende est de 5 couronnes ou riksdaler (7 fr.). Le minimum ne doit pas en général dépasser 500 couronnes (700 fr.) Dans certains cas cependant, l'amende peut s'élever jusqu'à 1.000 couronnes (1.400 fr.). Pour les fonctionnaires l'amende s'élève jusqu'au montant de leurs appointements annuels. Quelquefois aussi l'amende se compte d'après deux ou plusieurs fois la valeur d'un objet déterminé. (L. pénale 1864, chap. XXII, §§ 19, 20).

D'après la loi pénale de 1864, l'amende est versée au trésor. D'après les lois accessoires, elle revient aux communes, aux administrations publiques, à l'assistance publique, à l'accusateur public, au dénonciateur.

L'amende non payée est remplacée par un emprisonnement de 3 à 60 jours (autrefois au pain et à l'eau); cet emprisonnement est subi dans les prisons ordinaires. Le détenu est obligé de travailler.

III. LÉGISLATION NORWÉGIEENNE. — L'amende varie, d'après le code pénal de 1842, de 8 à 8.000 couronnes, (11 à 11.000 fr.). Elle peut être plus ou moins élevée, d'après d'autres lois. Pour fixer le montant de l'amende, il faut avoir égard aux ressources de l'accusé, mais ce principe ne peut être qu'imparfaitement appliqué, à cause du peu de latitude laissé par la loi. Dans certaines lois particulières, pour plusieurs cas, le

montant de l'amende est fixé d'une manière absolue ou en proportion avec la valeur de l'objet détourné.

Si le condamné ne paie pas l'amende ou qu'on ne puisse pas la prélever sans appauvrir celui qu'elle frappe, on la convertit en peine privative de liberté sans qu'on puisse toutefois dépasser les limites fixées dans les articles qui traitent de l'emprisonnement.

La peine de l'emprisonnement consiste soit en une prison, avec pain et eau, de 4 à 30 jours, soit en une prison, avec la nourriture ordinaire des détenus, de 16 jours à 3 mois ; soit en arrêts de 32 jours à 8 mois. L'obligation au travail n'existe dans aucun cas, mais on doit autant que possible fournir au détenu l'occasion de s'occuper.

L'amende est presque l'unique peine pour les contraventions, très souvent appliquée ; elle est recouvrée d'une manière relativement satisfaisante (45 à 50 0/0).

XIV

Législation russe

Dans le code pénal russe (dernière édition 1885), l'amende est en règle générale une peine principale, et n'est que par exception une peine accessoire ; en cas d'insolvabilité du condamné, elle est remplacée par les arrêts ou par l'emploi à des travaux publics.

Les arrêts consistent dans la privation pure et simple de la liberté sans obligation de travailler, pour une durée de 3 jours à 3 mois. Les détenus ont le

droit de conserver leurs vêtements et de se nourrir à leurs frais.

Le montant de l'amende est déterminé par la loi ; dans quelques cas seulement l'amende est du double ou du triple de la valeur du dommage causé (vol dans les forêts, délits de douane, etc.). Ordinairement elle ne dépasse pas 300 roubles (1.200 fr.) sauf exceptions pour les contraventions fiscales.

GRAND-DUCHÉ DE FINLANDE. — Le code de 1889 prévoit l'amende pour les infractions les moins importantes. Souvent elle existe à côté de la prison et le juge peut choisir entre les deux peines. Le maximum est de 1.000 francs et le minimum de 3 francs. Au cas d'usure, par exemple, et dans certains autres cas, l'amende peut être plus élevée. L'amende irrécouvrable est convertie en prison. Le législateur indique une quotité fixe pour chaque jour de prison. Cet emprisonnement subsidiaire peut s'élever de 4 à 90 jours. Les détenus de cette classe doivent être séparés des autres détenus.

TROISIÈME PARTIE

LES RÉFORMES

I

L'amende en pratique : privilège de richesse, privilège de pauvreté. Inégalités pratiques. L'amende et la contrainte par corps telles qu'elles sont actuellement pratiquées. Les courtes peines d'emprisonnement, nombre, dangers. Perdent-elles leurs inconvénients avec le régime cellulaire ?

Après avoir examiné les données de la législation comparée, il convient de nous reporter à la législation française et de signaler tout d'abord les deux points principaux qui, en notre matière, semblent demander des réformes. Ces deux points sont les suivants :

1° Mauvais fonctionnement de la peine d'amende telle qu'elle est actuellement organisée ;

2° Danger des courtes peines d'emprisonnement.

Si nous envisageons ce qui se passe dans la pratique, nous constatons que l'amende ne frappe sérieu-

sement que la classe moyenne de la société, et que sur elle seulement elle produit son effet normal : le versement d'une somme au trésor, versement constituant une privation réelle pour le délinquant. Les autres classes de la société, les pauvres et les riches échappent également à l'empire de l'amende. Les riches en vertu du privilège de richesse ; les pauvres, en vertu du privilège de pauvreté (1).

Qu'importe au riche de nos jours les amendes ridicules de 16 francs et même de 3.000 fr. qui peuvent le frapper ? S'il n'y avait pour l'intimider un peu la peur de la prison, la peur des déchéances qui l'accompagnent, on pourrait le voir comme ce fameux Lucius Veratius dont Aulu-Gelle nous rapporte l'histoire (XX, 1, § 3), qui, dans ses courses par la ville, se faisait précéder d'un esclave portant un sac plein d'or destiné à solder les délits qu'il pouvait commettre chemin faisant.

Le privilège de la pauvreté, c'est autre chose ; du haut de sa mansarde, le poète, qu'une loi barbare sur la liberté de la presse vient de condamner à l'amende, peut s'écrier, bravant les huissiers :

Tu peux me condamner, ô justice ennemie !
Mais me faire payer, parbleu, je t'en défie.

Il sait qu'on hésitera devant le scandale d'une prise de corps, et, tranquille, il peut impunément braver la justice.

Mais si le condamné perd à la loterie de la contrainte par corps, si sur les états remis chaque mois au parquet par le percepteur, son nom est marqué d'un trait,

(1) V. Bonneville de Marsangy : *Amélioration de la L. crimin.* II, p. 273 et suiv., et p. 296-297 et suiv.

oh ! alors, il n'est plus question de privilège. Enlevé à sa famille, à son travail, le condamné est enfermé ; il semble que l'on soit revenu aux temps féodaux : « là où le noble paiera l'amende, le vilain sera mulcté en son corps » ; « qui non luat in ære, luat in cute ». Souvent le délit est peu grave, mais le juge n'ose prononcer l'amende contre un délinquant insolvable ; il craint, ou bien que la peine soit illusoire, ou que son accomplissement ravisse au condamné ses dernières ressources, et il le condamne à l'emprisonnement, alors qu'un délinquant riche ou simplement aisé n'eût encouru qu'une simple amende,

Autre exemple : deux inculpés, aussi coupables l'un que l'autre, paraissent devant un tribunal, l'un est riche, l'autre est pauvre : il n'y a lieu qu'à une condamnation à l'amende. Le chiffre de l'amende sera numériquement le même pour les deux condamnés ; les juges, en faisant une différence entre les deux, croiraient violer l'égalité. On en a vu un exemple dans la récente affaire du Bazar de la Charité, le riche baron de Mackau a été condamné à la même amende que les deux pauvres employés, Bellart et Bagrachow. Ce qui a été tout à fait insignifiant pour un riche est écrasant pour un pauvre, et l'exemple n'est pas unique.

Nous poursuivons, on passe outre, la contrainte est exercée et les gendarmes viennent incarcérer le condamné : libre au lecteur d'imaginer ici une de ces scènes attendrissantes dont sont pleines les annales de la contrainte par corps ; les périodiques, les romans antérieurs à 1867 en regorgent. M. Bonneville de Marsangy en signale de touchants exemples (1).

(1) Bonneville de Marsangy : *Amélioration de la L. crimin.*, II, p. 298, 299 et suiv.

Voilà notre homme en prison : il y entre plein de rage contre le mauvais cas où l'a mis sa pauvreté, il en sort corrompu. Sera-t-il même séparé des détenus de droit commun ? Non, dans la plupart des prisons. Quand on a déjà séparé les femmes des hommes, les prévenus des condamnés, les enfants des adultes, lorsqu'on a écarté les passagers, il est, je le certifie, à peu près impossible, dans les maisons qui ne sont pas cellulaires, de séparer les *dettiers*, c'est le mot convenu, des détenus de droit commun.

Et que fera notre détenu pour dettes : rien ; les dettiers ne travaillent pas. Il se rongera les poings dans l'oisiveté qui, on le sait, est mauvaise conseillère.

Et la honte d'avoir été en prison ? Le public ne distingue guère, et un homme qui sort de prison est souvenant jugé et flétri.

Remarquez que si ce pauvre artisan eût pu obtenir quelque délai, il eût sans doute payé au moyen de ses économies, mais la loi actuelle ne permet pas d'accorder des délais pour le paiement de l'amende.

Nous venons d'examiner un des côtés de notre système pénal et de montrer ses défauts. Nous allons maintenant dire en quelques mots ce que sont actuellement les peines soi-disant correctionnelles.

Et d'abord leur nombre : en 1889 nous trouvons 48.761 peines de simple police de 1 à 5 jours, et 15.142 peines correctionnelles de 1 à 5 jours. Mais la statistique criminelle n'a qu'une seule division pour les peines de 6 jours à 1 an ; or, si les peines de 6 jours à 3 mois peuvent être considérées comme de courtes peines, celles de 6 mois à un an ne sont jamais dans ce cas. En 1894, nous trouvons, tant pour les délits ordinaires que pour les délits spéciaux, 133.751 condamnations à l'emprisonnement à 1 an et au-dessous ;

or, nous n'exagérerons pas en disant que les peines de moins de 6 mois de prison entrent pour au moins moitié dans ce total, ce qui fait près de 60 à 70.000 courtes peines prononcées en 1894.

On peut déjà remarquer quelle somme énorme de frais pour l'Etat entraînent ces innombrables condamnations.

On peut ensuite envisager les inconvénients des courtes peines d'emprisonnement; nous les rangerons sous trois chefs :

a) Elles n'ont aucun effet moralisateur, car elles manquent de la durée, élément essentiel de succès. En effet, il saute aux yeux que quelques jours d'emprisonnement ne peuvent subitement transformer un délinquant en honnête homme. Au pénitencier (reformatory) d'Elvira, près de New-York, alors que l'on n'opère que sur des délinquants primaires, la statistique démontre que pour la majorité des détenus, la durée de la détention nécessaire à l'amendement est de 16 à 18 mois (1). Pour que le système pénitentiaire tel qu'on le comprend, c'est-à-dire apprentissage d'un métier, conférences, placement par les sociétés de patronage, etc., opère son effet, il faut un certain temps; de plus, lorsque le détenu sortira de prison, 6, 7 ou 8 mois après son arrestation, il aura la chance de ne plus retrouver la même société criminelle, car le

(1) Voir les *Sentences indéterminées*, thèse de M. F. Léwy. Paris, 1896.

A Elvira	35 0/0	des détenus	sont libérés	après 15 mois.
	36 0/0	—	—	15 m. à 1 an.
	19 0/0	—	—	3 ans.
	10 0/0	incorrigibles	subissent	la durée de la peine.

Depuis le fonctionnement du système la moyenne de l'emprisonnement s'est élevée de 18 à 21 mois.

En résumé, on trouve 83 0/0 d'amendés, et encore certains considèrent-ils ce chiffre comme exagéré.

temps aura dispersé ses compagnons de crime, il pourra se refaire une vie honnête ; mais la prison ne peut produire de bons effets que quand elle est de longue durée. La prison de courte durée a très rarement de bons effets ; il ne s'y produit pas des espèces d'illumination, de ces choses fulgurantes qui transforment une âme tout d'un coup.

Notons aussi, objection capitale, que le travail est impossible à organiser dans les courtes peines d'emprisonnement ; on est le plus souvent contraint de laisser le détenu dans l'oisiveté, et lorsqu'ils travaillent, on voit souvent combien est peu pénible ce travail que M. Tarde appelle : je ne sais quelle ridicule occupation de fainéant industriel (1). En Italie, les condamnés aux travaux forcés *tricotent* (2). En France, on peut voir des détenus occupés pour tout travail à trier les haricots de la prison, à confectionner des boas en plumes, rempailler des chaises, etc., tous travaux ou ridicules ou trop peu pénibles. Et après avoir observé que le travail est souvent mal organisé même dans les prisons où on travaille sérieusement, nous pouvons dire que pour les courtes peines d'emprisonnement, il est impossible d'organiser un travail sérieux.

b) Les courtes peines n'infligent aux récidivistes que quelques jours de repos acceptés avec facilité. Pour les récidivistes, en effet, la prison est la véritable patrie, il faut lire dans les auteurs italiens les nombreuses inscriptions qu'ils ont relevées sur les murs des prisons et qui toutes en effet célèbrent soient les hauts

(1) Tarde : *Philosophie pénale*, p. 518 et suiv.

(2) Garofalo : *Criminologie* (4^e édit.), p. 241 et suiv.

faits des criminels (1), soit le bonheur de la prison. Et en effet on peut observer deux faits qui prouvent combien peu moralisatrice est la prison : et d'abord qui commande dans un bagne ou dans l'atelier d'une prison ? Ce n'est pas le détenu qui a encore quelque bon sentiment au fond du cœur, c'est le scélérat le plus vil, lui seul est admiré, obéi, envié, et pour ne pas être écharpés les bons détenus sont souvent obligés de faire les fanfarons de vice. Ensuite qui ne sait pas que la bonne conduite en prison consiste seulement dans l'obéissance et dans la tranquillité ? Par ces deux seules qualités qui peuvent être extérieures, les gardiens de prison qui, après tout, sont des hommes et aiment la tranquillité, jugent de l'amélioration du détenu, et quelle prime donnée à l'hypocrisie que la libération conditionnelle laissée entre des mains inexpérimentées, qui ne connaissent pas du tout le plus souvent ou en tout cas qui connaissent mal les antécédents du détenu et le délit qui l'a amené en prison !

c) A l'égard des condamnés primaires, les courtes peine d'emprisonnement infligent le plus souvent une flétrissure. Les prisons, a dit Lombroso, sont la cause principale de la récidive (2). Lorsqu'on étudie les choses d'un peu près, on s'aperçoit vite que cette affirmation n'est que l'expression de la pure vérité. Lorsqu'un individu, qui avant sa condamnation, n'était pas dans une excellente situation, sort de prison, il voit généralement les portes se fermer devant lui, il a de la peine à trouver du travail et cela en somme peut s'expliquer, car, entre l'ouvrier malheu-

(1) V. Lombroso, *Les palimpestes des prisons*. — E. Laurent, *Les habitués des prisons de Paris*. — A. Guillot, *Les prisons de Paris*, p. 232 et suiv.

(2) Lombroso, *L'homme criminel* (édit. de 1895) I, p. 408.

reux, mais honnête, et l'ouvrier malheureux et sortant de prison, le patron ne fera que son devoir en choisissant l'ouvrier honnête de préférence à l'autre. Et alors, après quelques tentatives infructueuses, l'ouvrier sortant de prison commettra de nouveaux délits, il prendra le chemin de la récidive, les portes se fermeront encore plus soigneusement devant lui, et comme l'a dit M. Tarde (1) dans une expression saisissante : il n'y aura plus que sa *petite patrie criminelle* qui lui ouvre les bras et il s'y jettera. Ajoutons ce fait bien connu, qu'en prison se forment les associations criminelles, se combinent les mauvais coups ; qu'avec la promiscuité de nos prisons, un détenu qui, redevenu honnête, a trouvé du travail, est à la merci du premier codétenu qui le rencontrera et qui, dénonçant son ancien délit, le fera chasser par son patron. Dans les prisons ce sont les mauvais détenus qui mènent les autres ; le délinquant primaire, soit par envie et émulation, soit par crainte, subira leur ascendant ; confident de leurs projets criminels, il ne pourra les révéler de peur de peines terribles, à sa sortie de prison il sera forcé de leur prêter appui et deviendra presque fatalement un malfaiteur de profession.

Tels sont, brièvement résumés et sans entrer dans le détail des faits, les inconvénients des courtes peines d'emprisonnement. Personne aujourd'hui ne les nie plus. Et de tous côtés les efforts les plus louables sont faits par les savants de tous les pays pour arriver à trouver la peine idéale qui remplacera les courtes peines d'emprisonnement.

Il convient de répondre à une objection qui peut se présenter à l'esprit après la lecture des critiques que

(1) Cité par Garofalo, *Criminologie*, 4^e édit. p. 369.

nous adressons à l'emprisonnement de courte durée. On nous dira : si les prisons sont telles que vous nous le dites, il faut les détruire toutes en bloc, n'en laisser subsister aucune, car, si une courte peine d'emprisonnement a un effet néfaste, une peine d'emprisonnement un peu longue aura une action beaucoup plus nuisible encore. Et il est facile de conclure en demandant la suppression radicale des prisons.

Telle n'est pas notre opinion :

Nous ne voulons pas systématiquement détruire les prisons ; peut-être un jour viendra où les geôles modernes seront fermées, où la science aura trouvé une pénalité supérieure qui remplacera définitivement l'emprisonnement, nous n'en sommes pas là pour le moment. On remarquera d'ailleurs que les critiques que nous avons faites à l'emprisonnement de courte durée ne s'appliquent nullement à l'emprisonnement de longue durée.

a) Lorsqu'un individu est retenu en prison pendant un temps assez long, de 8 mois par exemple, 1 an, etc., on a le temps de s'occuper de lui, de tenter son relèvement ; emprisonné pendant longtemps, la discipline pénitentiaire pourra produire sur lui un effet salubre ; — s'il n'a jamais travaillé on pourra lui enseigner un métier ; des conférences pourront lui être faites ; les membres des sociétés de patronage viendront le visiter dans sa prison, le réconcilieront peut-être avec sa famille, lui trouveront de l'ouvrage sa peine finie. La société mauvaise dans laquelle il vivait avant sa condamnation aura, pendant la durée d'une longue peine, le temps de se disperser. Enfin il est incontestable que le travail est relativement facile à organiser dans les prisons de longues peines, tandis qu'il est à peu près impossible à organiser dans les prisons de courte peine.

b) Les longues peines effraient les récidivistes ; il ne s'agit plus ici de quelques jours de repos acceptés avec facilité, il s'agit d'une épreuve, longue, douloureuse, qui peut durer des années. En tout cas avec les longues peines appliquées aux récidivistes, si on n'a pas l'espérance de l'amendement moral on aura tout au moins ce que M. Guillot appelle : « l'enchaînement de la bête fauve pour qu'elle n'aille pas dévorer ceux qu'elle rencontre (1). » La sécurité publique ne pourrait que gagner si, au lieu d'appliquer aux récidivistes, aux incorrigibles, des peines ridicules, des peines de moins d'un an de prison par exemple, on leur appliquait le maximum rigoureux que la loi de 1891 a mis à la disposition du juge.

c) Enfin, sans avoir une foi absolue dans l'exemplarité de la peine, il est bien évident que de longues peines infligées sans faiblesse aux récidivistes seraient plus exemplaires que les courtes peines qui leur sont actuellement infligées.

On voit par ces quelques explications que les critiques adressées par nous aux courtes peines d'emprisonnement ne s'appliquent pas du tout à la peine de l'emprisonnement en elle-même.

Nous examinerons plus loin, et en détail, les peines que l'on a proposées pour remplacer l'emprisonnement de courte durée ; nous devons auparavant examiner une objection faite à ces réformes. Cette objection emprunte une force considérable à la source d'où elle émane. Elle se trouve dans l'ouvrage sur les institutions pénitentiaires, publié par la Société générale des prisons à l'occasion du congrès pénitentiaire

(1) Rev. pénit. 1893, p. 870,

de Paris en 1895 (1). Son auteur, M. Joret-Desclozières, avocat à la cour d'appel de Paris, semble tenir peu de compte des travaux antérieurement faits, notamment à la Société des prisons, pour arriver à la suppression des courtes peines, et le résumé de l'objection est : qu'il faut conserver les courtes peines, mais les faire subir exclusivement en cellule, et qu'alors disparaîtront comme par enchantement leurs inconvénients.

On peut faire des objections à cette solution :

1° La séparation des détenus n'est pas aussi parfaitement assurée qu'on pourrait le croire avec le régime cellulaire actuel. Tous les hommes compétents reconnaissent en effet que les détenus sont assez ingénieux pour trouver des moyens de correspondre les uns avec les autres, d'une cellule à l'autre. La prison cellulaire n'est pas un organisme muet, a-t-on dit avec raison (2).

2° Une objection d'ordre financier. En comptant à 2,500 francs (3) le prix de revient d'une cellule, il faudrait près de 50 millions pour construire les 20,000 cellules actuellement nécessaires. Or, où trouver de l'argent ? Les départements, méconnaissant en cela leurs véritables intérêts, sont peu disposés à donner de l'argent pour la reconstruction de leurs prisons.

3° Et c'est la plus grave objection : il est très difficile d'organiser en cellule un travail quelconque, et

(1) *Les institutions pénitentiaires de la France*, p. 127 et suiv. p. 146.

(2) Ferri, *Sociol. crim.*, page 551.

(3) *Les institutions pénitentiaires de la France*, p. 131, 139, 140. — On évalue ordinairement à 13,084 le nombre de cellules nécessaires, mais en réalité, la population moyenne des prisons départementales est de 26,815 ; pour arriver au chiffre de 13,084 cellules nécessaires, on tient compte de l'effet produit par les salles de désencombrement, autorisées par la loi de 1893, qui sont en réalité la négation du système,

alors que devient sans le travail la moralisation des détenus.

On le voit, on doit repousser les courtes peines d'emprisonnement même subies en cellules, car elles ne pourraient que perdre quelques petits inconvénients, sans devenir entièrement acceptables.

On remarquera que nous n'avons pas fait figurer ici les objections connues contre le régime cellulaire, et qui dans ce cas conservent toute leur force : abrutissement du détenu, exagération du bien-être dans les cellules, suppression de la distinction au point de vue du traitement entre prévenus et condamnés, organisation d'une sorte de socialisme d'Etat au profit des délinquants.

Quoiqu'il en soit, la question reste ouverte, le système cellulaire n'est pas une panacée universelle, et il est permis de chercher une peine qui vienne diminuer le rôle de la prison dans notre droit pénal. On a essayé de le faire, et la loi de sursis est une grande amélioration dans ce sens, mais comme toutes les lois humaines elle a ses imperfections, nous le montrerons plus loin. Nous allons donc examiner les moyens que l'on a proposés pour remplacer les courtes peines, et montrer comment l'amende réorganisée est un des plus puissants de ces moyens.

II

Par quoi pourrait-on remplacer les courtes peines d'emprisonnement : des arrêts de police ; inconvénients. — Faut-il supprimer l'emprisonnement en matière de simple police ? raisons pour et contre. — Faut-il supprimer l'emprisonnement pour certains délits ? — Tendances contraires de la législation et de l'opinion. — Moyens proposés par l'école italienne ; objections. — La loi de sursis et son application.

Bien des criminalistes ont comme nous envisagé les défauts de notre système pénal que nous venons de signaler, et pour y remédier ils ont porté leur attention sur trois points :

I. — Y a-t-il lieu de supprimer l'emprisonnement pour les contraventions et pour certains délits ?

II. — Par quelles peines pourrait-on remplacer les courtes peines d'emprisonnement aujourd'hui blâmées de tous ?

III. — L'amende est la peine la plus propre à être substituée aux courtes peines d'emprisonnement, il y a lieu de la réorganiser dans ce but.

Nous examinerons successivement ces trois points (1).

(1) Il importe au commencement de cette étude de signaler

Il est incontestable qu'on a abusé de l'emprisonnement ; on a voulu voir en lui la panacée universelle.

les divers travaux législatifs et scientifiques dont la peine pécuniaire a fait l'objet dans la seconde moitié de ce siècle :

1^o Ouvrages scientifiques :

1. Bonneville de Marsangy : *Amélioration de la loi criminelle*. 1864.

2. *L'emprisonnement à court terme*, par M. de Joinville, inspecteur des services administratifs au ministère de l'intérieur. 1880.

3. *Criminalité et répression*, par M. Prins, inspecteur général des prisons de Belgique. 1886.

4. *Les prisons de Paris et les prisonniers*, par M. Guillot. 1890.

5. *La criminologie*, par M. Garofalo. 4^{me} édit. Paris 1895.

6. *La sociologie criminelle*, par M. Henri Ferri. 3^{me} édit. Paris 1893.

2^o Les peines pécuniaires ont fait l'objet de nombreux travaux dans les diverses sociétés de droit pénal et dans les divers congrès pénitentiaires :

1. En 1887, dans une discussion à la Société des prisons sur la réforme du casier judiciaire, M. Bonneville de Marsangy demande la généralisation de l'article 210 du code forestier ; il propose en outre diverses mesures capables de rendre plus efficace la peine pécuniaire.

2. En 1885, le congrès pénitentiaire international de Rome inscrit dans son programme la question suivante : Ne pourrait-on pas utilement remplacer, pour certains délits, les peines d'emprisonnement ou de détention par quelque autre peine restrictive de la liberté, telle que le travail dans quelque établissement public sans détention, ou l'interdiction à temps d'un lieu déterminé, ou bien, en cas d'une première faute légère, une admonition ? Grâce aux efforts des délégués français le statu quo est voté, ce qui n'empêche pas le Parlement de voter, en 1891, sous la forme du sursis à la peine, l'ammonition repoussée en 1885.

3. Au congrès de Paris, en 1895, à propos de la réparation due à la victime du délit, on réclame une organisation sérieuse de la peine d'amende, et la fondation de la caisse des amendes.

4. En 1889 est fondée l'union internationale de droit pénal qui inscrit dans ses statuts II (n^o 7) les lignes suivantes : « Ence qui concerne toutefois les peines d'emprisonnement de courte durée, l'Union considère que la substitution à l'emprisonnement de mesures d'une efficacité équivalente, est possible et désirable.

Et dans ses divers congrès, l'Union étudie l'amende à ce point de vue, et fait des vœux dans ce sens ; citons les congrès de l'Union entière de Bruxelles 1889 ; Christiania 1891 ; Berne 1892 ; et les congrès du groupe allemand, tenus à Halle-sur-Saale 1891 ; Augsburg 1893 ; Brème 1895 ;

5. En mai 1888, le congrès des sociétés savantes réuni à la Sorbonne proteste contre les courtes peines d'emprisonnement.

6. En octobre 1891, l'association Howard estime qu'il y a

Le mal est qu'il n'en est rien, les prisons ne sont que des séminaires de criminels, et souvent on se demande si l'impunité n'eût pas été préférable à un court emprisonnement qui, infligé à un délinquant, peut le rendre plus mauvais et plus dangereux à sa sortie de prison. On s'est demandé s'il n'y avait pas lieu de restreindre la sphère d'application de l'emprisonnement. Tous les bons esprits y ont depuis longtemps songé, et ont encouragé de leurs vœux une réforme dans ce sens. Ce ne sont pas seulement les hardis novateurs de l'école italienne comme M. Garofalo qui réclament une réforme dans ce sens, mais les hommes les plus sages et en même temps les plus progressistes dans la science du droit criminel. Citons M. de Joinville, M. Prins, M. Bonneville de Marsangy, M. Tarde, l'éminent M. Guillot. Quand, dit ce dernier, la prison est-elle nécessaire? *Toutes les fois que par la liberté des coupables, la sécurité des personnes est compromise* (1). Or ce n'est pas évidemment le cas pour les contraventions. Signalons ici que nous ne faisons que reprendre l'ancienne théorie française : à tout méfait n'échet qu'amende.

Les peines de prison, en matière de contravention,

lieu de substituer autant que possible l'amende à l'emprisonnement en cas de premier délit ;

7. Le 17 mai 1893, la Société générale des prisons consacre plusieurs de ses séances à étudier les peines qui pourraient dans certains cas être substituées à l'emprisonnement. Les idées de prestations pénales, amende réformée et caisse des amendes sont encore examinées et envisagées avec faveur dans les discussions à la même société, en 1897 et 1898, sur les frais de justice criminelle et la réparation due à la victime de l'infraction.

3° Nous avons étudié ailleurs les données de la législation comparée, nous nous contenterons de signaler en France : 1° le projet de M. Michaux sur les prestations pénales, déposé au Sénat en 1885 ; — 2° le projet de code pénal français publié en 1893 par la commission extra-parlementaire de revision.

(1) M. Guillot. *Les prisons de Paris*, p. 451.

ont tous les défauts ; elles frappent aux yeux du public, d'une flétrissure imméritée, un homme coupable d'un fait pour lequel l'intention malfaisante n'est pas exigée. Elle fait entrer dans le monde corrompu des prisons un homme dont la faute est légère et peut être réparable ; on sait comment un homme entre en prison, on ne peut jamais prévoir comment il en sortira.

Notons encore, nous l'avons surabondamment démontré, que cet emprisonnement de courte durée est un mal ; qu'il n'a aucun effet salulaire pour celui qui en est l'objet ; enfin qu'il impose à l'Etat de nombreux devoirs moraux et pécuniaires.

Les auteurs du projet de code pénal (1) ont cherché à réformer ce point et ils ont supprimé l'emprisonnement de police, qu'ils n'ont pas hésité à remplacer par une nouvelle peine, les « arrêts de police » de 1 à 14 jours, peine qui consistera en une détention sans travail ni cellule, dans des locaux spéciaux qui devront être organisés par les départements. Ce qu'il y a de mieux dans la réforme c'est le mot, il est heureusement trouvé, et n'éveille dans l'esprit aucune idée défavorable ; arrêts est un mot fréquemment employé dans les maisons d'éducation, c'est un terme qui sert à désigner une punition spéciale aux officiers en activité.

Nous avons vu le mot, voyons la chose.

Et d'abord nous croyons que la flétrissure attachée à l'emprisonnement que la loi a voulu éviter aux petits délinquants, en masquant d'un nouveau nom la

(1) Voir l'article de M. Le Poitevin, *Revue pénitentiaire*, année 1893, p. 151-209 ; — les lois nouvelles, année 1892, p. 520-522. Molinier, *Traité de droit pénal*, 1, p. 205.

prison, nous croyons, disons-nous, que cette flétrissure continuera à s'appliquer aux libérés. L'opinion publique est simpliste et n'aime pas les distinctions, elle n'en fera pas entre le condamné aux arrêts de police et le condamné à l'emprisonnement ; et il faut avouer qu'elle n'aurait pas tort, car en somme il n'y aurait le plus souvent entre eux qu'une différence de nom.

En second lieu, au point de vue budgétaire, dont il faut malheureusement se préoccuper dans ces matières, on trouverait difficilement une plus mauvaise solution. Il faut, en effet, si on veut obéir au vœu de la loi, séparer absolument ces condamnés des condamnés à l'emprisonnement ou même construire pour eux des maisons spéciales. Or on n'a pas assez d'argent pour transformer, selon l'ordre de la loi, nos prisons actuelles en prisons cellulaires, et il faudrait entreprendre au chef-lieu de chaque arrondissement de pareils travaux. Et si l'on décide de ne construire qu'un de ces établissements par département, au chef-lieu par exemple, que d'inconvénients dans la pratique ! les individus condamnés aux arrêts seraient obligés de parcourir quelquefois 150 kilomètres pour subir leur peine.

Enfin, quand on songe que cet emprisonnement, qui peut durer jusqu'à 14 jours, ne serait pas cellulaire, et surtout que le condamné n'y serait pas obligé au travail, on a peine à se faire une idée de ce que serait, surtout dans les grandes villes, ce milieu d'ivrognes, de maraudeurs, de paresseux et de vagabonds. On se demande vraiment à quel sentiment ont obéi les auteurs du projet en installant dans la loi et à une place d'honneur les courtes peines d'emprisonnement, alors qu'elles sont aujourd'hui universellement blâmées. Tous les hommes compétents ont

d'ailleurs été unanimes à blâmer cette innovation qui, nous le pensons, ne passera jamais dans la loi ; citons à cet égard MM. Cresson, Guillot, Boullaire, conseiller à la Cour de cassation (1), qui se sont énergiquement exprimé à ce sujet.

Après ces quelques réflexions, on voit qu'il n'y aurait aucun inconvénient à supprimer la peine d'emprisonnement en matière de simple police, ajoutons encore cette considération qu'il y aurait là une économie considérable dans le budget pénitentiaire ; puisque, en chiffres ronds, il se prononce par an 50.000 condamnations à l'emprisonnement de police.

On a fait au système qui supprime l'emprisonnement en matière de police deux objections. On a dit : 1^o l'amende ne suffirait pas toujours pour faire rentrer dans le devoir certaines catégories de délinquants ; qu'une première fois, le juge de paix ne condamne le contrevenant qu'à l'amende, bien, mais s'il renouvelle 2, 3, 4 ou 5 fois sa contravention, l'amende suffira-t-elle ? Il est facile de trouver des exemples : un charretier qui s'obstine à ne pas allumer sa lanterne, un logeur qui s'obstine à ouvrir son hôtel aux filles qui envahissent le trottoir et contrevient ainsi aux ordonnances de police. Dans ces deux cas, a-t-on dit (2), la prison est nécessaire. Nous répondrons en disant que beaucoup plus efficace serait une amende qui pourrait être triplée ou quadruplée à chaque récidive, amende pour le recouvrement de laquelle existerait une rigoureuse contrainte par corps.

2^o On fait une autre objection : supprimer la peine

(1) V. la discussion à la Soc. des Prisons sur les peines qui pourraient, dans certains cas, être substituées à l'emprisonnement. 1793, p. 705 et suiv.

(2) M. le conseiller Petit., *ibid.*

d'emprisonnement en matière de contravention, c'est assurer l'impunité pour les vagabonds et les gens sans aveu; gens incapables de payer l'amende, et qu'une contrainte, quelque rigoureuse qu'elle soit, ne saurait y astreindre. Et si nous répondons que nous ne faisons aucune difficulté pour décider que la prison continuera à s'appliquer aux vagabonds et aux gens sans aveu, on nous objecte que, par une distinction tout à fait contraire à l'esprit égalitaire de notre droit, nous créons deux peines différentes pour un même fait. Nous pourrions nous contenter de répondre avec M. Boullaire (1) que le progrès n'a pas toujours des formules simples, nous préférons dire que cette distinction n'est pas nouvelle dans notre droit et qu'elle se retrouve dans l'article 113 C. I. Cr., et qu'elle est contenue implicitement dans l'article 5 de la loi de 1863 sur la procédure en matière de flagrants délits.

Nous concluons donc en disant que la suppression de l'emprisonnement de police est une chose à désirer.

Nous en arrivons maintenant à la matière des délits, c'est là surtout que les courtes peines d'emprisonnement font sentir leurs plus mauvais effets, c'est là surtout qu'une réforme est nécessaire. En 1894, il a été prononcé, en matière correctionnelle, 133.751 condamnations à l'emprisonnement de moins d'un an. On voit quelle charge pour les finances, quelle menace pour l'avenir que ces milliers de condamnés qui généralement sortent de prison, non corrigés, mais corrompus. Et alors les esprits désireux de réformer cet état de choses, se sont demandé s'il

(1) Discuss. à la Société des Prisons, *Rev. Pénit.* 1893, p. 724.

n'y avait pas lieu de supprimer l'emprisonnement en matière correctionnelle pour quelques délits ?

Ce n'est pas là une proposition qui aura jamais la faveur de l'opinion publique : celle-ci, quand elle consent à s'inquiéter des progrès croissants de la criminalité, ne voit le salut que dans une pénalité plus sévère. Depuis 20 ou 25 ans, non seulement on n'a déclassé aucun crime ou délit, mais au contraire on en a créé de nouveaux. Citons ici le crime d'inceste (1863), le délit de filouterie d'aliments (1873), le délit d'ivresse (1873), le délit de vente de décorations (1889), les délits d'anarchie et de propagande anarchiste (1893 et 1894), etc., etc.; la tendance générale est à une réglementation de plus en plus minutieuse de nos droits et de nos devoirs, et par conséquent à une augmentation de la pénalité, on n'a qu'à lire les propositions de lois dites ouvrières proposées par les socialistes au Parlement, elles se terminent toutes par une respectable énumération de mois ou d'années de prison.

C'est un devoir de réagir contre ces tendances et de rechercher avec soin s'il n'y aurait pas lieu de diminuer le domaine de la prison dans notre droit pénal.

L'école italienne a depuis longtemps trouvé ce moyen, le voici indiqué d'après les ouvrages de MM. Garofalo et Ferri (1). Il se base sur la division fondamentale des criminels en criminels d'occasion et criminels nés. Etant donné un délinquant quelconque, on examine ses antécédents, on le place même quelque temps en observation dans une clinique médico-légale, et on le classe dans l'une ou l'autre des divisions. Si c'est un criminel né, étant donné le pos-

(1) V. Garofalo, *Criminologie*, 4^e édit., chapitre 4. — Ferri, *Sociologie criminelle* : les réformes pratiques, p. 485 et suiv.

tulat de l'incorrigibilité du criminel, la société n'a qu'à l'éliminer soit en le condamnant à mort, soit en le reléguant; si c'est un criminel d'occasion, nous ne l'emprisonnons pas, mais nous le condamnons seulement à la réparation du dommage par lui causé; si c'est un insolvable, nous l'enrôlons dans une compagnie d'ouvriers jusqu'à ce que par son travail, il ait réparé son délit, et, en outre, payé une amende à l'Etat.

Ce système, très logique avec l'ensemble des théories italiennes, et ne brillant certes pas par l'indulgence, n'a qu'un tort, c'est d'être lié trop intimement avec une théorie des plus contestables, la théorie de Lombroso, sur l'homme criminel. Elle a de plus le tort de ne tenir aucun compte de l'état des mœurs publiques; qui sont aujourd'hui toutes à l'indulgence. Elles ne pourraient supporter trop de rigueur dans le châtimement, et aussitôt s'alarmeraient. — Quoiqu'il en soit, on ne peut guère actuellement emprunter à l'école italienne que quelques observations intéressantes, quelques idées ingénieuses. Trop louée à un certain moment, trop dédaignée à un autre (1), il semble que la vérité pour cette école soit dans un juste milieu, nous parlons au point de vue juridique ou pénitentiaire, non au point de vue purement anthropologique, où les observations amassées par l'école italienne sont des plus précieuses.

Parmi les auteurs français qui ont pensé que peut-être il y avait lieu de supprimer la peine d'emprisonnement pour certains délits, il faut citer MM. de Joinville, Bonneville de Marsangy, Guillot; ce dernier,

(1) M. Cruppi : *La Cour d'assises*, 1898, p. 130.

dans son beau livre : *les Prisons de Paris* (2), a émis cette idée : c'est que pour certains délits qu'il énumère, il y avait lieu de supprimer la peine de l'emprisonnement et de la remplacer par l'amende, ou par des prestations personnelles; il a cité l'exemple de l'Allemagne, où à Berlin, le nettoyage des égouts, qui n'est pas une œuvre facile ni agréable, est infligée à des prisonniers; à Angoulême, on emploie pour le balayage et l'arrosage des rues, les vagabonds et les mendiants qui viennent à la mairie demander un secours en nature et une indemnité de route. — Les délits pour lesquels il y a lieu de supprimer l'emprisonnement, sont, suivant lui : le premier délit de vagabondage ou de mendicité, les délits de rébellion, d'outrages, de bris de scellés, de dégradation de monuments publics, de port illégal de décoration, de blessures, d'homicide, d'incendie involontaires, d'adultère, de dénonciation calomnieuse, de révélation de secret professionnel, de détournement d'objets saisis, de banqueroute simple, de faux témoignage en matière civile, de tenue de maison de jeux, d'ivresse, et enfin les délits de presse, pour lesquels il trouve, et avec raison, que le quartier de Sainte-Pélagie, si luxueux qu'il soit, est inutile, et ne sert qu'à parer, à bon compte, d'une auréole de martyr un pamphlétaire récalcitrant.

Pour M. de Joinville (1), les délits de pêche et de chasse, les délits forestiers, les injures, les coups involontaires, les blessures par imprudence.

Ces systèmes se rapprochent beaucoup de celui ima-

(2) *Les prisons de Paris et les prisonniers*, par M. Guillot. Paris, 1890, pages 451 et 452.

(1) L'Emprisonnement à court terme.

giné par M. Garofalo, qui voudrait supprimer les peines d'emprisonnement moindres de quatre mois.

Et d'abord, on peut dire que la peine d'emprisonnement offre actuellement de tels inconvénients, que c'est souvent à se demander si l'impunité, dans certains cas, ne vaudrait pas mieux, et pour le délinquant, et pour la société; s'il ne serait pas plus utile de passer ces délits au chapitre profits et pertes que de les poursuivre.

Puis nous écarterons de l'énumération faite plus haut les délits de vagabondage et de mendicité, délits à notre avis tout spéciaux, souvent maladie d'un individu et d'une société, qui demandent une réglementation particulière.

Et alors, restent les autres délits. Y a-t-il lieu de supprimer l'emprisonnement pour ces délits?

Une objection se présente tout d'abord : dans notre législation, avec la latitude que lui laisse l'art. 463 du code pénal, le juge peut toujours écarter la peine de l'emprisonnement. Pourquoi alors ne le fait-il pas plus souvent?

Et d'abord, c'est que les individus qui passent en correctionnelle ne sont pas souvent des millionnaires. Ce sont des vagabonds et des mendiants, et le premier souci du juge est de les renfermer pendant quelque temps. Comme d'autre part, il est assez indulgent, que d'ailleurs, ce ne sont pas après tout des cas pendables, intervient alors ce que l'on a appelé « le compromis de la courte peine ». — Nous tirerons de cette observation la conclusion qu'une répression sérieuse et spéciale du vagabondage est indispensable.

Puis une autre raison pour laquelle le juge ne prononce presque jamais l'amende, c'est d'abord que son

taux est trop peu élevé, et ensuite, que par un sentiment empreint d'une fausse bienveillance ; il craint, en condamnant le délinquant pauvre à l'amende, de le priver lui et sa famille, de leurs dernières ressources ; c'est ici le cas de rappeler aux magistrats qui, par fausse bienveillance, condamnent à l'emprisonnement au lieu de condamner à l'amende, les sévères paroles de Bonneville de Marsangy (1) : « On ne réfléchit pas que cet emprisonnement, ne fût-il que de peu de jours, est une *flétrissure*, que n'entraîne nullement la peine d'amende ; et qu'ainsi l'indigent est privé de la liberté, et flétri à cause de sa pauvreté, là où l'homme solvable n'est frappé que d'une peine pécuniaire ! »

Le magistrat sait, en outre, que si l'amende n'est pas payée, elle se transformera fatalement en emprisonnement, qu'il y a donc économie de formalités et de temps à prononcer de suite une peine d'emprisonnement. C'est une erreur de notre législation actuelle : l'individu pauvre, qui n'a pour toute richesse que ses bras et sa bonne volonté, ne peut bénéficier d'une condamnation à l'amende. Toute infraction se résout pour lui en un emprisonnement.

Enfin, signalons une autre raison, pour laquelle à notre avis le juge ne prononce pas de condamnation à l'amende, c'est que souvent il n'y songe pas, ne demande pas de renseignements sur la solvabilité du prévenu. On ne s'inquiète pas de savoir s'il peut payer l'amende, on préfère le condamner à la prison. Souvent la justice correctionnelle n'est que l'application mécanique d'un texte du code à l'acte d'un pré-

(1) Bonneville de Marsangy : *Amélioration de la loi criminelle*, II, p. 301.

venu. On a calculé qu'au tribunal de la Seine, les chambres correctionnelles jugeaient un délit en cinq minutes (1). En si peu de temps il est impossible de peser mûrement une décision et de faire la petite enquête nécessaire pour savoir si oui ou non le prévenu peut être condamné à l'amende.

Telles sont les raisons pour lesquelles les tribunaux ne substituent pas plus souvent l'amende à l'emprisonnement. Pour y remédier et supprimer dans une certaine mesure les courtes peines d'emprisonnement il faudrait donc :

1° Organiser une répression spéciale pour le vagabondage ;

2° Organiser l'amende ;

3° Donner plus de soin aux jugements des affaires correctionnelles.

On a fait une autre objection contre la nécessité d'une réforme, et l'on a dit, avant 1891, qu'il y avait peut-être quelque chose à réformer, mais depuis la loi Bérenger, le jeu de nos lois pénales se prête avec une souplesse parfaite à tous les cas particuliers.

Certes, nous le reconnaissons hautement, la loi de sursis est excellente, mais prétendre qu'elle est parfaite, prétendre surtout que l'emploi qui en est fait est toujours très judicieux, c'est aller trop loin.

Outre les défauts trop souvent signalés de cette loi, outre qu'elle peut amener le juge à se contenter de preuves moins rigoureuses, elle indique souvent aux victimes la faiblesse des juges et l'impuissance des lois, et peut ainsi les exciter aux vengeances privées et à la loi de Lynch. Il est certain que la société doit se mon-

(1) Cruppi. *La Cour d'assises*, p. 6. M. Borneville à son cours.

trer miséricordieuse, mais il ne faut pas non plus qu'elle fasse de la générosité sur le dos des victimes. M. Guillot (2) cite à ce sujet deux anecdotes : « Un inspecteur général des prisons me racontait dernièrement que se trouvant, au cours d'une de ses tournées dans une ville des environs de Paris, il vit le tribunal, à la grande surprise des inculpés eux-mêmes, appliquer la loi de sursis à des vagabonds arrêtés en bande dans la forêt voisine. » Autre anecdote : « Le même inspecteur se trouvait dernièrement cette fois, dans une grande ville d'un département de l'Ouest. Dans l'hôtel où il était descendu, l'aubergiste, qui le connaissait, lui montra un homme passant sur la grande place et lui dit : Vous voyez cet homme, eh bien ! toutes les fois qu'il passe devant moi, j'ai envie de le tuer ! c'est un instituteur, il a abusé de ma fille, il a comparu devant le jury, il a été condamné, mais il a bénéficié de la loi de sursis. »

On peut dire encore que la loi de sursis a peut-être un champ trop vaste d'application, (1) qu'elle se prête trop facilement à ces sortes de compromis qui interviennent si souvent dans les procès criminels,

(2) Revue pénit., année 1893, p. 874 et 875.

(1) Si nous parlons de la trop grande application possible de la loi de sursis, nous envisageons la loi telle que l'ont faite les débats parlementaires, c'est-à-dire considérée comme loi de pardon. En nous plaçant au contraire au point de vue restreint qu'envisageait tout d'abord son auteur, c'est-à-dire épargner la prison aux délinquants primaires, nous nous plaindrions d'une petite restriction introduite dans la loi par des motifs purement théoriques et fiscaux ; il serait à désirer en effet que les magistrats pussent étendre le bénéfice du sursis au paiement des frais ; en effet, avec la législation actuelle on peut toujours imposer aux délinquants primaires, par l'exercice contre eux de la contrainte par corps, le séjour de la prison, dans d'autres conditions il est vrai, mais non moins préjudiciables pour leur santé morale, étant donnée l'organisation défectueuse de la majorité de nos prisons départementales.

c'est par exemple l'opinion qui obtient une poursuite, le juge voudrait acquitter, mais pour donner une certaine satisfaction à l'opinion il condamnera, mais avec la loi Bérenger ; ou bien c'est un magistrat qui a intenté une poursuite un peu à la légère : pour ne pas paraître le désavouer, il y aura condamnation avec la loi de sursis ; ou bien ce sont le jury et la Cour qui transigent ainsi, l'un voulant acquitter, l'autre voulant condamner. On peut citer des exemples qui sont présents à toutes les mémoires, l'affaire de la loterie de Bessèges ; l'affaire du docteur Laporte ; l'affaire du bazar de la Charité.

On voit que l'objection ne porte pas, on peut donc dire qu'une réforme ne serait pas inutile, et qu'il serait bon que dans certains cas le juge ait, plus largement qu'aujourd'hui, outre la prison, une autre peine plus moralisatrice, plus prévoyante, plus humaine, telle que le serait sans doute l'amende réformée.

On a poussé plus loin encore les objections, et prenant quelques-unes des infractions énumérées parmi celles dont la peine devrait être diminuée, on a montré les inconvénients qui en résulteraient.

Ainsi le délit de rébellion, dans les temps actuels, a-t-on dit (1), présente une gravité qu'on ne saurait méconnaître, il en est de même du délit d'outrage aux agents de la force publique. Il importe, pour la sécurité publique, que les agents de la force publique soit respectés, par conséquent il faut une pénalité sévère.

On a cité un autre exemple : un cocher qui périodiquement écrase les passants, il faudra de

(1) M. le conseiller Petit : *Revue pénitentiaire* 1893 p. 726.

toute nécessité une répression corporelle, puisque le délinquant compte sur l'assurance pour payer les dommages causés.

On a enfin examiné, et de très près, les délits de chasse (2), on a dit : deux délits de chasse peuvent être de gravité bien différente, par exemple le chasseur ordinaire qui oublie de faire renouveler son permis, le délit n'est pas grave, une simple amende suffira à le réprimer, mais il y a à côté de lui le braconnier qui fait de la chasse avec engins prohibés son unique profession ; dans ce cas, nous dit-on, non seulement il ne faut pas supprimer la peine d'emprisonnement, mais au contraire renforcer le pouvoir judiciaire et lui permettre d'appliquer une peine d'emprisonnement plus élevée. En effet, dans les pays où la chasse constitue une richesse du sol, le braconnier est un agent de déprédation des plus actifs et des plus dangereux, et supprimer la prison en matière de chasse, lui serait assurer l'impunité complète. Si on le condamne à une simple amende, on se heurte en effet à ce fait, c'est que, outre les protections politiques qui peuvent faire surseoir au recouvrement de son amende, les sociétés de braconnage, ou les marchands de gibier, véritables sociétés d'assurance contre la répression du délit, non seulement paient l'amende, mais encore, dans certains cas, paient la nourriture de sa femme et de ses enfants.

En faisant observer que pour dire l'amende impuissante contre les délits que nous venons de signaler, on se fonde sur l'observation de ce qui se passe actuel-

(2) MM. Flandin, Petit, Lajoie, *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 725, 729.

lement, nous ajouterons qu'il est probable que l'amende réformée sur les bases que nous poserons plus loin donnerait de bien meilleurs résultats au point de vue de la répression ; nous dirons encore que l'examen auquel nous venons de nous livrer montre combien pourrait être dangereuse une mesure générale supprimant la prison pour certains délits ; il nous montre aussi la nécessité d'une réforme dans l'amende, qui en fasse cette peine intermédiaire nécessaire au bon fonctionnement du système pénal. Ce que doit être cette peine, ce qu'en ont pensé les divers auteurs, nous allons essayer de le dire dans les chapitres suivants.

III

Le dédommagement de la victime de l'infraction peut-il suffire à la répression ? — Théories italiennes : mesures préparatoires, mesures définitives. Solvables et insolvables, compagnies d'ouvriers. Objections. Quelques réformes : libération conditionnelle, non-poursuite d'office. Du travail forcé sans emprisonnement. De l'amende privée.

Lorsqu'on analyse de près la notion du dédommagement dû à la victime d'une infraction, on voit que c'est là non seulement une obligation de justice et d'équité, mais encore que cette obligation, s'étant for-

mée contre le gré du créancier, devra pouvoir être exigée par des moyens plus rigoureux que ceux habituellement employés. En examinant de plus près cette notion, on reconnaît que la rigoureuse réparation du dommage infligée au coupable est un auxiliaire puissant de la répression.

Ces idées sont admises par tous ; Bentham, Spencer, Lucchini (1) s'en inspirent ; en outre, cette manière d'envisager les choses a pour elle l'histoire, la simple réparation du dommage causé par le délit a été le premier mode de pénalité connu.

M. Ferri (2) a repris cette étude et est arrivé à ces conclusions : La réparation du dommage souffert par les victimes du délit peut être envisagée à trois points de vue différents :

1° Comme obligation du criminel à l'égard de l'offensé ; 2° comme sanction substituable à la peine détentive pour les petits délits ; 3° comme fonction sociale qui appartient à l'Etat dans l'intérêt de l'offensé, mais aussi dans l'intérêt indirect et non moins important de la défense sociale.

Voici quel a été le raisonnement des positivistes italiens : actuellement la réparation du dommage causé à la victime est mal assurée, nous voulons la rendre absolument certaine par une série de mesures produisant leur effet avant et après le jugement. Et la réparation du dommage étant un facteur important de la répression, comme on l'a vu plus haut, si cette réparation est exactement assurée, la

(1) Lucchini : *Le droit pénal et les nouvelles théories*, édit. de 1892, p. 386 et suiv. — Bentham : *Principes du Code pénal*, ch. IX. — Spencer : *Essais de politique*, Paris, 1879 ; *Essai sur la morale de la prison*.

(2) Ferri : *Sociologie criminelle*, 3^e édit., 1893, p. 502 à 507.

répression sera par là même certaine ; et alors, comparant les avantages de cette peine idéale aux courtes peines d'emprisonnement telles qu'elles sont actuellement pratiquées, les positivistes italiens ont proposé de les supprimer et de les remplacer par une amende et la stricte réparation du dommage, dont le paiement serait obtenu par des moyens spéciaux dont nous nous occuperons tout à l'heure. Allant plus loin, M. Ferri a vu dans la simple réparation du dommage, indépendamment de toute peine, ce qu'il appelle, avec un rare bonheur d'expression, un *substitutif* pénal.

Dans le système édifié par l'école italienne, cette peine nouvelle, amende perfectionnée, réparation du dommage, a, comme on l'a vu, sa place soigneusement marquée, mais les positivistes de l'école italienne n'ont pas voulu attendre, ce qui eût pu durer longtemps, l'avènement de leur système tout entier, pour faire jouir la société des bienfaits de leurs nouvelles théories. Comprenant et avec raison que les courtes peines d'emprisonnement étaient le point le plus vulnérable du système pénal actuel, c'est là que M. Garofalo et ses amis ont fait porter tous leurs efforts ; et au congrès de Rome, en 1885, M. Garofalo demanda la suppression des peines d'emprisonnement inférieures à quatre mois, sauf pour les récidivistes et les vagabonds, par 19 voix contre 13, une proposition contraire de M. Dreyfus fut votée ; les délégués français l'avaient surtout soutenue, estimant que la loi française, qui permet de toujours substituer l'amende à l'emprisonnement, est de beaucoup préférable. La proposition de M. Garofalo procédait d'une extrême défiance envers les magistrats qu'elle soupçonnait de vouloir toujours et partout emprisonner. Il est évident qu'au début de la réforme,

certains magistrats seront peu enclins à la mettre en pratique, trop emportés par l'habitude ; mais si nous leur offrons une bonne peine pour remplacer les courtes peines d'emprisonnement, nul doute qu'ils l'appliqueront immédiatement.

Examinons maintenant la théorie de M. Garofalo (1) sur les peines qui pourraient être substituées à l'emprisonnement.

Et d'abord on sait que l'école italienne, peu conséquente avec son horreur de la prison, voit d'un mauvais œil la liberté provisoire, elle voudrait que toujours et partout le prévenu fût emprisonné préventivement. Et cette condition posée, voici ce qu'elle propose : actuellement aucune saisie ne peut être ordonnée qu'après un arrêt définitif, pendant l'instruction et même après une sentence contre laquelle on s'est pourvu, le condamné peut faire disparaître tout son mobilier. La victime n'a contre cette disparition que la faible ressource de l'action paulienne. Il faut, et ce sera là la plupart des cas, que dans le cas de mandat d'arrêt on puisse faire saisir immédiatement les biens de l'inculpé ; il faut en outre que la partie lésée ait une hypothèque sur les biens immobiliers et une créance privilégiée sur les autres biens du coupable, cela à dater non pas de la sentence devenue définitive, mais à dater de l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction.

Un magistrat espagnol, M. Armengol y Cornet, a proposé au congrès pénitentiaire de Paris, en 1895, des mesures analogues : à l'égard des coupables solvables, dit-il, aussitôt que l'on aurait réuni les rensei-

(1) Garofalo : *Criminologie*, 4^e édit., 1895, p. 421, 429, 430, 432, 472, etc.

gnements suffisants pour connaître l'auteur, les complices et les recéleurs du délit, on devrait procéder à la saisie de leurs meubles, immeubles, valeurs, crédits, etc., etc., en créant un incident à part dans la procédure principale. Une fois la saisie enregistrée aux hypothèques, l'incident sera l'objet d'un jugement spécial fixant *toujours*, pour les délits contre les personnes et la propriété, le montant des dommages-intérêts. Le chiffre connu, on devra procéder à la vente des biens pour se procurer la somme nécessaire à couvrir l'indemnité et les frais du procès. Alors seulement l'indemnisation ou réparation deviendra une réalité (1).

M. Zucker, professeur de droit criminel à Prague, a, au congrès de Paris, repris dans son rapport la proposition de M. Garofalo et proposé la résolution suivante : « La partie lésée doit avoir hypothèque sur les biens immobiliers et une créance privilégiée sur les autres biens du coupable à dater de l'*ordonnance de renvoi* afin que le coupable n'ait pas le temps de faire disparaître son argent ». Cette proposition n'a pas été adoptée.

Ces mesures que nous appellerons préparatoires sont absolument inapplicables, car s'il est un principe, quelquefois violé il est vrai, qui fait l'honneur de notre droit, c'est que l'accusé est censé être innocent tant qu'il n'existe pas contre lui une sentence devenue définitive ; or on n'exécute pas contre un innocent une sentence qui même n'existe pas, on ne peut prendre dans ce cas de mesures provisoires en matière criminelle : elles ne se comprennent pas.

Examinons maintenant les peines proposées par

(1) Rapports de la 1^{re} sect. du Congrès, pages 247 et 248.

M. Garofalo (1) : le coupable, dit-il, sera contraint rigoureusement au dédommagement du mal matériel et moral qu'il aura causé, et ce par le paiement de deux amendes : l'une au bénéfice de l'Etat comme réparation du trouble et dédommagement des frais, l'autre au bénéfice de la partie lésée par le délit, amende dont la mesure devra varier selon la fortune du délinquant et sa possibilité de la payer moyennant les gains du travail. Ajoutons que, reprenant des idées précédemment émises par M. Bonneville de Marsangy, M. Garofalo et M. Ferri (2) voudraient que, obligatoirement, sans qu'il y ait besoin de constitution de partie civile d'aucune sorte, sur les réquisitions du ministère public, le coupable fût condamné à des dommages-intérêts, sauf à les faire évaluer par état par le juge criminel lui-même. Il faut, disent-ils, ne pas séparer, dans la répression, les mesures civiles des mesures pénales, obliger les juges criminels à la liquidation des dommages et intérêts pour éviter les longueurs et les échappatoires d'un nouveau procès devant les juges civils. « Des années se passent quelquefois en oppositions, en pourvois et en délais de toute sorte. Cela explique qu'on ait vu offrir, comme nous l'assure M. Cosenza, un magistrat italien, la somme de trois cents, de deux cents et même de cent francs en dédommagement d'un meurtre ; il est même arrivé que les frères d'un homme assassiné, las de plaider, ont accepté en transaction cinquante francs de la main du meurtrier (3) ».

(1) *Criminologie*, 4^e édit., 1895, p. 421, 422 et suiv.

(2) Bonneville de Marsangy : *Institutions complémentaires*, p. 42. — Garofalo : *Criminol.*, 4^e édit., p. 372 et suiv. — Ferri : *Sociologie criminelle*, 3^e édit., p. 502, 503 et suiv.

(3) Garofalo : op. cit., p. 372 et 373.

Si le condamné est solvable, la partie lésée et l'Etat auront sur tous ses biens un privilège et arriveront ainsi à se faire payer rapidement. Si la partie lésée refuse les dommages-intérêts, ils seront versés, comme les amendes elles-mêmes, à une caisse spéciale chargée de faire des anticipations aux personnes indigentes qui ont souffert d'un délit.

S'il s'agit d'ouvriers employés dans une usine, c'est la direction de la manufacture qui sera obligée de retenir, sur le salaire de l'ouvrier condamné, la partie excédant le strict nécessaire.

Pour les ouvriers ordinaires, ils devraient verser, tous les jours, ou moins souvent, à des intervalles périodiques, une partie de leur gain excédant ce qui est absolument nécessaire pour les premiers besoins de la vie, c'est-à-dire le logement et la nourriture calculée strictement dans la mesure qui empêche de mourir de faim.

Examinons un instant ces propositions : théoriquement, elles sont excellentes, l'amende et la réparation ainsi comprises, tout en constituant une punition et une gêne sérieuse pour le délinquant, ne le troubleraient pas dans ses habitudes, ne le démoraliseraient pas comme le fait l'emprisonnement. Mais il faut aussi reconnaître que pratiquement la sphère d'application de ces mesures serait beaucoup moins grande que ne le pense M. Garofalo. On sait qu'au congrès de Rome de 1885, M. Garofalo (1) a proposé la suppression des peines d'emprisonnement de moins de 4 mois ; que dans sa *Criminologie*, il estime que par l'adoption totale de son système, les soi-disantes peines correctionnelles disparaîtraient entièrement. Il est évident

(1) Actes du congrès de Rome 1885, 1 p. 72.

que pour remplacer une peine de 5 ans de prison pour vol par exemple, il faudrait une amende importante, même pour un ouvrier sans autres ressources que son travail. Supposons une amende de 300 fr., supposons en outre que le vol ait causé un préjudice de 300 fr., somme en paiement de laquelle aura été condamné notre homme. Or, à part certains ouvriers d'art aux salaires très élevés, et qui, au cas d'une condamnation, pourraient, en se restreignant eux et leur famille, économiser 1 fr. et peut-être 2 fr. par jour et qui, dans l'exemple cité plus haut, mettraient de 10 mois à 20 mois pour payer l'amende ; la peine serait trop dure, trop démoralisatrice pour un ouvrier gagnant, ce qui est la moyenne, de 3 à 4 fr. par jour et ne pouvant économiser, surtout s'il est chargé de famille, plus de 0 fr. 50 à 0 fr. 10 par jour ; et nous ne faisons pas entrer en ligne de compte les chômages par suite de grève, de maladie, de manque de travail. On voit que pour payer seulement une somme de 600 fr. au délinquant dans les conditions que nous venons d'énumérer, des années et des années seraient nécessaires. Or, nos mœurs sont trop adoucies pour supporter le spectacle d'un pareil esclavage, nous pouvons dire le mot.

Sans compter que les administrateurs d'usines verraient d'un mauvais œil ces ouvriers condamnés qui ne pourraient cacher leur faute, que peut-être ils seraient mécontents d'avoir à subir les ennuis d'une saisie-arrêt.

Pour toucher ces amendes, il faudrait des agents du fisc nombreux, actifs et intelligents ; une police admirable pour dépister les malheureux qui seraient tentés de se soustraire au paiement par un changement de nom ou de résidence.

M. Garofalo, sans s'expliquer bien clairement, sem-

ble avoir repris l'ancienne théorie romaine, l'insolvable sera livré à ses créanciers, « il devra tout rendre jusqu'au dernier centime, sans quoi il devra travailler pendant un temps indéfini pour celui qu'il a volé... on pourra, il est vrai, dit l'auteur de la *Criminologie*, fixer à 10 ou 15 ans le terme de cette contrainte... mais, ajoute-t-il, ce terme devra être reculé indéfiniment aussitôt qu'on s'apercevra du manque d'assiduité (1). »

Enfin, quoique ayant, et avec raison, horreur de la prison, M. Garofalo ne semble pas repousser la contrainte par corps, telle, ou à peu près, qu'elle est organisée chez nous. Elle lui semble un excellent moyen contre les condamnés soupçonnés d'avoir dissimulé leur véritable état de fortune « qu'il soit détenu (le délinquant solvable), tous frais étant mis à sa charge, jusqu'à ce qu'il ait payé sa dette sans qu'on lui accorde le moindre sursis ; il vendra sa maison, sa boutique, son atelier, il trouvera de l'argent coûte que coûte... il faut être impitoyable. » On voit quelle serait la situation des insolvables, et même des délinquants ayant un métier stable dans le système de M. Garofalo ; l'auteur lui-même a apprécié sa proposition lorsqu'il a dit : « On fixera un terme plus ou moins long à la contrainte selon l'importance du dommage produit par l'acte délictueux, afin que cet *esclavage* ne se prolonge pas toute la vie d'un homme (2). » Un mot pareil, appliqué d'ailleurs aussi justement, juge un système qui, s'il n'était pas inapplicable, en arriverait à révolter les mœurs et la conscience publique.

(1) Garofalo, *Criminologie*, p. 430 et 431.

(2) Garofalo, *Criminologie*, 4^e édit., p. 373 et suiv. — Actes du premier congrès d'anth. crim. Rome, 1887, p. 307.

Nous arrivons enfin, suivant toujours les développements de M. Garofalo, à la partie du programme la plus difficile à régler : l'individu qu'a frappé la peine pécuniaire, sans être un vagabond, se trouve actuellement sans ressources. Que va-t-il se passer ?

L'insolvable sera embrigadé dans une compagnie d'ouvriers de l'Etat. Là règnera en souverain ce grand principe que M. Ferri (1) voudrait voir inscrit en lettres d'or au fronton de toutes les prisons et dans toutes les cellules des détenus : *qui non laborat nec manducet*, pas de pain sans travail ; et en effet, en toute justice, il semble que le fait de s'être rendu coupable d'un délit ne doit pas exempter le détenu de la nécessité de pourvoir tous les jours à sa subsistance, maxime qui n'est cependant pas suffisante pour justifier le travail dans les prisons, car le détenu riche ne pourra pas, en vertu de ce principe énoncé plus haut, être contraint au travail.

Ces compagnies seront employées à des travaux de voirie, de remblais, de terrassement, ou même à des travaux industriels ; mais pour que la concurrence n'existe pas avec l'industrie libre, plus intéressante en somme, que l'industrie des condamnés, les enrôlés auront un salaire nominal, qui ne sera pas inférieur au salaire des ouvriers libres, par conséquent l'entreprise sera obligée de vendre ses produits aussi chers que ceux de l'industrie libre ; et même, si elle ne majore pas ses prix, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prédire à cette entreprise de grandes pertes. Mais supposons pour un instant que ces pertes n'existent pas. Le salaire sera retenu pour le dédommage-

(1) Voir *Sociologie criminelle*, 3^e édit., p. 514, 515 et suiv.

ment de la partie lésée d'abord, de l'Etat ensuite qui a le droit d'être indemnisé de ses frais (1).

Suivant M. Alimena (2), le salaire devra être divisé en quatre parties :

1° A la victime jusqu'au paiement de la dette déterminée par le magistrat :

2° A l'Etat pour le dédommager de ses avances :

3° A la caisse des amendes, c'est là la peine.

4° Au bénéfice du condamné : c'est absolument nécessaire pour surexciter un peu son ardeur au travail.

Tel est le système dans ses grandes lignes, l'école italienne approfondit peu ses créations, nous devons le faire pour elle et examiner les graves et nombreuses objections que l'on peut faire à ce système.

Et d'abord on peut voir combien sera long le dédommagement ; je sais que dans ce système, la caisse des amendes fera des avances aux victimes pauvres, mais pour couvrir ces avances, les condamnés devront rester enrôlés pendant des années et des années, si le vol est un peu important.

Puis on objecte la publicité donnée à la peine, les habitants du chef-lieu d'arrondissement pourront voir tous les jours la compagnie d'ouvriers, balayant les rues, enlevant les immondices en tous temps, en hiver enlevant la neige, en été travaillant à des travaux de remblai, de terrassement, etc... Tous connaîtront les condamnés et à l'expiration de leur peine, ils seront à tout jamais déshonorés, personne ne voudra les employer. Cette objection n'est

(1) Voir sur les compagnies d'ouvriers : Garofalo. *Criminol.* 4^e édit. p. 422 et suiv. ; M. Ferri : *Sociologie criminelle*, p. 487 et suiv., p. 552 et suiv.

(2) Bulletin de l'Union Internationale de droit pénal, 1891 p. 63.

pas sans valeur, mais il ne faudrait pas s'exagérer son importance. Avant 1852, dans les bagnes de Brest et de Toulon, les forçats étaient chargés des travaux d'édilité, du nettoyage des rues, etc. ; la criminalité était cependant moins forte qu'aujourd'hui ; on s'est plaint de ce spectacle et on y a remédié en transportant le bagne à Nouméa et à Cayenne ; la publicité a été déplacée, non supprimée : — à Berlin les condamnés sont chargés du nettoyage des égouts et personne ne s'en plaint ; en Algérie des condamnés civils exécutent dans certaines villes des travaux d'utilité (1). Et d'ailleurs, quand l'audience a été publique, quand des journaux tirant à des millions d'exemplaires ont montré le crime, le jugement, souvent même ont flétri des individus qui n'étaient qu'inculpés, on peut dire que la publicité de la peine, qui aurait en somme un certain caractère exemplaire, serait beaucoup moins dangereuse que cette publicité dont nous venons de parler.

Une autre objection est celle-ci : au cas d'un délinquant marié, enrôlé après sa condamnation dans une de ces compagnies d'ouvriers, que deviendront sa femme et ses enfants ? Qui les nourrira, il faudra leur remettre une part du gain du mari ; or combien cette part sera minime, combien de temps se passera avant l'entier remboursement des sommes dues ? Certes c'est là une objection sérieuse, mais il est bon de remarquer qu'avec nos peines correctionnelles actuelles, le résultat est le même, quand le père est en prison, les trois quarts du temps la famille se trouve dans la misère. Les propositions de M. Garofalo ne remédieraient nullement à cet inconvénient, elles

(1) Rev. Pénit. 1893, p. 712 et 735

l'aggraverait, la société se verrait obligée de consacrer en frais d'assistance les sommes qu'elle recouvrerait par le travail des condamnés et ces sommes seraient naturellement insuffisantes, étant donné le grand nombre de familles à secourir.

Enfin nous arrivons aux objections vraiment graves ; la réforme proposée ne serait en somme ni plus économique, ni plus morale que le système actuel. Pas plus économique, et en effet, il faut constater que la main-d'œuvre pénale revient plus cher et produit moins bien que la main-d'œuvre libre. Les délinquants sont en général peu habiles, paresseux, insoumis. Pour arriver à ne pas trop perdre, on est obligé de leur donner un salaire très faible ; s'ils exécutent des travaux pour le compte de l'Etat, c'est le contribuable qui paiera de plus lourds impôts, pour un résultat moins bon. Il semble donc que les condamnés doivent toujours être un fardeau pour la société : vouloir subvenir à toutes les dépenses de sûreté générale par le travail des délinquants, c'est une utopie. Enfin la réforme proposée serait peu morale, elle aboutirait à la constitution dans chaque chef-lieu d'arrondissement d'une véritable compagnie de discipline à effectif variant de 25 à 150 ou 200 hommes ; or il saute aux yeux que la moralité d'une pareille réunion d'individus ne serait pas le moins du monde supérieure à la moralité des détenus dans nos prisons actuelles. En outre une telle réunion de scélérats serait dangereuse au premier chef pour la sécurité des citoyens. Comment prévenir et les révoltes, et les évasions. Il faudrait doubler le nombre des agents du service pénitentiaire et alors que deviendrait l'économie projetée ? Il est, nous le croyons, inutile d'insister sur ces raisons qui suffi-

sent à faire rejeter le remplacement de toutes les peines correctionnelles, ou seulement des peines d'emprisonnement inférieures à 4 mois, par l'amende et la réparation du dommage.

On peut conclure de cette étude que si le dédommagement ne peut remplacer totalement les peines correctionnelles, il doit d'abord être pris en considération beaucoup plus qu'il ne l'est actuellement. C'est ainsi que pour nous, le dédommagement au moins partiel de la victime du délit doit être la condition *sine qua non* de la libération conditionnelle. « Je sais en France, dit M. Tarde (1), des prisons où l'on travaille avec une certaine activité qui redoublerait à coup sûr si la durée de la détention en dépendait. »

Au congrès de Paris en 1895, MM. Prins, Zücker, Pierantoni ont proposé de faire du paiement de l'indemnité à la victime du délit une condition essentielle de la libération conditionnelle, et quant à son obtention, et quant à son exécution. Le paiement par acomptes, après avoir commencé en prison, devrait être continué au dehors jusqu'à concurrence d'un total fixé sous peine de révocation de la libération conditionnelle et de la réintégration dans la prison. Par contre, la quittance définitive vaudrait libération complète. A notre avis, tout le monde devrait souscrire à une pareille proposition. Combien un tel mode de diminution de la peine serait plus rationnel et plus équitable que la diminution résultant actuellement de ce que le détenu a subi sa peine en cellule, alors surtout que ce fait est complètement indépendant de sa volonté et ne donne aucun indice sur son amélioration.

(1) *Philosophie pénale* (2^e édit. 1891), p. 494 et suiv.

M. Flandin, ancien député de l'Yonne, a fait au congrès de Paris, en 1895, la proposition de combiner l'application de la libération conditionnelle avec le principe de la réparation due à la partie lésée, en admettant, par exemple, que l'offre réelle de réparation totale ou partielle serait prise en considération pour la réduction ou la suspension de la peine (1).

En second lieu, au cas de certains délits, pour lequel le préjudice a été très minime, ne devrait-on pas se contenter d'une sérieuse condamnation à des dommages et intérêts, bien suffisants dans presque tous les cas à assurer la répression ? M. Prins (2) cite le cas du vol d'une bouteille vide valant 0,15 qui a mis en mouvement tout le parquet et tout le tribunal correctionnel d'une petite ville. Ne serait-ce pas le cas de répéter : « de minimis, non curat prætor ». Nous avons vu un malheureux enfant de 14 ans envoyé dans une maison de correction pour avoir volé un serin valant bien 1 fr. Que de fois nous avons vu des individus poursuivis pour des filouteries d'aliments ne dépassant pas 1 à 2 francs ! Dans tous ces cas il nous semble, et nous nous en occuperons plus loin, que le simple dédommagement obtenu par une contrainte rigoureuse suffirait à la répression.

Ce n'est pas seulement l'école italienne qui a cherché, par une série de mesures proposées, à diminuer le rôle de l'emprisonnement dans le droit pénal actuel, une association de jurisconsultes de tous les pays : l'Union internationale de droit pénal, a fait de ce point un de ces articles principaux de son programme.

(1) Rapp. de la 1^{re} question du Congrès, page 255.

(2) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*. 1892.

Le n° 7 du § II de ses statuts énonce que la substitution à l'emprisonnement de mesures d'une efficacité équivalente est possible et désirable, et parmi ces mesures le programme cite : les travaux forestiers et communaux (1). Et en effet il semble bien que le moins qu'on puisse demander à la peine infligée par le juge, c'est de ne pas porter atteinte à la moralité du condamné, chacun reconnaît aujourd'hui que nos peines d'emprisonnement ne sont correctionnelles que de nom, le délinquant sort de la prison généralement plus mauvais qu'il n'y est entré : la peine a le plus souvent été trop légère ou trop faiblement exécutée pour être exemplaire : de sorte que la société, en infligeant une peine de prison, fait généralement une opération mauvaise, qui, sans réparer en rien le délit, sans corriger le délinquant, ne fait que peser par le budget pénitentiaire sur les citoyens.

Malheureusement, nous croyons l'avoir démontré, la substitution du travail forcé aux peines d'emprisonnement est une utopie, le travail, obligation sacrée pour tous, ne doit pas revêtir le caractère d'une peine et l'exécution même partielle d'un travail sans détention, nous le verrons plus loin, rencontre bien des difficultés. Le travail obligatoire sans détention ne saurait remplacer directement les courtes peines d'emprisonnement, mais il est désirable de s'en servir comme d'une mesure d'exécution en cas d'amende impayée, ce qui restreindrait indirectement l'application des peines d'emprisonnement de courte durée. Voilà quel est le véritable rôle du travail forcé,

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1891, p. 5.

il trouve sa place comme voie d'exécution dans une organisation rationnelle et méthodique de la peine pécuniaire.

D'éminents auteurs ont cependant pensé autrement ; et sans nous arrêter aux membres de l'Union internationale de droit pénal, partisans du travail forcé sans emprisonnement, il s'est produit en France une tentative de ce genre. Le projet de code pénal français publié en 1893, projet officiel émanant d'une commission extra-parlementaire du ministère de la justice, dont faisait partie M. Molinier, doyen de la faculté de Toulouse, criminaliste éminent, porte dans son article 23 que : « les arrêts de police peuvent, sauf en cas de récidive dans l'année, être convertis par le tribunal, sur la demande du condamné, en un nombre égal de journées de travail au profit de la commune dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique. »

C'est ainsi que ce projet crée une peine subsidiaire des arrêts de police que le tribunal applique sur la demande du condamné. Nous ne croyons pas que si jamais le projet de code pénal est voté tel qu'il a été présenté, les prévenus usent souvent de la faculté que leur donne la loi. En effet, les arrêts de police, peine nouvelle que crée le projet et que nous avons critiquée plus haut, sont un emprisonnement en commun, sans travail obligatoire ; il faut bien mal connaître l'esprit des délinquants pour s'imaginer qu'ils demanderont à aller travailler sur les routes, alors qu'ils pourront rester tranquillement en prison, au chaud l'hiver, au frais l'été, devisant avec leurs compagnons et préparant les mauvais coups pour leur sortie. Qu'on remarque surtout que le projet ne fait aucun avantage aux condamnés qui demanderont à

travailler puisqu'un jour de travail n'équivaudra qu'à un jour de détention. Dans ces conditions ce texte, mal compris, court grand risque de rester lettre morte, et ne fait que confirmer ce que nous avons dit au sujet du travail forcé sans emprisonnement, qui doit être bien plutôt un moyen de remplacer l'amende impayée qu'une peine distincte. Comment fonctionnera ce moyen, c'est ce que nous examinerons plus tard, après avoir étudié spécialement la théorie de l'amende privée en usage dans quelques législations.

La « Buse » (composition) est une sorte d'indemnité au paiement de laquelle l'auteur de l'acte coupable peut être contraint, dans certains cas, par la juridiction criminelle. La composition diffère des dommages-intérêts et de l'amende ; elle diffère des dommages-intérêts en ce qu'elle ne correspond pas exactement à l'importance du dommage causé, et en ce qu'elle ne peut être réclamée que du coupable en personne, accessoirement à la peine et dans les limites d'un maximum fixé par la loi ; elle diffère de l'amende en ce qu'elle est acquise non au trésor public, mais à la partie lésée, et en ce qu'elle ne peut être convertie en une peine corporelle.

Cette peine peut paraître un intermédiaire utile dans l'échelle des sanctions entre la peine de l'amende et la simple réprimande ou l'acquittement ; elle paraîtra bonne à ceux qui voient dans la simple réparation du dommage causé une sanction suffisante pour certains délits. Elle joue cependant dans le droit allemand un autre rôle ; elle permet à la partie lésée d'obtenir des dommages-intérêts par le jugement de condamnation sans avoir besoin de recourir à une procédure particulière ; en effet, en dehors des cas où la loi pénale permet de condamner l'inculpé au paiement de la

« Buse », la partie lésée n'est admise à faire valoir ses droits à des dommages-intérêts qu'au moyen d'une action civile qui doit être portée devant les tribunaux civils. Le code allemand ne reconnaît pas à la partie lésée le droit de se porter partie civile devant la juridiction criminelle, ainsi que cela se pratique en France.

Une institution analogue existe en Italie. L'article 38 du code pénal italien s'exprime ainsi : « Outre les restitutions et le remboursement des dommages, le juge, à raison de tout délit qui offense l'honneur de la personne ou de la famille, alors même qu'il ne leur a été causé aucun préjudice, peut allouer à la partie offensée qui en fait la demande une somme déterminée à titre de réparation. » Cet article inspiré de l'article 73 de l'ancien code sarde et des articles 186 à 188 du code pénal allemand, établit une sorte d'amende privée ; il s'agit ici d'une réparation distincte du remboursement du préjudice proprement dit, remboursement qui peut toujours être obtenu au moyen de l'action civile. Par notre article le législateur a voulu donner satisfaction à ce sentiment pénible que l'offense occasionne chez la victime ou chez ceux qui lui sont intimement liés. C'est donc à proprement parler une sorte de complément de la peine au moyen duquel la loi veut rendre la répression plus efficace en fortifiant la sanction de certains délits qui ne serait pas très sévère si elle devait être simplement proportionnelle aux faits.

Telle est l'institution de l'amende privée. On ne doit pas, à notre avis, désirer la voir passer dans notre droit ; elle a sa raison d'être dans des législations où la constitution de partie civile n'est pas aussi facile (théoriquement du moins) que dans la nôtre.

IV

De l'amende réformée : ses qualités ; — du taux de l'amende ; — son élévation est le véritable moyen de la rendre proportionnelle ; — article 192 du code civil ; — l'impôt sur le revenu et l'amende ; — augmentation de l'impôt personnel ; — suppression de la solidarité en matière d'amende.

Tous les auteurs s'accordent à reconnaître que l'amende est en théorie une peine idéale ; on peut classer sous trois chefs ses qualités :

a) L'amende est la peine la plus libérale de toutes, elle ne trouble pas trop brutalement le condamné dans ses affaires ; elle ne l'enlève pas à son travail et ne désorganise pas la famille comme le fait la peine d'emprisonnement : « La prison, a-t-on dit (M. Léveillé), surtout quand elle est de courte durée, a tous les défauts réunis ; elle n'intimide pas, elle n'a pas le temps d'amender, elle déshonore ; elle trouble, elle ébranle la famille. — L'emprisonnement, c'est une véritable séparation de corps avec tous ses dangers, la femme du détenu reste seule à la maison, elle peut chercher, elle peut trouver tout au moins des consolateurs ; quant à réparer le tort causé à la victime du délit, il est trop clair que l'emprisonnement ne répare rien », (1) l'amende, on le reconnaîtra sans peine, n'a aucun de ces défauts.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1893, page 876.

b) L'amende peut facilement se proportionner à la fortune du délinquant et à la gravité du délit ; en s'entourant de renseignements sur la fortune du délinquant, même avec l'amende telle qu'elle est actuellement tarifée, le juge peut faire dans la plupart des cas une excellente application de cette peine.

c) Enfin l'amende est par excellence une peine réparable ; — plaie d'argent n'est pas mortelle, a-t-on dit. — Au bout d'un temps plus ou moins long le condamné peut avoir réparé la saignée faite à sa bourse par la condamnation à l'amende, on oubliera autour de lui sa condamnation, et il pourra reprendre une vie régulière et honnête. — Enfin si le condamné a par hasard été victime d'une erreur judiciaire, l'erreur sera facilement réparée par le remboursement de l'amende qu'il aura versée.

Notre législation cependant, semble voir avec peu de faveur la peine pécuniaire, même en face d'un délit commis par un riche, elle hésite à le frapper à la caisse ; quoique la valeur de l'argent ait beaucoup diminué depuis 1810, nos amendes sont restées tarifées de même ; et c'est même une chose étonnante que dans un siècle qu'on peut appeler le siècle de l'argent, à notre âge de récompenses exclusivement pécuniaires, l'amende soit si peu développée. On n'a qu'à fréquenter un peu les tribunaux pour remarquer bien vite que les amendes prononcées s'élèvent en grande majorité de 1 à 16 francs, de 16 francs à 25 francs ; les amendes de 50 à 200 francs sont déjà rares, au-dessus de ce chiffre elles sont à l'état tout à fait exceptionnel. Il n'entre ni dans l'idée du législateur, ni dans l'idée du juge de faire de l'amende une peine sérieuse. Ce que la loi a voulu, c'est la kyrielle des condamnations à 16 ou à 25 francs d'amende que le juge débite, à

la fin de son jugement comme un répons traditionnel dont depuis longtemps le sens est perdu (1), que vient ponctuer la fixation *au minimum* de la contrainte par corps, car jamais on n'entend parler du maximum et on en vient à se demander pourquoi la loi en a fixé un, puisqu'il n'est jamais appliqué.

On ne peut, quand on étudie notre législation, dire *a priori* quels sont le minimum et le maximum de l'amende. En matière de police seule, le taux de l'amende est soigneusement réglé par l'article 466, C. P. ; en matière correctionnelle, il est même des cas où le maximum n'est pas fixé d'une manière précise : par exemple, art. 177, 406, 457 C. P. Et quand on étudie ces dispositions de près on est frappé de leur bizarrerie ; pourquoi l'article 177 permet-il d'infliger au fonctionnaire corrompu une amende double des promesses ou dons agréés, et on a des exemples de ces amendes, alors qu'au cas d'escroquerie, l'article 406 C. P., au cas d'inondation l'article 457, défendent formellement que l'amende puisse s'élever au-dessus du quart des restitutions ou des dommages-intérêts ? Le fonctionnaire corrompu est donc plus coupable que l'escroc ? On se demande pourquoi le code n'a pas généralisé ce mode de fixation de l'amende, qui nous vient en droite ligne du droit romain. A Rome, quand un vol avait été commis, le voleur pouvait être obligé de payer deux ou quatre fois la valeur des objets qu'il avait dérobés.

Ce qu'on peut constater, c'est que les amendes qui se retrouvent dans notre droit sont assez bas tarifées. Signalons cependant quelques fortes amendes contenues dans la loi du 22 juillet 1867 (10.000 fr.).

(1) M. Cruppi. *La cour d'assises*, p. 199.

La loi du 26 octobre 1888 a fixé à 3.000 fr. le maximum de l'amende lorsque, par suite du bénéfice des circonstances atténuantes, elle est substituée à l'emprisonnement. On se demande pourquoi 3.000 francs plutôt que 2.000 ou 4.000 francs, et cette fixation *a priori*, au petit bonheur, du taux de l'amende, n'est pas sans donner quelque appui au système des peines indéterminées.

Ce maximum de 3.000 francs est-il suffisant ? Nous ne le croyons pas, et d'autres sont de notre avis, car les auteurs du projet du code pénal français ont fixé à 5.000 francs le maximum de l'amende. Ce n'est pas encore assez, et le chiffre de 10.000 francs réunit actuellement un certain nombre de partisans. Citons entre autres, MM. Léveillé, Guillot, etc. (1).

Dans la plupart des cas ce chiffre sera suffisant ; néanmoins, il serait peut-être désirable de le voir s'élever encore, par exemple, à 15.000 fr., comme dans le récent code neuchâtelois (2).

Une de nos premières conclusions serait donc de voir fixer de 15 francs à 10.000 francs le taux de l'amende correctionnelle et cette réforme est d'autant plus importante qu'elle seule permet, dans l'état de nos mœurs, d'atteindre le but secondaire de l'amende réformée, la proportionnalité dont nous allons nous occuper.

Les législateurs successifs qui ont édicté les amendes que nous trouvons inscrites dans nos lois, sont tous partis de ce principe si français de l'égalité et en conséquence, ont fixé *a priori* le maximum et le minimum de l'amende et cela dans des limites très res-

(1) *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 878 et suiv.

(2) Voir *Bulletin de législation comparée*, année 1892, p. 543.

treintes. Et cela a semblé très naturel à certains auteurs, M. Faustin Hélie (3), notamment, dit qu'on ne voit pas pourquoi la richesse serait une circonstance aggravante; mais alors, si l'amende doit être égale pour tous, il est évident que le pauvre pourra être écrasé par une amende qui, pour le riche, sera insignifiante. Par conséquent, pour que l'amende puisse être égale pour tous, c'est-à-dire pour qu'elle inflige à tous les délinquants, quel que soit leur fortune, un sacrifice de même valeur, il faut que les juges puissent la proportionner aussi exactement que possible à la fortune du délinquant.

Pour cela plusieurs systèmes ont été proposés, et d'abord on a dit (1) : il faut appliquer à l'amende le principe de l'indétermination de la peine, et permettre au juge d'infliger l'amende qu'il jugera convenable sans qu'il soit arrêté par aucune limite. C'est fort juste et, théoriquement, l'indétermination de l'amende peut parfaitement se défendre. En effet, reprenons la vieille comparaison d'ailleurs conforme à l'esprit classique, qui assimile le délinquant à un malade, et le juge au médecin; or, nous supposons que le médecin, le juge, ait reconnu que l'amende est le remède qui convient au délinquant, est-il raisonnable qu'une loi vienne limiter la dose de son médicament. Il en est de même de l'amende, et il semble qu'une loi progressive serait ainsi conçue : l'amende sera proportionnelle à la fortune du délinquant.

Et qu'on ne croie pas que se soit là une formule chimérique, car elle se retrouve dans nos lois; l'article 192 du code civil, au titre du mariage, édictant

(3) Voir Chauveau et Hélie: *Traité de droit pénal*, I, p. 217

(1) *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 716.

les peines du défaut de publications, décide que : « le ministère public fera prononcer contre l'officier de l'état civil une amende qui ne pourra excéder 300 fr. ; et contre les parties contractantes, ou ceux sous la puissance desquels elles ont agi, une amende *proportionnée à leur fortune*. » La peine, disent les commentateurs, est laissée à l'arbitraire du juge, parce que, plus coupables que l'officier public, les parties contractantes sont présumées fautrices du délit. Le législateur a d'ailleurs pensé que tel sacrifice serait trop léger pour des hommes riches, serait trop considérable pour des citoyens moins fortunés ; en livrant au juge l'appréciation des circonstances, il échappe à l'alternative ou de ne pas punir assez, ou de punir trop. Si telle a bien été la pensée du législateur, on est en droit de se demander pourquoi il a restreint à un cas des plus rares du droit civil, un système qu'il croyait bon et qui, en réalité, était tel.

Le 22^e congrès des jurisconsultes allemands, tenu à Augsbourg en 1893 a, s'inspirant des mêmes principes, voté la résolution suivante : il est préférable de ne plus fixer un maximum en argent, sauf en matière de contraventions, car alors la peine est considérée comme une simple réprimande.

Quoi qu'il en soit, l'idée qui fait de l'amende une peine indéterminée et entièrement laissée à l'arbitraire du juge n'est pas encore suffisamment mûre pour passer dans la législation et surtout pour être acceptée par l'opinion.

Il nous faut alors recourir à d'autres moyens, car il est indispensable que l'amende réformée soit proportionnelle à la fortune du délinquant. Un des premiers moyens, nous l'avons déjà indiqué, c'est, après une enquête sommaire faite pendant l'instruction sur les

ressources du délinquant, la fixation d'un minimum très bas et d'un maximum très haut (15 fr. à 15.000 fr.) avons-nous dit, afin que le juge ait le moyen de proportionner, dans presque tous les cas, l'amende à la fortune du délinquant.

On a proposé d'autres moyens.

On a proposé (M. Bonneville de Marsangy) (1) de prendre comme base du taux de l'amende, par exemple une année du revenu du délinquant, ou une quote-part quelconque de ce revenu. Mais ce moyen semble peu pratique. On a vu récemment en France l'opinion se soulever contre l'impôt sur le revenu par crainte de l'inquisition fiscale; peut-être cette inquisition fiscale serait-elle très mal appréciée alors même qu'elle s'appliquerait à des délinquants en général peu dignes d'intérêt.

En 1891, au congrès de Christiana (1), M. von Litz, professeur à l'université de Marbourg (Allemagne) a proposé d'appliquer l'amende suivant les principes de l'impôt sur le revenu. Il songeait sans doute à l'Allemagne où cet impôt est actuellement en vigueur; il y aurait autant de classes d'amende différentes que de classes de revenu, et on pourrait ainsi atteindre assez aisément les délinquants et les condamner à des amendes véritablement proportionnées à leurs fortunes.

L'*Union* a repoussé cette idée en donnant cette seule raison : que le droit pénal n'a rien à gagner à s'allier aux complications de la fiscalité moderne.

Une autre proposition, faite par M. Guillot (1) à la

(1) *Amélioration de la loi criminelle*, II, p. 283 et suiv.

(1) Voir *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, année 1892, p. 222 et 306.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 872.

Société générale des prisons, mérite d'être examinée plus attentivement : c'est l'augmentation de l'impôt personnel infligée à titre de châtiment à certains délinquants. Dans des cas spéciaux cette pénalité serait excellente, par exemple au cas de délits accomplis par des commerçants dans l'exercice de leur commerce, le tribunal, au lieu de les condamner à l'amende telle qu'elle existe actuellement leur infligerait, d'après un tarif légal, une augmentation de la patente, et le percepteur recouvrerait par les moyens ordinaires, et sans autres frais, cette amende spéciale. La sanction serait rigoureuse, car la faillite atteindrait le commerçant qui ne paierait pas. L'amende, d'un autre côté, serait proportionnelle comme la patente elle-même,

Pour nous résumer, nous croyons qu'à part le cas spécial dont nous venons de parler, le vrai moyen de rendre l'amende proportionnelle est de fixer un minimum très faible et un maximum très élevé, et de laisser le juge se mouvoir entre des limites assez étendues, pour lui permettre de proportionner dans tous les cas l'amende à la fortune du délinquant,

Une réforme, assez rarement proposée, aurait encore pour résultat de rendre l'amende véritablement proportionnelle à la culpabilité du délinquant, nous voulons parler de la suppression de l'art. 55 du code pénal, qui établit la solidarité pour le paiement de *l'amende* à l'égard des condamnés pour un même délit. L'amende est une peine : elle doit être comme toute peine, éminemment personnelle ; or, pratiquement, l'insolvabilité de l'un des coupables retombe sur tous les autres ; — si la solidarité est juste quand il s'agit d'amende, pourquoi ne l'établit-on pas en matière d'emprisonnement, et ne décide-t-on pas que le condamné détenu subira l'emprisonnement auquel aura

été condamné son complice contumace ? D'où peut venir une semblable disposition ? — On peut en donner une explication historique ; anciennement l'amende était destinée à indemniser le juge des frais faits pour la recherche du coupable et pour sa condamnation. Or, la difficulté de diviser dans la pratique ces frais entre les codélinquants, avait fait admettre entre eux la solidarité. — Aujourd'hui, la condamnation aux frais suffit à indemniser l'Etat ; il est donc à désirer que l'on abroge la disposition inique de l'article 55, suivant en cela le code belge et le code allemand.

Le principe de la solidarité, pour le paiement des amendes, interprété étroitement par certains agents du fisc, conduit à des conséquences regrettables ; et au mois de janvier 1898, lors de la discussion à la chambre du budget du ministère de la justice, M. Marcel Habert, député, a signalé un fait qui ne tendrait à rien moins qu'à priver du bénéfice du sursis les condamnés à l'amende ; en effet, ne pouvant évidemment réclamer aux bénéficiaires du sursis l'amende prononcée contre eux, le fisc aurait émis la singulière prétention, dans un cas où le jugement avait prononcé la solidarité pour la condamnation à l'amende, de leur demander le paiement des amendes de ceux de leurs co-inculpés qui se trouvaient insolvables. Au point de vue juridique, pareille thèse est insoutenable, la solidarité n'étant en l'espèce que la conséquence de l'amende infligée au bénéficiaire du sursis et n'existant que par elle, il semble bien difficile d'admettre que l'on puisse invoquer contre ce bénéficiaire les effets d'une peine qui se trouvera peut-être n'avoir jamais existé.

Concluons sur ce fait, en formulant le vœu que la

solidarité, en matière d'amende, disparaisse de nos lois tôt ou tard.

V

Comment se paiera l'amende ? — Délais de paiement. — Sociétés de patronage. — L'épargne postale et les timbres pour frais de justice. — De l'agent de perception. — De la réduction des formalités précédant la poursuite. — Suppression de la présomption de l'article 420. C. I. Cr.

Nous arrivons maintenant à un passage plus délicat de notre étude, et nous allons examiner comment se paiera l'amende ?

Et d'abord nous posons en principe que jamais la peine pécuniaire ne doit se convertir en peine privative de la liberté. C'est là un principe que peut-être on ne peut absolument maintenir dans tous les cas, posé par le congrès de Christiania en 1891 (1), et qui mérite d'être examiné de près.

En effet, quand le magistrat, après avoir scrupuleusement examiné le délit qui lui est soumis, inflige au délinquant une peine d'amende, c'est qu'il est convaincu que par les qualités qui lui sont propres,

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1892 p. 316.

l'amende arrivera, dans le cas spécial, à provoquer la réaction contre le délit que réclame la société, et cela dans les meilleures conditions pour le délinquant. Or, il arrive que par la suite c'est l'emprisonnement et non plus l'amende, qui est appliquée. Et l'emprisonnement pour dettes, la contrainte par corps, c'est-à-dire la détention sans travail, subie dans des conditions beaucoup plus défectueuses que la prison correctionnelle. — Quel fruit veut-on que produise une peine ainsi dénaturée, à l'insu du juge ; si un aide maladroit remplace par un autre le médicament prescrit par le médecin, on ne s'étonnera pas que le malade meure ; or, on change radicalement la peine, et on s'étonne que le délinquant récidive.

Partant de ce principe, de la non-substitution de l'emprisonnement à l'amende, nous devons rechercher avec soin toutes les réformes, quelles qu'elles soient, tendant à rendre plus facile le paiement de l'amende.

Nous voudrions d'abord voir passer dans la législation pénale l'art. 1244 du code civil, c'est-à-dire que, dans un cas donné, le tribunal fixât au condamné des termes pour le paiement de l'amende ; une amende de 30 fr. par exemple, pourrait être payée en trois termes de 10 fr. chacun ; chaque paiement rappellerait de plus au condamné, et sa faute, et la peine à lui infligée, et le pousserait ainsi à se bien conduire. Nous savons que pratiquement cela se passe souvent ainsi ; l'administration, plutôt que de recourir à la toujours pénible extrémité de la contrainte par corps, accepte des paiements partiels ; on raconte que certains agents des brigades de sûreté ont pour principale fonction de pourchasser les contraignables récalcitrants et de leur arracher sou par sou le paiement de leurs amendes.

— Nous voudrions donc seulement voir la loi enregistrer cette pratique humaine, et les magistrats la régulariser dans leurs jugements.

Au 23^e congrès des jurisconsultes allemands tenu à Brême en 1895, M. Hamm, procureur général à Cologne, a déclaré dans la discussion que, dans son ressort, les amendes sont recouvrées à peu près intégralement depuis qu'on a pris l'habitude de recevoir des acomptes et d'accorder aux débiteurs des délais qui s'étendent jusqu'à 6 mois.

Le 22^e congrès des jurisconsultes allemands, tenu à Augsbourg en 1893, a émis le vœu suivant : « Il est « désirable qu'un règlement précis facilite le paiement « par fractions des amendes à tous les débiteurs qui « ne possèdent pas de ressources immédiatement « réalisables ». Ce vœu a été repris au congrès de Brême en 1895 ; on peut, a-t-on dit, s'entendre dans le but de faciliter la perception des amendes, avec les patrons ou les comités de patronage, pour recevoir des acomptes sur le salaire touché à chaque paie hebdomadaire. — Nous répondrons que l'encaissement des amendes n'est point du tout le rôle des sociétés de patronage tel qu'il est compris actuellement ; quant aux acomptes à verser par le patron sur le salaire de l'ouvrier, dans l'état actuel de notre législation, rien n'empêche l'administration de pratiquer une saisie-arrêt entre les mains du patron. — De nouvelles dispositions sont inutiles sur ce point, sauf bien entendu à reconnaître aux tribunaux le droit de fractionner le paiement de l'amende.

On a proposé (au congrès de Christiania), d'appliquer au paiement de l'amende le mode ingénieux de *l'épargne postale*. On sait en quoi consiste cette pratique : un individu achète dans un bureau des

timbres-poste, il les colle sur une feuille *ad hoc*, et les porte à la poste, où il les échange contre un crédit de même somme à lui ouvert à son livret de la caisse d'épargne postale.

La question du paiement des amendes de cette manière a été étudiée de très près par M. le Dr Felisch, conseiller au tribunal correctionnel de Berlin, lors du congrès de Brême, en 1895. M. Felisch imagine des timbres pour frais de justice « *gerichtskostenmarken*, » pour ménager l'amour-propre de celui qui va les acheter dans un bureau de poste. Tout le monde peut avoir à payer des frais judiciaires, on n'aime pas à avouer une condamnation à l'amende; mais il est entendu que ces timbres serviront au paiement de l'amende, voici de quelle manière : lors du jugement, on remet au condamné un carnet spécial, où est indiqué le montant de la dette, et les timbres spéciaux y sont collés au fur et à mesure des économies du délinquant. — Un inspecteur contrôle périodiquement l'apposition des timbres. — Ce système fonctionne, paraît-il, en Allemagne, en matière d'assurances ouvrières. C'est là un système bien compliqué, qui suppose que les condamnés sont des individus économes, laborieux, ayant des occupations sédentaires. Or, sans que pour cela un délinquant soit un vagabond ou un repris de justice, il réunit bien rarement ces qualités.

C'est assurément là un moyen ingénieux, mais il semble bien délicat à employer d'une façon générale; rien n'empêchera les condamnés à l'amende, lorsqu'ils auront obtenu des délais de paiement, de placer successivement leurs économies à la caisse d'épargne postale, et de les en retirer un peu plus tard pour les porter chez le percepteur et leur permettre ainsi de

payer leur amende. Mais nous doutons qu'ils le fassent, la prévoyance et l'économie ne sont pas les vertus dominantes des délinquants (1).

Pour le paiement de l'amende, la loi du 29 décembre 1873 (art. 25), a accompli une sage réforme en confiant aux percepteurs, au lieu des receveurs de l'enregistrement, le recouvrement des condamnations pécuniaires.

Les percepteurs chargés du recouvrement des impôts sont beaucoup plus à même de connaître la fortune et les ressources des contribuables; de plus, ils sont en plus grand nombre et plus rapprochés des délinquants que les receveurs de l'enregistrement. Les porteurs de contraintes instrumentent pour le percepteur à un taux beaucoup moins élevé que les tarifs ordinaires. Il y a là en somme une réforme utile (1).

Mais la réforme doit-elle s'arrêter là; non, car les formalités imposées par la loi et par l'habitude, sont fort longues et retardent d'autant soit le paiement, soit le moment où la contrainte peut être exercée.

1° Un avis amiable, sommation sans frais, est envoyé au condamné.

2° En cas de non-paiement, après un délai de 5 jours, commandement régulier entraînant avec lui des frais est remis par le porteur de contraintes.

3° 5 jours après la contrainte par corps peut être exercée.

(1) L'administration a toujours le droit de faire pratiquer une saisie-arrêt sur le salaire du condamné à l'amende. Les formalités et les frais de la saisie-arrêt des petits traitements ont été considérablement réduits par la loi de 1895. On peut s'étonner de voir cette voie d'exécution peu pratiquée par l'administration; elle nous semble cependant devoir être recommandée.

(1) *Journal officiel* des 24 et 25 décembre 1873, annexe n° 2082.

Enfin, étant donné le caractère mixte de la contrainte par corps dans notre droit, la loi de 1867 a distingué entre les solvables et les insolvable et ces derniers bénéficient d'une réduction de la contrainte par corps.

Cette insolvabilité est constatée suivant les modes indiqués à l'article 428 du Code I. Cr., c'est-à-dire :

1° Par la production d'un extrait du rôle des contributions constatant que le délinquant paie moins de 6 francs.

2° Par la production d'un certificat de non-imposition délivré par le percepteur.

3° Par un certificat d'indigence délivré par le maire et approuvé par le préfet.

Necroît-on pas que souvent des délinquants solvables arrivent à passer entre les mailles de ce filet tendu par l'administration.

Un ouvrier peut être très à l'aise, à même de payer une amende assez forte et cependant payer moins de 6 fr. d'impôt ; les certificats délivrés par le maire ne sont-ils pas quelquefois des certificats de complaisance ?

Il nous semble que souvent l'insolvabilité prouvée par les moyens du code d'instruction criminelle est une insolvabilité toute de convention qui ne correspond à rien de réel. A l'appui nous citerons ce fait qui montre en même temps avec combien peu de soin s'effectue le recouvrement des amendes : le rapport public de la cour des comptes sur l'exercice 1893, publié en 1896, contient notamment à sa page 34, un tableau tout à fait suggestif ; nous y trouvons des personnalités très parisiennes, désignées sous la rubrique « adresse inconnue » et des journaux qui font la fortune de leurs propriétaires sont notés comme insolvable.

Nous croyons qu'avec l'amende réformée, il y aura tout avantage à supprimer la disposition exceptionnelle de l'article 10 de la loi de 1867. En effet, si on peut comprendre jusqu'à un certain point que la loi diminue la contrainte par corps contre un débiteur insolvable parce que celle-ci est devenue une peine de remplacement de voie d'exécution qu'elle était tout d'abord, on ne comprendra plus d'adoucissement lorsque le délinquant aura la faculté de payer son amende au moyen de travaux de prestations par lui exécutés.

Lorsque l'insolvabilité a été constatée comme nous venons de le dire, l'administration dresse un tableau des solvables et des insolvable, l'adresse au parquet qui décide, en dernière analyse, contre qui sera exercée la contrainte. Nul doute que le parquet ne mette un grand soin à ce travail, mais il est bien certain cependant que souvent des erreurs s'y rencontrent, que quelquefois les recommandations entrent en jeu et que finalement les coupables échappent au châtiment.

Quant aux formalités qui précèdent la contrainte, nul doute qu'elles ne soient longues : elles permettent que, dans certains cas, il s'écoule plus d'un mois entre le prononcé du jugement et l'exécution de la peine ; peut-être y aurait-il lieu, sauf, comme on l'a vu précédemment, à fixer des délais par jugement, de réduire les différents délais et de supprimer, avec l'insolvabilité de convention de l'article 10 de la loi de 1867, une des sommations faites au débiteur. La question est délicate, quand on l'examine on se trouve pris entre deux idées contraires : 1^o le désir que la peine soit exécutée le plus tôt possible après le jugement, afin de ne pas laisser au délinquant le temps de s'éloi-

gner et afin de frapper plus vivement l'esprit du public par la rapidité du châtiment; 2^o cette idée fort juste, émise à l'Union internationale de droit pénal : c'est que sous peine de rendre l'amende illusoire, il faut toujours faire précéder les voies d'exécution corporelles d'une tentative de recouvrement sur les biens du condamné. Or cette tentative de recouvrement demande un certain temps.

Concluons en émettant les trois idées suivantes :

1^o Il faut rendre aussi rapide que possible le paiement de l'amende ;

2^o Le jugement de condamnation pourra fixer des termes de paiement ;

3^o Il faut supprimer l'insolvabilité conventionnelle de la loi de 1867.

VI

Des voies d'exécution. — De la contrainte par corps. — Objections faites à cette voie d'exécution.

Examinons maintenant ce que vaut la contrainte par corps. Elle joue encore actuellement un grand rôle dans notre législation pénale. Au cas d'une condamnation à l'amende, lorsque le délinquant ne peut ou ne veut payer, après l'accomplissement des diverses formalités que nous avons énumérées, on recourt à la voie d'exécution la plus rigoureuse que connaisse notre droit, à la contrainte par corps.

Que vaut cette mesure ?

On sait qu'autrefois la contrainte par corps était usitée en droit civil dans certains cas (stellionat, etc.), en droit commercial, et contre les étrangers. Pendant longtemps, l'opinion protesta contre cette mesure : en 1830, en 1848, elle fut violemment attaquée ; enfin, sur l'initiative personnelle de l'empereur Napoléon III, malgré l'avis de la commission du corps législatif, la loi du 21 juillet 1867 supprima la contrainte par corps en matière civile, commerciale, et contre les étrangers.

Mais on ne toucha pas à la contrainte par corps en matière pénale, on se contenta de la supprimer en matière de frais dus à l'Etat. Du reste, une loi de 1871 la rétablit dans ce cas particulier, pour des motifs purement fiscaux.

Un amendement avait bien été déposé par M. de la Guistièrre, tendant à la suppression de la contrainte par corps en matière pénale, pour les cas où elle serait également abolie en matière civile, mais cet amendement ne fut pas admis. — On s'explique difficilement les raisons qui le firent rejeter (1).

Car, à y regarder de près, tous les défauts de la contrainte par corps en matière civile se retrouvent dans la contrainte par corps en matière générale. — C'est une torture (2), disaient les adversaires de la

(1) Rapport supplémentaire de M. Josseau, député, *Moniteur* du 29 juin 1866 et D. P. 1867. 4. p. 85, note 3.

(2) Peut-être trouvera-t-on le mot torture, appliqué à la contrainte par corps, un peu excessif ; cette voie d'exécution a cependant été qualifiée beaucoup plus sévèrement. A l'égard d'un condamné insolvable, a dit un magistrat éminent, l'exercice de la contrainte devient un chantage s'il a derrière lui des parents que l'on puisse ainsi amener à payer, pour éviter le déshonneur de la prison à un de leurs proches ; ou une injustice s'il n'a personne qui puisse lui venir en aide, l'emprisonnement subi le mettant dans l'impossibilité de travailler, de subvenir aux besoins de sa famille, et cela sans autre résultat que de coûter à l'Etat des frais d'entretien et de capture. (V. *Revue pénitent.*, 1898, p. 201).

contrainte, or, la torture ne peut pas plus se justifier en matière pénale qu'en matière civile.

A vrai dire, la question n'a pas été comprise et n'a pas été étudiée par les législateurs de 1867 et de 1871. — Quoiqu'il en soit, nous grouperons sous plusieurs chefs les objections que l'on peut faire à la contrainte par corps :

1° Avec la contrainte par corps, on envoie dans le milieu corrompu des prisons, à l'occasion d'une faute peu grave, un homme qui n'est pas un criminel dangereux et qui risque seulement de devenir plus mauvais et plus corrompu en prison. — Lorsque le délinquant sort de prison, sa réputation est le plus souvent bien compromise ; le public ne distingue pas entre le malfaiteur qui vient de purger une courte peine, et le malheureux que l'impossibilité de payer une peine d'amende a fait incarcérer ; contre la contrainte par corps, avec les minima par trop faibles inscrits dans la loi, s'élèvent toutes les objections que l'on peut faire contre les courtes peines d'emprisonnement ;

2° Le plus grave défaut de la contrainte par corps vient du caractère mixte qu'elle revêt dans notre droit ; chez nous, en effet, elle est à la fois une voie d'exécution et une peine de remplacement. Dans ce dernier cas, la loi apporte des adoucissements : la preuve d'insolvabilité une fois administrée, la détention durera la moitié du temps fixé par le juge, sans pouvoir jamais dépasser six mois. Or, suivant nous, la détention infligée est trop douce comme moyen d'exécution : les termes fixés par l'art. 9 de la loi de 1867, n'ont rien de bien dur ; les tribunaux n'infligent jamais que le minimum de la contrainte par corps ; or, en faisant la preuve, preuve toute relative de l'in-

solvabilité, le délinquant ne subit la contrainte par corps que pendant la moitié du temps fixé par le jugement. — En 20 jours, le condamné aura purgé la contrainte pour une amende de 200 fr. (art. 9). — C'est là un exemple; on en pourrait donner d'autres; un condamné ayant encouru une amende de 750.000 fr. a été détenu pendant six mois seulement. — On voit donc que si la contrainte par corps est considérée comme une voie d'exécution, elle est beaucoup trop douce; la loi a dans cette matière établi des délais de détention beaucoup trop courts.

Si au contraire, nous considérons la contrainte par corps comme peine de remplacement, nous la trouvons beaucoup trop dure. Elle prive le délinquant du bénéfice de la condamnation à l'amende prononcée contre lui. Elle envoie en prison un individu dont le plus grand tort est d'être insolvable; elle désorganise la famille; dans les ménages pauvres, où la présence du père de famille est indispensable, d'abord pour veiller sur les siens, ensuite pour les nourrir, elle envoie en prison le chef du ménage. Cet homme peut se trouver sans travail, sans qu'il y ait là faute de sa part, et il ne peut pas dire, quand on vient l'arrêter : donnez-moi du travail pour me permettre de payer mon amende. La loi ne connaît que la contrainte par corps ;

3° Un autre reproche peut être adressé à la contrainte par corps, elle est actuellement fort mal organisée. Les détenus pour dettes doivent être rationnellement (1) séparés des autres détenus, et ils ne sont pas soumis à l'obligation du travail. On peut penser que sur leur demande, du travail pourrait leur être

(1) Décret du 11 nov. 1885, art. 32.

confié, mais on sait combien est difficile à organiser le travail des détenus, soit quand ils subissent de courtes peines de prison, soit quand ils subissent leur peine en cellule. Aussi, les *dettiers* étant dispensés du travail, l'autorité pénitentiaire se montre très peu disposée à leur en donner quand ils en demandent. De ce fait, il faut tirer une double conséquence : l'organisation actuelle de la contrainte par corps conduit à la démoralisation du détenu qui reste inactif durant sa détention ; ensuite, cette voie d'exécution est des plus coûteuses pour l'Etat ; et les détenus ne viennent même pas alléger un peu le budget par le faible produit de leur travail. — Le nombre des délinquants soumis à la contrainte est très considérable. En 1892, il y en a eu 32.056, dont 26.052 insolvable, et 6.004 solvable. Pour 17.898 insolvable, et 522 solvable, la contrainte a duré plus de quatre mois. On voit ce que doit coûter à l'Etat l'entretien de ces nombreux détenus, entretien qui n'est compensé par aucun profit, puisque ces détenus ne travaillent pas, et que souvent la société, par les bureaux de bienfaisance, par les sociétés de charité, est obligée de venir en aide soit aux victimes du délit, soit aux familles des détenus. Dans ces conditions, la contrainte par corps ne fait qu'ajouter au fardeau qui pèse sur les contribuables par suite des délits toujours croissants. Suivant la statistique criminelle de 1894, la contrainte par corps est exercée une fois sur trois ; en comptant les délits spéciaux, il y a eu, en 1874, 93.718 condamnations à l'amende, et la contrainte a été exercée contre 32.056 individus.

Enfin nous pouvons constater que la contrainte par corps est d'une efficacité douteuse ; beaucoup de gens, qui ont su dissimuler leur avoir, aiment mieux subir

une détention très douce, et toujours de faible durée, que de payer l'amende. C'est pour eux tout bénéfice. On évalue (Rev. pénit.) (1) à 42 0/0 le produit du recouvrement de l'amende ; et encore ce chiffre nous semble-t-il être au-dessus de la vérité. On peut comparer le recouvrement de l'amende au recouvrement des frais, depuis 1871 la contrainte par corps garantit le recouvrement de ceux-ci, or en 1894 les frais avancés se montent à 40,188,071 fr. et les frais recouvrés ne s'élèvent qu'à 1,189,032 fr., un peu plus de 10 0/0, c'est véritablement bien faible.

Pour toutes les raisons que nous venons d'énumérer, nous croyons que la contrainte par corps occupe dans notre droit pénal une place beaucoup trop grande : nous croyons qu'elle ne doit pas rester l'unique mesure d'exécution pour les condamnations pécuniaires ; nous examinerons plus loin la question de savoir si elle doit être complètement supprimée ou maintenue dans certains cas, et comment elle doit être organisée à l'avenir pour produire de bons résultats.

(1) Année 1893, p. 718.

VII

**Principe directeur de la réforme.— Etude
des lois de 1859 et de 1873 sur les
prestations pénales. — Historique. —
Application. — Résultats pratiques.**

Nous allons examiner maintenant par quels moyens on arrivera à rendre plus facile le paiement de l'amende, et par là même à diminuer, nous ne disons pas à supprimer, la sphère d'application de la contrainte par corps ; après les critiques nullement exagérées que nous avons fait de cette voie d'exécution, c'est là un souhait auquel tous doivent se joindre.

Il convient au début de ces explications de rappeler le principe, déjà énoncé plus haut, posé par l'union internationale de droit pénal en 1891 au congrès de Christiania : « Il faut autant que possible exclure la transformation de l'amende irrécouvrable en peine privative de la liberté ». C'est là ce qui a lieu avec la contrainte par corps. Pratiquement le principe plus haut posé se résoud dans les propositions suivantes : Lorsque un délinquant, condamné à l'amende, est insolvable, il est bon, dans son intérêt et dans l'intérêt social, qu'il ne soit pas privé, à cause de son insolvabilité, du bénéfice de la condamnation à l'amende. L'Etat peut ou doit lui offrir, dans ses ateliers, dans ses chantiers, le moyen de payer par son travail, l'amende à laquelle il a été condamné. Nous posons ici un principe très général, le condamné a-t-il le droit

absolu d'exiger de l'Etat du travail pour payer son amende ; droit auquel correspondrait pour l'Etat le devoir absolu de fournir ce travail ; ou, au contraire, y a-t-il là simple facilité, simple faculté offerte par l'Etat qui se réserverait toujours le droit d'accorder ou non au condamné la libération au moyen du travail ? C'est là une question délicate que nous discuterons plus loin.

Pour le moment, après avoir constaté ce principe, nous observerons qu'il n'est en somme pas nouveau dans notre droit et que deux fois déjà il a été consacré par le législateur.

Nous étudierons ces deux textes et dans leur origine et dans leur application.

Les textes à étudier sont les suivants : 1^o l'art. 210 § 3 et suivants du code forestier, texte de la loi du 18 juin 1859, interprété par le décret du 21 décembre 1859 ;

2^o L'art. 6 de la loi du 25 mars 1873 qui règle la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie.

Enfin on peut signaler, dans le même ordre d'idées, un texte qui, s'il était jamais voté, permettrait aux tribunaux de convertir l'emprisonnement en journées de travail : c'est le projet de code pénal français publié en 1893 qui s'exprime ainsi dans son article 23 : « Les arrêts de police peuvent, sauf en cas de récidive dans l'année, être convertis par le tribunal, sur la demande du condamné, en un nombre égal de journées de travail au profit de la commune dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique ».

Si nous nous reportons à l'exposé des motifs de la loi de 1859 (1), nous voyons que les prestations ont été

(1) V. *Monit.* du 28 avril 1859 et D. P. 1859, 4, p. 95 et suiv.

empruntées à la législation de plusieurs états d'Allemagne, notamment de la Bavière et du Grand-Duché de Bade (1). « L'Etat, dit le rapport fait au Corps législatif, qui aura ce moyen (les prestations) de ne perdre ni ses frais ni sa peine, reculera d'autant moins à poursuivre des délits qui, jusque-là, n'étaient en réalité passibles que de la contrainte par corps » (2).

Le législateur poursuivait, en édictant l'article 210, un triple but :

1° Rendre la répression plus énergique et plus facile, en diminuant en cette matière le domaine de la contrainte par corps, en facilitant aux délinquants le paiement de l'amende à eux infligée, « sans perdre leur liberté et sans s'abriter dans une impunité trop souvent tolérée et toujours dangereuse » (3).

2° Rendre la répression plus économique en enlevant aux départements l'entretien de nombreux détenus, en faisant bénéficier l'administration forestière du produit du travail des délinquants. « Ce système, dit l'exposé des motifs, dégrève les départements forestiers qui ont la charge des prisons et qui sont tenus, pour loger les condamnés, à des dépenses considérables de bâtiments ; il rend à l'Etat plus d'un million qui représente les condamnations tombant, tous les ans, en non-valeur » (4).

3° Enfin mettre à la disposition de l'administration des forêts une main-d'œuvre économique qui pût accomplir les travaux de reboisement et d'aménagement que la loi de 1859 désirait encourager. Notons

(1) Exposé des motifs, n° 34.

(2) Rapport de M. Lélut au Corps législatif, n° 75.

(3) Exposé des motifs, n° 34.

(4) Exposé des motifs, n° 34.

que la prestation pouvait s'accomplir sur les chemins vicinaux, objet à maintes reprises de la sollicitude du gouvernement impérial.

Tel était le but de la loi de 1859; nous devons, avant de voir s'il a été atteint, examiner le texte voté en 1859 et le décret qui l'a interprété.

Une grande réforme eut lieu en 1859 dans la législation forestière : la loi, dans le nouvel article 159 C. F. § 3, conféra aux agents forestiers le droit qu'avaient déjà les agents des douanes, des postes, des contributions, le droit de transiger soit avant les poursuites, soit après le jugement, mais dans ce dernier cas, sur les peines et réparations pécuniaires seulement.

Un pas restait à faire pour rendre la loi vraiment pratique, c'était de faciliter à tous les délinquants insolubles, toujours très nombreux, l'exercice de ce droit de transaction, c'est ce que vint décider l'article 210, § 3, nouveau texte, du code forestier, en édictant que dans le but que nous avons énoncé plus haut, les insolubles pourraient se libérer en prestations de travail, alors qu'ils auraient été condamnés à des peines pécuniaires. Le § 3, alinéa 2 de l'article 5 du décret du 21 décembre 1859, dispose en outre que : les conservateurs peuvent accorder aux délinquants remise d'une partie des journées de prestation, ou les décharger de l'exécution d'une partie de la tâche à fournir.

Le texte et les travaux préparatoires sont d'accord pour faire de ce mode de libération une simple facilité de paiement ; le condamné n'a pas le droit d'exiger la conversion de son amende en prestations, il ne peut, aux termes de la loi, qu'adresser une demande en ce sens à l'administration des forêts qui décide souve-

rainement à cet égard. (Décret du 21 décembre 1859, art. 3).

Remarquons que contrairement à l'opinion de la commission nommée en 1851 par l'Assemblée législative pour examiner un projet analogue à la loi de 1859, l'article 210 n'admet que les insolvable à se rédimer par le travail, sous prétexte que cette faculté donnée à tous les délinquants aurait pu donner naissance à de nombreux abus (1).

L'article 21 § 4 de la loi de 1859 dispose que : le conseil général fixe pour chaque commune la valeur de la journée de prestation. Ce paragraphe mérite quelques observations. On sait que le conseil général est déjà appelé à déterminer la valeur de la journée de travail pour les prestations vicinales. Or l'intérêt du département est que les contribuables se libèrent de cet impôt en argent et non en nature, en conséquence le conseil général fixe un tarif très bas, on pourrait dire très ridicule, afin d'encourager le rachat en argent. Dans le cas de l'article 210, du code forestier il faut au contraire que l'estimation soit élevée pour exciter les délinquants à adopter le mode de libération qui leur est offert ; on voit que nécessairement il y a antinomie entre les deux décisions du conseil général, et ce qu'il y a de plus fâcheux c'est que le travail des contribuables, le travail libre, est payé moins cher que le travail des délinquants, l'antinomie disparaîtra difficilement. Il nous semble néanmoins que le législateur eut tort de ne pas accepter ce que proposait en 1859 le gouvernement impérial : l'exposé des motifs de la loi de 1859 proposait de remettre au sous-préfet la fixation du tarif de la journée de prestation :

(1) Exposé des motifs, n° 32.

« éclairé par l'avis de l'administration des forêts, ce fonctionnaire réunit toutes les conditions de lumière et d'impartialité » (1).

Suivant les travaux préparatoires, l'insolvabilité doit être constatée suivant les formes de l'article 420 du code d'instruction criminelle qui forme le droit commun en cette matière. Néanmoins, aux termes de l'article 4 du décret du 21 décembre 1859, les agents forestiers sont admis à donner leur avis à ce sujet.

Passons maintenant à l'organisation pratique de l'exécution des prestations telle qu'elle résulte de la combinaison de l'article 210. C. F., et du décret du 21 décembre 1851.

L'article 2 du décret dispose : les délinquants admis à se libérer au moyen de prestations en nature reçoivent, à la diligence des agents forestiers, un avertissement indiquant :

1^o Le nombre de journées de prestations ou la tâche à fournir ;

2^o Le lieu où le travail doit être exécuté ;

3^o Le délai dans lequel il doit être terminé.

Le travail des délinquants est surveillé dans les forêts par les agents de l'administration forestière, sur les chemins vicinaux par les cantonniers et agents voyers. Ceux-ci ont un certain pouvoir disciplinaire sur les délinquants, et en cas de négligence, de mal-façon, d'inexactitude, de désobéissance ou de toute autre faute grave, le délinquant peut être déclaré par les agents compétents déchu du bénéfice de la libération par le travail. Il est alors procédé contre lui, par les voies ordinaires, à l'exécution du jugement, en

(1) Exposé des motifs n^o 32. Rapport de M. Lélut au Corps législatif, n^o 62.

faisant toutefois déduction du travail par lui accompli. (Art. 8 et 14 du décret du 21 décembre 1859).

Le travail peut être réparti de deux manières : ou bien le délinquant travaille à la journée d'après le tarif fixé par le conseil général, ou bien la prestation est accomplie en tâche (art. 7 et 12), moyen avantageux pour les deux parties. Ce sont les agents de l'administration qui décident si la prestation peut être fournie en tâche ; dans ce cas (art. 7), cette tâche est déterminée par les agents forestiers d'après le nombre des journées nécessaires à son achèvement.

Enfin l'administration peut se trouver en présence de délinquants dans un état absolu de dénuement, dans ce cas, aux termes de l'article 6 du décret du 21 décembre 1859, « une allocation pour frais de nourriture est attribuée aux délinquants insolubles qui en font la demande. »

Le taux de cette allocation est déterminé par le décret, art. 6, « elle ne peut être inférieure au tiers, ni supérieure à la moitié du prix de journée fixé par le conseil général ; elle est déterminée par le préfet. » Le montant de cette allocation est naturellement déduit de la valeur de la journée de travail.

Telles sont, brièvement exposées, l'origine et l'économie des dispositions qui régissent les prestations pénales en matière de forêts et de chemins vicinaux. Il nous reste à dire, pour permettre de sainement juger cette mesure, comment elle est appliquée en pratique et quels en sont les résultats.

Nous constatons d'abord que si la loi de 1850 prévoit dans son texte et dans son esprit tel qu'il résulte des travaux préparatoires, une application très étendue des prestations, actuellement ces prestations sont

employées d'une manière très restreinte par l'administration des forêts.

Et d'abord en fait, la prestation ne s'applique guère que pour les affaires dans lesquelles le montant des amendes et des frais atteint au plus 1,000 francs.

En second lieu, dans un grand nombre de départements, pour éviter les ennuis que peut causer aux agents la surveillance des détenus, on n'accorde pas de transactions en nature ; parmi ces départements, il faut citer : la Côte-d'Or, le Doubs, l'Yonne. Au contraire dans le Jura et dans les Vosges on accorde de ces sortes de transactions (1).

On sait en outre que la loi ne permet l'application de cette mesure qu'aux insolvables. Or dans ceux-ci, il faut encore que l'administration fasse un choix. Si en effet on a affaire à des délinquants trop mauvais sujets, les agents n'ont pas à leur disposition des moyens coercitifs assez énergiques pour les forcer au respect et au travail, il peut même être dangereux de les introduire en forêt, où ils pourraient commettre de nouveaux délits et tendre des collets pendant que le garde aurait le dos tourné. Si on a affaire à des délinquants trop pauvres, il faut leur donner des allocations de nourriture qui peuvent s'élever à la moitié (art. 6 du D. du 21 décembre 1859) de la valeur des sommes dues et qui sont récupérées par un allongement proportionnel du nombre des journées de travail. Or souvent les délinquants, qui n'ont pas beaucoup de bonne volonté, ne fournissent que de la mauvaise besogne (2).

Enfin, par la force même des choses, les transactions

(1) Revue pénitentiaire 1893, p. 865.

(2) Revue pénitentiaire 1893, p. 865.

en nature produisent dans chaque région des résultats très différents. Dans les départements comme les Vosges ou la Haute-Saône où il y a beaucoup de bois appartenant aux communes, l'intérêt de tous est en cause, et les habitants tiennent en général la main à ce que le domaine commun ne soit pas attaqué et à ce que les délits commis dans ces bois soient soigneusement réparés. Dans ces régions les transactions en nature donnent de bons résultats (1).

Mais il n'en est plus de même quand il s'agit de protéger les forêts de l'Etat ou des particuliers; on trouve alors une résistance qui n'est pas toujours passive. On avait cru, et les travaux préparatoires l'indiquent, que l'on pourrait employer les prestataires aux travaux de reboisement, mais il s'est trouvé que sur plusieurs points la résistance des travailleurs, déjà de mauvaise volonté, a été appuyée par les menaces des habitants qui ne veulent pas qu'on reboise afin de pouvoir envoyer leurs troupeaux brouter les moindres vestiges de végétation (2).

On prétend encore que beaucoup de délinquants, lorsqu'on exige d'eux certains travaux, ne les exécutent pas, se font nourrir et entretenir, de sorte que l'administration ajoute à la perte de l'amende la charge de loger dans certains cas et de nourrir des gens qui ne méritent aucune espèce d'intérêt. Cette observation nous semble quelque peu exagérée, et en tous cas, la contrainte par corps cause autant de dépenses à l'Etat, y ajoute encore la honte de l'emprionnement et le danger de démoralisation qui en résulte.

(1) Revue pénitentiaire 1893, p. 865.

(2) Revue pénitentiaire 1893, p. 867 et 868.

— Nous avons exposé les résultats mauvais de la réforme de 1859, il nous reste à en faire ressortir les conséquences heureuses qui pour nous font pencher la balance en faveur des prestations.

Et d'abord, si faibles que soient les résultats obtenus, ils évitent la contrainte qui est onéreuse pour le propriétaire de la forêt, et enfin la répression n'est pas nulle comme il arrive lorsque la contrainte n'est en réalité pas exercée. Dans le Jura et dans les Vosges, les prestations donnent de bons résultats, il en serait sans doute ainsi dans d'autres départements si l'administration voulait y appliquer les prestations.

Il convient ensuite d'observer que le faible résultat (1) (40 à 45 0/0) des prestations, encore qu'il soit plus considérable que le résultat négatif que donnerait la contrainte, ne donne pas une idée exacte du bénéfice retiré par l'administration du travail des prestataires. Dans la statistique on ne comprend pas les transactions en nature qui se font sur le procès-verbal avant les poursuites ; tandis qu'on paraît poursuivre par exemple 40,000 délits, il y a eu 150,000 procès-verbaux dressés. Dans bien des cas la transaction est des plus utiles ; à quoi bon en effet poursuivre un insolvable même récidiviste, faire des frais irrécouvrables et en définitive saisir un mobilier ne comprenant qu'un lit qui échappe à la vente forcée ? Avec la transaction on peut dire au délinquant : « Je ne te poursuivrai pas, mais tu feras tant de journées de travail » et il arrive ainsi qu'un insolvable qui jamais

(1) Le département où est le plus élevé le rapport de la valeur en argent des travaux diminués des frais de nourriture au montant des condamnations encourues et prononcées est le département de la Meuse, où ce rapport atteint 48,53 0/0. V. Revue pénitentiaire 1893, p. 1033.

n'aurait pu payer, travaille pour s'éviter une condamnation.

Suivant M. Vandal, directeur général des eaux et forêts sous l'empire, des maraudeurs de rivière souvent très dangereux ont été employés avantageusement à des travaux de faucardement répugnant à des ouvriers ordinaires, parce que il faut, en plein soleil, piétiner dans une vase malsaine. Cette population acclimatée pouvait y travailler sans aucun risque (1).

Nous terminons ces explications en disant que somme toute, les prestations en matière forestière ont donné de bons résultats et que si ces résultats n'ont pas été meilleurs cela tient surtout à l'administration des forêts. Nous avons vu en effet que dans un certain nombre de départements, les prestations ne sont pas employées. En outre pour donner une idée de la routine de certaines administrations, il convient peut-être de rappeler deux faits cités par M. Babinet, conseiller à la Cour de cassation, à la séance de la Société générale des prisons du 21 juin 1893 (2).

1° Quand l'administration des ponts et chaussées eut hérité (héritage qui lui a été repris depuis) d'une partie des attributions de l'ancienne maîtrise des eaux et forêts, elle se refusa formellement à exercer le droit de transiger, dans tous les cas elle poursuivit.

2° Dans les poursuites, l'administration ne voulait pas employer ses agents pour citer les délinquants en justice, alors que cela lui aurait été permis par le code forestier ; elle faisait signifier ses citations par ministère d'huissier. L'intervention de l'huissier avec son transport élevait environ à huit francs les frais

(1) Revue pénitentiaire, année 1893, p. 867.

(2) Revue pénitentiaire, année 1893, p. 867 et 868.

pour arriver au paiement d'une condamnation de 10 francs, tandis que les agents forestiers délivraient auparavant des citations pour trente centimes.

Quand une administration a de telles pratiques, il n'est pas étonnant que les réformes les mieux comprises et les mieux étudiées ne donnent que des résultats médiocres. Quoiqu'il en soit nous pensons que les prestations forestières ne sont pas pour décourager ceux qui, comme nous, proposent une réforme de l'amende.

Le deuxième texte de notre droit où se trouve reproduit le principe des prestations pénales est l'article 6 de la loi du 25 mars 1873. Cette loi a pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie. L'article 6 dispose qu'« à défaut de paiement dans la quinzaine des premières poursuites, les condamnations à l'amende et aux frais sont de droit converties en journées de travail pour le compte et sur les ateliers de la colonie, d'après le taux et les conditions réglés par arrêté du gouverneur en conseil » (1).

On le voit, il ne s'agit plus ici, comme dans le code forestier, d'une facilité de paiement donnée au condamné, la transformation de l'amende en prestations est ici de droit, après un certain délai de 15 jours, dont le point de départ est la date des premières poursuites, c'est-à-dire la date de la signification du commandement au condamné. M. d'Haussonville (2) rapporteur de la loi à l'Assemblée nationale, donne de cette disposition les motifs suivants : souvent il serait difficile

(1) *Journal officiel*, 9 juin 1872, annexe n° 1185 et 21 juillet 1872, annexe n° 1363.

(2) V. Rapport, n° 8. *Journal officiel*, loc. cit. et D. P. 73, 4 p. 49 et 50.

aux déportés d'acquitter en argent ces condamnations, et en effet le plus souvent ces déportés sont très pauvres ; — et d'ailleurs il est souvent désirable que les déportés ne soient point contraints à diminuer le petit pécule nécessaire à leur exploitation ; ce sont là des raisons fort plausibles et de nature à légitimer pleinement l'article 6. Et alors, à défaut de paiement dans la première quinzaine, les condamnations sont converties en journées de travail pour le compte et dans les ateliers de la colonie.

La seconde partie de l'article qui prévoit le cas où les prestations remplaçant l'amende, n'auront pas été exécutées, dispose que : « Faute de satisfaire à cette obligation, les délinquants sont contraints à acquitter leurs journées de travail sur les ateliers de discipline. »

On le voit, en cas de mauvaise volonté évidente, lorsque le condamné n'a pas jugé à propos de venir travailler sur les chantiers de la colonie, chantiers du travail libre, où le condamné travaille comme un ouvrier ordinaire, au même taux et sans une surveillance déshonorante, au lieu d'employer contre lui la contrainte par corps de notre droit, moyen qui serait peu efficace sur des déportés, on contraint le condamné à travailler, non plus dans les ateliers de la colonie, dans les ateliers du travail libre, mais dans les ateliers de discipline dant l'article 5 de la loi du 25 mars 1873 autorise la création. Dans ces ateliers les condamnés à des peines de prison sont astreints à un travail qui, dans l'esprit du législateur, devait remplacer l'emprisonnement. Le régime nécessairement débilitant des prisons ne pourrait, a-t-on dit, être longtemps supporté sous un climat comme celui de la Nouvelle-Calédonie.

Tel est l'esprit de la loi de 1873 ; malheureusement,

loi de circonstance, elle n'a été appliquée que peu de temps : promulguée en 1873 (25 mars), elle ne fut sans doute exécutée en Nouvelle-Calédonie qu'en 1874. Or rendue nécessaire par le grand nombre de déportés envoyés à la Nouvelle-Calédonie par les tribunaux à la suite des événements de 1871, elle a perdu tout ou presque tout son intérêt en 1880 lors de l'amnistic qui a ramené en France tous ces déportés. Actuellement il n'y a plus ou presque plus de déportés. Il en résulte que la loi n'a été appliquée que pendant 6 ans ; c'est bien peu pour porter sur elle un jugement équitable. En tout cas, il ne paraît pas qu'elle ait produit de mauvais résultats et elle montre que le législateur, dans une mesure exceptionnelle il est vrai, n'a pas craint d'édicter des règles qui sont le contraire de notre droit actuel et que cependant il serait peut-être désirable de voir étendre à tous les cas.

VIII

Réforme proposée en 1895, au Sénat, par M. Michaux.

En 1885, le 12 mai, MM. Michaux, Schœlcher, Béral, Mazeau, Tolain, Naquet, sénateurs, présentèrent une proposition de loi destinée à combattre la récidive en établissant dans nos lois le sursis et le pardon. On sait dans quelle mesure ces principes sont passés dans notre droit par la loi du 26 mars 1891 ; à côté de ces dispositions, le projet établissait un système des plus

curieux où se combinaient l'emprisonnement, les journées de travail, l'amende, et qui avait pour but de remplacer les courtes peines d'emprisonnement.

L'article 4 du projet (1) est ainsi conçu : « lorsqu'un tribunal correctionnel aura prononcé une peine d'emprisonnement d'une durée moindre de deux mois, les jours de prison seront remplacés par un nombre égal de journées de travail ».

C'est là la substitution du travail forcé sans emprisonnement à la prison, substitution demandée par plusieurs jurisconsultes et que nous avons critiquée ailleurs, disposition adoptée avec quelques modifications par le projet de code pénal français.

« Il sera loisible au condamné de convertir ces journées de travail en une amende égale à leur évaluation ».

L'exposé des motifs énonce ainsi les raisons qui ont déterminé cet article : « afin de compléter la réforme que nous poursuivons, il convient, pour les faits qui nécessiteront un châtiment effectif, de remplacer les courtes peines de prison par des peines pécuniaires payables soit en argent, soit en journées de travail. » Mais pourquoi ne pas prononcer tout de suite une condamnation à l'amende : si le condamné est insolvable, il paiera, sinon il demandera la conversion de son amende en journées de prestations et, s'il est dans un cas où la loi permet cette substitution, sa demande sera accordée.

Si l'article 4 peut paraître inutile, et en effet il l'est, car les juges prononceront toujours une condamnation à l'amende au lieu d'une condamnation à l'emprisonnement pour ne pas avoir à recourir à ces substi-

(1) *Journal officiel*, Sénat, sess. ord. 1885, annexes n° 137.

tutions compliquées, on doit reconnaître que l'article 5 contient d'excellentes dispositions qui, depuis longtemps, devraient avoir été votées, et qui auraient introduit dans notre législation le principe des prestations pénales et le principe des délais et des cautions en matière d'amendes. Voici le texte de l'article 5 : « En prononçant une condamnation à l'amende, les tribunaux peuvent ordonner que le paiement en sera fait par fractions moyennant telle garantie ou caution qu'ils détermineront.

« Ils pourront aussi convertir l'amende en journées de travail si le condamné le demande ou, s'il est insolvable, sans que le nombre de ces journées puisse toutefois dépasser le nombre de jours de contrainte par corps qu'aurait subi le condamné au cas de non-paiement de l'amende. »

On peut citer les motifs donnés par les auteurs du projet ; « Cette substitution sera profitable à ceux qui auront des devoirs de famille à remplir, et elle devra être mesurée en conséquence ; elle devra surtout être pratiquée de la façon la plus en rapport avec les habitudes professionnelles des délinquants. Ainsi, dans les villes où la journée de travail a plus de valeur et où le paiement en argent sera préféré, il conviendra de faciliter l'acquittement en autorisant les cautions et les libérations par acomptes. » Ensuite l'exposé des motifs énumère les avantages de la réforme : dans les campagnes, l'organisation du travail sera très facile, d'autant plus qu'on choisira pour le faire des époques déterminées ; le condamné ne sera pas séparé de son milieu et ne sera pas corrompu par la prison ; les prisons seront désencombrées et il en résultera une grande économie pour l'Etat. Le 22 décembre 1885, sur le rapport de

M. Béral, la proposition de M. Michaux fut renvoyée à la commission déjà saisie de la proposition de M. Bérenger relative au sursis, après avoir été prise en considération par le Sénat. La commission ne crut pas devoir s'arrêter à cette réforme et jugea que le sursis était suffisant ; voici les motifs donnés par M. Bérenger dans son rapport au rejet de la proposition concernant les prestations pénales. « La commission n'a pas cru devoir s'arrêter à cette combinaison. La journée pénale, sous forme de prestation, sans doute, serait pour le pauvre l'exécution publique de la peine, aussi fatale peut-être que la prison, et la conversion du travail en amende serait pour le riche le droit de racheter la peine à prix d'argent. ».

IX

De l'établissement des prestations. Objections et réponses.

Après avoir fait la critique des courtes peines d'emprisonnement, de la contrainte par corps telle qu'elle fonctionne actuellement, après avoir démontré les bienfaits de l'amende, il convient d'aborder la partie positive et le point principal de notre travail, en montrant comment sera remplacée la contrainte par corps dans la plupart des cas.

A l'heure actuelle on n'aboutit à rien avec les condamnés insolubles ; l'exercice, contre eux, de la contrainte par corps n'est qu'une charge pour l'Etat et un danger de démoralisation pour eux. Il faut faire autre

chose et organiser pour les condamnés insolvable un mode de prestation qui serait une peine pour celui qui a commis la faute, sans avoir rien de dégradant, sans le faire passer pour un fait peu grave, dans la catégorie de ceux que l'on appelle des « repris de justice ». Cette définition, qui est de l'éminent M. Guilot (1), donne tous les caractères de ce que doivent être les prestations de travail qui doivent remplacer l'amende irrécouvrable.

Il y a, en effet, lorsqu'on examine la question de l'amende irrécouvrable, deux points à noter sérieusement : 1° Il faut que la peine encourue soit subie d'une manière ou d'une autre, et d'une manière plus sérieuse que la contrainte par corps actuelle; 2° il ne faut pas que cette amende irrécouvrable se résolve en un emprisonnement, car si le danger de la contagion pénitentiaire peut, jusqu'à un certain point, être évité par le régime cellulaire, les détenus sortant tous du même établissement, il reste quand même le préjugé de la société à l'égard du criminel le moins dangereux.

Or, par la définition même des prestations on voit qu'une peine sérieuse est subie par l'insolvable et que celui-ci n'est pas exposé aux dangers de la contagion pénitentiaire.

Du reste, en théorie, les prestations se justifient parfaitement; en somme, il est dur d'emprisonner un homme parce qu'il ne peut payer; n'a-t-il pas le droit de prétendre qu'il est sans travail et que, si on lui offrait du travail, il pourrait par le produit payer son amende et ne pas aller en prison. L'Etat doit-il offrir du travail à tous les délinquants insolvable? On

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1893, p. 873.

est tenté de répondre non, car, en somme, ils ne méritent pas plus d'intérêt que les malheureux honnêtes. Mais il faut remarquer que la société a un intérêt considérable à ce que la peine soit subie dans des conditions qui ne lui soient point préjudiciables, et que, par conséquent, sinon dans l'intérêt des délinquants, du moins dans son intérêt propre, elle doit offrir du travail aux délinquants. L'homme qui n'a point d'argent pour payer son amende ne peut point se défendre si on lui dit : « Faites des travaux, travaillez pour nous sur les routes et acquittez ainsi la dette que vous avez contractée. »

Ainsi, en théorie, et à ne considérer que l'intérêt général de la société, les prestations pénales sont admissibles par tous. Il convient d'examiner les objections qu'on a faites à leur établissement et d'y répondre :

1° A quels travaux seront occupés les condamnés insolvable? On parle d'étendre simplement le bénéfice de l'article 210 du code forestier à toute matière, c'est fort bien; mais les travaux forestiers, l'entretien ou même la création de chemins vicinaux, offriront-ils assez de besogne aux bras innombrables que fournira l'application du nouveau mode de paiement, du paiement par le travail? Et alors que feront les insolvable? On les convoquera à un jour donné sur une route et il se trouvera que la route est bien entretenue.

On a nié l'objection et on a prétendu que les travaux ne manquaient pas : les besoins de la voirie se trouvent partout, et ils offriront, on peut le dire, une ressource illimitée; il y aura toujours des chemins à entretenir ou à améliorer. On remarquera que les insolvable travailleront non seulement pour le

compte de l'Etat, mais aussi, suivant les cas, pour le compte du département ou de la commune. Dans les villes, nous aurons les travaux d'édilité publique, le balayage des rues, l'arrosage, en hiver, l'enlèvement des neiges et des boues. Nous avons rappelé ailleurs que les forçats accomplissaient ces besognes dans les villes où étaient situés les anciens bagnes : Brest, Toulon, Rochefort. A Berlin, ce sont les condamnés qui nettoient les égouts; en Algérie, dans certaines villes, les condamnés nettoient les rues. A la campagne, outre les travaux nécessités par l'entretien des chemins vicinaux, ne pourrait-on employer les insolubles au défrichement, au drainage. En Suisse, outre le nettoyage des villes, on emploie dans les montagnes les condamnés aux travaux d'endiguement et de sylviculture. Rappelons enfin que nous avons en France la prestation libre, c'est la prestation des contribuables qui, à la campagne, quand ils ne peuvent se racheter en argent, vont sur les routes accomplir des journées de travail sous la conduite d'un agent voyer. Du reste, rien n'empêcherait d'adopter le système en usage dans le canton de Vaud. Si le travail ne peut être continu, il y a des sessions de travaux analogues à nos sessions d'assises, pendant lesquelles l'insolvable est invité à venir accomplir les travaux qui, pour lui, doivent remplacer l'amende. Cette idée répond, parfaitement il nous semble, à l'objection tirée de l'insuffisance du travail à donner aux prestataires. Et d'ailleurs, nous le répétons, les travaux de la voirie, les travaux de terrassement sont nombreux et importants sur tous les points de notre territoire. Qui sait, si au moyen de la main-d'œuvre abondante fournie par les insolubles, on ne pourrait tenter de grands travaux d'utilité publique depuis longtemps à l'état de projet

Qu'on remarque aussi que le travail qu'accompliront les prestataires est un travail de terrassier, c'est-à-dire une besogne qui ne demande aucun apprentissage, mais seulement la vigueur nécessaire pour manier la pelle et la pioche, et à laquelle tous les délinquants des campagnes et la majeure partie des délinquants des villes seront tout préparés. Ajoutons que nous pourrions fixer à ce travail un prix relativement élevé, afin d'encourager les délinquants insolvable à se libérer par ce moyen ; nous supprimerons ainsi la concurrence que pourrait faire le travail des insolvable au travail libre. Le prix relativement élevé auquel sera coté le travail des prestataires ne grèvera pas outre mesure le budget, car lorsqu'il s'agit de terrassements, étant donnée la facilité du travail qui nécessite seulement de la vigueur et de la bonne volonté, l'apprentissage sera nul et les malfaçons seront rares. Or, on sait que c'est pour ces deux raisons, apprentissage et malfaçons, que le travail industriel fait dans les prisons est coté si bas et vient ainsi faire au travail libre une concurrence souvent très nuisible.

II. Nous en arrivons à la deuxième objection faite contre l'établissement des prestations pénales. Cette objection a trait à la surveillance et à la discipline des chantiers de prestations pénales. On nous dit : le milieu des insolvable ne sera certainement pas un milieu d'un niveau moral supérieur à celui des prisons départementales actuelles. L'amende étant plus fréquemment appliquée qu'aujourd'hui, nous trouverons sur ces chantiers des petits voleurs, des ivrognes et surtout des batailleurs ; sans compter le troupeau des insolvable condamnés pour de simples contraventions ; la discipline ne sera-t-elle pas quel-

quefois troublée dans ces chantiers ? Nous ne serons plus en effet ici à la maison d'arrêt où un seul gardien suffit à surveiller 20 ou 30 détenus, qu'il les enferme en cellule ou dans une salle commune. Le travail ici aura lieu en plein air, il y aura là en somme des individus dont le plus grand tort est d'être insolvable, en conséquence il serait peut-être inhumain de les soumettre à la règle du silence, et dans ces conditions comment fera-t-on régner la discipline dans le chantier ? Qui présidera à l'exécution des prestations ? Qui surveillera les prestataires ? Quelle autorité assurera l'exécution pénitentiaire du travail ? Dans les villes les agents de police ? Dans les campagnes, la gendarmerie, le garde champêtre ? Pour les premiers ce n'est guère leur mission, et en outre ils ont déjà beaucoup d'occupations ; s'ils veulent faire consciencieusement leur métier, ils n'ont pas de temps à perdre ; les gendarmes, on sait qu'aujourd'hui une bonne partie de leur temps se passe à porter aux réservistes des ordres d'appel et à faire le travail de la mobilisation ; on s'est plaint, il y a quelque temps, du peu de surveillance des routes, de la facilité avec laquelle pouvaient circuler les vagabonds ; un exemple horrible et fameux est venu réveiller les craintes de tous. Il ne peut donc être question de donner aux gendarmes une nouvelle besogne. Quant au garde champêtre, peu rétribué, n'en imposant aux délinquants ni par un costume, ni par un genre de vie différents des leurs, il manque certainement de prestige et d'autorité, autre chose est de rédiger un procès-verbal, à de rares intervalles, et d'imposer pendant un plusieurs jours le respect à plusieurs vauriens (braconniers, contrebandiers et autres délinquants) qui ne veulent que faire

le simulacre d'un travail (1). Et à ces objections théoriques on essaie de donner l'appui des faits ; dans les prisons en commun, où la surveillance est plus facile que sur un chantier établi en plein air, on voit quelquefois des révoltes ; s'il s'agit des bagnes, on se souvient encore de la fameuse révolte de 1893 qui éclata à la Guyane et exigea une sanglante répression. Récemment la main-d'œuvre pénale a été utilisée en Bavière pour des travaux de défrichement et d'assainissement de terrains marécageux ; or on signale à la date du mois de mai 1897 une révolte d'un groupe de détenus dont les travaux avaient été loués à un industriel et qui avaient pu, par suite évidemment d'un défaut de surveillance, se procurer de l'eau-de-vie (2).

Il convient d'examiner de près ces objections et d'y répondre. Il nous sera d'abord permis de constater que l'emploi de la main-d'œuvre pénale en dehors des prisons n'est pas nouvelle et a été consacrée dans la législation par plusieurs textes et dans les faits par plusieurs expériences.

Le premier texte où il soit parlé de ces travaux extérieurs est le décret du 25 février 1852 qui, dans son article 4, s'exprime ainsi :

« Le ministre de l'intérieur pourra, à titre d'essai, employer un certain nombre de condamnés à des travaux extérieurs. Qu'on remarque bien qu'il s'agit ici de condamnés à l'emprisonnement ou à la réclu-

(1) Les gardes champêtres pourraient-ils surveiller l'exécution des prestations pénales, dans l'état actuel des choses, ce serait peut-être beaucoup leur demander. Mais il n'en sera peut-être plus de même dans un avenir prochain. Le ministre de l'intérieur a, dans le courant de l'année 1897, nommé une commission extra-parlementaire sous la présidence de M. de Marcère, sénateur, dans le but d'étendre les attributions des gardes champêtres, de les embrigader.

(2) V. *Rev. pénit.* 1896. p. 1137 et 1191, et 1897, p. 964.

sion d'une moralité de beaucoup inférieure à celle des insolubles qui peupleront les futurs chantiers de prestations pénales. Des essais furent faits durant l'Empire dans les maisons centrales de Fontevault et de Clairvaux ; on agit de même au pénitencier de Belle-Isle-en-Mer. En Corse, on fonda deux pénitenciers agricoles, Chiavari en 1855 et Casabianda en 1862. En Algérie on établit le pénitencier de Berrouaghia. Ces essais ne donnèrent pas de mauvais résultats.

Enfin il convient de signaler un deuxième texte législatif d'origine récente qui permet l'emploi des condamnés à des travaux extérieurs, c'est l'article 9 de la loi du 4 février 1893, relative à la réforme des prisons pour courtes peines. Ce texte s'exprime ainsi : « il peut être créé par le ministre de l'intérieur, des chantiers pénitenciers pour utiliser la main-d'œuvre pénale à la *construction* ou transformation des prisons ». Dans bien des cas, ces chantiers sont nécessairement des chantiers extérieurs (1).

Il résulte de ces textes qu'en 1852 et en 1893, le législateur a pensé que les *condamnés à l'emprisonnement* pouvaient être utilement employés à l'extérieur des prisons sans danger pour la discipline ou pour la sécurité publique ; or, si cet emploi est possible pour les condamnés, il est possible *a fortiori* pour les insolubles.

(1) On voit dans le cours de ces explications que nous sommes tout à fait partisans du travail extérieur des détenus.

1° Ce travail donnerait sans doute d'aussi bons résultats que le travail industriel en usage dans presque toutes les prisons actuelles, au point de vue pécuniaire ;

2° Il serait plus intéressant et plus moralisateur pour les détenus ;

3° Il serait bien plus en rapport avec les métiers que les détenus peuvent avoir à exercer à leur libération, et dans ces conditions faciliterait beaucoup leur placement.

Des faits viennent appuyer ces textes ; en Algérie, l'emploi des condamnés à des travaux extérieurs donne d'excellents résultats à tous les points de vue. On compte dans la province d'Oran 12 chantiers avec 269 condamnés, dans celle d'Alger 7 chantiers avec 228 condamnés, dans celle de Constantine 6 chantiers avec 149 condamnés. — La discipline se maintient fort aisément sur ces chantiers, les évasions y sont relativement fort peu nombreuses (24 en un an pour le chantier d'Oran), et il faut remarquer que les condamnés sont constamment en pleine campagne dans la brousse, à plusieurs kilomètres des fermes et sous la surveillance d'un seul gardien.

Ainsi les faits sont d'accord avec les textes pour prouver que l'emploi des condamnés à des travaux extérieurs est possible, par conséquent l'emploi des insolubles à ces travaux est *a fortiori* possible. — Nous étudierons du reste, plus loin, l'organisation pratique des prestations pénales.

III. Nous arrivons à la troisième objection faite contre l'établissement des prestations pénales : elle est tirée de la publicité de la peine. Il n'est pas bon, a-t-on dit, pour la morale publique que la vue des condamnés devienne une chose familière aux populations. Déjà les condamnés qui subissent leur peine dans une prison, à l'abri des regards indiscrets, ont beaucoup de peine à se reclasser ; que sera-ce lorsque toute une ville, tout un village, aura pu les contempler dans les rangs des condamnés, connaîtra leur faute ?

Bien que nous trouvions en effet cette objection grave, elle n'est cependant pas irréfutable ; nous y avons déjà répondu ailleurs. (1) Nous ajouterons que

(1) 3^{me} partie, chap. 3.

rien dans le costume ou dans l'attitude ne distinguera les condamnés employés aux prestations pénales des travailleurs libres ordinaires. Ils seront sous la surveillance d'employés de l'Etat qui, pris dans les administrations existantes, ou spécialement recrutés à cet effet, n'auront ni par le costume, ni par le recrutement, rien de commun avec les agents ordinaires du service pénitentiaire. — Nous concluons en disant que rien, à la vue d'un chantier libre de prestations pénales, ne viendra révéler aux passants qu'ils se trouvent en présence de condamnés. Dans ces conditions l'objection tirée de la publicité donnée à la peine ne porte pas.

X

Fonctionnement pratique des prestations pénales. — 1° Le condamné à l'amende aura-t-il le droit d'exiger du travail ? — 2° Autorités surveillant l'exécution du travail. Exécution du travail : I. Formalités préliminaires ; — II. Discipline des chantiers ; — III. Mode de travail, évaluation et organisation pratiques.

Nous avons essayé de démontrer que l'organisation des prestations pénales n'était nullement chose impossible. Il nous reste à examiner comment en pratique seront organisées et fonctionneront ces prestations, et à passer en revue diverses questions qui se rattachent à cet ordre d'idées.

Et d'abord le condamné aura-t-il le droit d'exiger de l'administration la conversion de son amende en travail, ou au contraire aura-t-il seulement le droit de présenter à ce sujet une demande que l'administration compétente pourra rejeter ? — Les deux systèmes se retrouvent en législation ; le premier système est en usage dans le canton de Vaud : le condamné qui ne veut pas ou ne peut pas payer son amende en argent, peut se faire inscrire chez le receveur de l'Etat pour être employé à des travaux spéciaux. — Il ressort des textes que le condamné a le droit de demander du travail, et que l'administration ne peut pas lui refuser la conversion des amendes.

Le second système est employé en Italie, c'est aussi le système de l'article 210 du code forestier et du projet de code pénal français ; ce système laisse le choix non pas seulement au condamné, mais aussi, et en dernier ressort, à l'administration. Le condamné demande la conversion de la détention en prestations de travail ; mais c'est l'administration qui, après avoir examiné si la substitution est pratiquement possible, statue souverainement.

Ce dernier système rallie beaucoup de criminalistes ; si en effet, on donne au condamné à l'amende, et par conséquent au condamné aux frais de justice, les deux choses se touchant de très près, et pouvant aujourd'hui entraîner la contrainte par corps, le droit de payer par son travailles sommes dues à l'Etat, on risque de voir les chantiers de prestations pénales envahis par des vagabonds, des repris de justice qu'il sera très difficile de surveiller en plein air, et qui formeront un milieu d'une moralité pareille à celle des prisons actuelles. Dans ces conditions, dit-on, la condamnation à l'amende manquera son but ; et le condamné primaire

jeté dans ce milieu n'échappera pas à la contagion pénitentiaire.

L'objection est grave, mais on peut y répondre. On a vu plus haut que l'on pouvait organiser des travaux extérieurs avec une discipline suffisante non seulement avec des *insolvables*, mais encore avec des *condamnés à l'emprisonnement*.

Nous avons dit aussi que notre réforme de l'amende se liait intimement à une réforme sérieuse des peines de la mendicité et du vagabondage. Du reste il est évident, que même dans l'état actuel de notre législation, l'amende infligée aux vagabonds et aux mendiants est une absurdité, qu'on nous passe le mot. — Il serait à notre avis beaucoup plus franc et plus équitable de les condamner d'emblée à l'emprisonnement que de les détenir par la voie détournée de la contrainte par corps. Nous trouvons dans la statistique criminelle de 1894 : 34 condamnations à l'amende pour vagabondage et 79 condamnations à l'amende pour mendicité.

Nous ajouterons enfin, que pour éviter l'encombrement des chantiers par les gens sans aveu et les récidivistes, il serait à désirer que le bénéfice de la conversion de l'amende en prestations fut réservé par la loi à certaines catégories de condamnés, par exemple aux condamnés primaires et aux condamnés à l'amende seulement. — Si par exemple un individu a été condamné pour un délit grave, abus de confiance ou escroquerie par exemple, à l'emprisonnement et à l'amende, nous trouverions excessif qu'une fois sa prison terminée, il pût exiger la conversion de son amende en prestations, et venir se mêler sur le chantier aux condamnés primaires ou aux délinquants peu dangereux ; ainsi appliquée la réforme manque-

rait son but. — Mais on ne saurait méconnaître que le système de la contrainte par corps actuelle manque aussi de logique. Lorsqu'en effet un détenu a fini sa prison et qu'il ne lui reste plus que son amende à payer, que fait-on ? on le relâche, et si on le reprend ensuite, c'est pour lui faire subir l'emprisonnement très doux de la contrainte par corps, emprisonnement sans *travail obligatoire* ; ne serait-il pas plus raisonnable, une fois la peine principale finie, de le garder dans les mêmes conditions pour le paiement de l'amende ? Voilà un homme qui, pendant sa détention, a pu apprendre un métier, qui en tout cas a travaillé en prison, et qui, si sa détention a été un peu longue, a pris une certaine habileté ; il pourrait alors travailler utilement à payer ainsi son amende ; non, on le libère et si on le reprend comme contraignable par corps, il subira sa peine sans travailler et l'Etat en sera pour son amende et pour ses frais.

Nous concluons en disant que la loi devra réserver à certaines catégories de délinquants le bénéfice de la conversion de l'amende en travail, mais que pour ces catégories, la conversion sera un droit.

Quelles seront ces catégories, nous les avons suffisamment indiquées déjà au cours de cette étude : 1° les condamnés pour contraventions ; 2° les condamnés primaires à l'amende en matière correctionnelle ; 3° les condamnés à l'amende seulement en matière correctionnelle, mais ayant déjà passé par la prison. — Quant aux condamnés pour contraventions on pourrait les diviser en deux classes : condamnés n'ayant jamais passé par la prison, et condamnés y ayant déjà passé.

Mais dans ces catégories, la conversion serait de droit ; il serait peut-être imprudent, en effet, une fois

ce triage opéré par le législateur, de laisser à l'administration le pouvoir d'accorder ou de refuser en dernier ressort la conversion demandée par le condamné. — On pourrait craindre que dans bien des cas, par inertie, par une peur exagérée de l'indiscipline l'administration refusât la conversion ; c'est ce qui se passe en matière forestière : dans certains départements, on ne veut pas admettre les transactions en nature, et on les repousse systématiquement.

Quant aux condamnés à l'amende ou aux frais ne rentrant pas dans les catégories plus haut citées, nous dirons plus loin comment il convient d'agir avec eux au cas de non-paiement.

Nous allons examiner comment, selon nous, seraient organisées et fonctionneraient les prestations pénales.

Quelle sera l'autorité chargée de surveiller l'exécution des prestations pénales ? Ce choix a une grande importance, le jour où fonctionneront les prestations pénales, il ne faudra pas, en effet, tomber dans l'abus qui s'est produit avec les ateliers nationaux, c'est-à-dire l'ouvrier ne faisant que tenir un outil à la main et se reposant. Il faut que l'agent surveillant puisse apprécier le travail utile du délinquant et ait l'autorité suffisante pour dire : j'estime que ce que fait cet homme vaut tant, de manière qu'on ne lui compte que ce qu'il a réellement fait et non pas seulement sa présence sur les chantiers, ce qui serait illusoire et sans utilité.

Les administrations qui pourraient faire exécuter les prestations et organiser utilement des chantiers à cet effet sont à notre avis les suivantes :

1° L'administration des forêts, qui est déjà chargée de ce soin par l'art. 210 du code forestier ;

2° L'administration des ponts et chaussées, qui pour-

rait organiser le travail sur les routes, digues, canaux, etc. ;

3° Les administrations municipales, qui, outre les chemins vicinaux, pourraient employer les prestataires à des travaux d'édilité, balayage des rues, arrosage, enlèvement des neiges, etc., travaux de remblais ou de terrassements, etc. ;

4° L'administration pénitentiaire, dans les cas exceptionnels et dans les conditions particulières que nous exposerons plus loin.

I. Quelles seront les formalités nécessaires pour que l'amende soit transformée en prestations ?

Ou bien on peut décider que le tribunal, après avoir interrogé le délinquant à ce sujet, prononcera lui-même la conversion de l'amende en prestations.

Ou bien on peut décider que le tribunal n'aura pas à s'occuper de cette conversion et que le condamné devra en faire la demande au parquet, lequel verra s'il se trouve dans un cas légal de conversion, accordera la demande et la transmettra à l'administration compétente qui fera alors exécuter la peine.

En faveur de la première solution on peut dire qu'elle est plus simple et plus rapide que l'autre ; mais elle pourrait présenter des inconvénients, car il serait à craindre que la conversion fût demandée par des individus parfaitement en état de payer. En effet, nous l'avons dit, et il faut le répéter avec l'Union internationale de droit pénal, les prestations pénales ne doivent pas rendre l'amende illusoire ; cette mesure devra être précédée d'une tentative de recouvrement. Par conséquent, le condamné devra adresser au parquet une demande de conversion. Le parquet aura à examiner : 1° si le condamné rentre dans une des catégories légales pouvant bénéficier de la conver-

sion ; 2° si les poursuites ordinaires, saisie mobilière ou immobilière, ne donneraient pas, en l'espèce, un meilleur résultat que la conversion.

Lorsque le parquet aura reconnu que la demande est recevable, il l'adressera à son choix, à une des administrations chargées de l'exécution des prestations pénales.

Et alors, par analogie de l'art. 5 du décret du 2 décembre 1859, les délinquants admis à se libérer au moyen de prestations en nature recevront, à la diligence des agents compétents, un avis indiquant : 1° le nombre des journées de prestation ou la tâche à fournir ; 2° le lieu où le travail doit être exécuté ; 3° le délai dans lequel il doit être terminé.

II. Comment sera organisée la discipline des chantiers de prestation pénale ?

Une des mesures les plus propres à assurer la bonne discipline des chantiers, nous l'avons déjà indiquée, sera la séparation des condamnés en plusieurs classes déterminées rationnellement d'après les principes les plus certains de la science pénitentiaire. Ces classes seront les suivantes :

1° Les condamnés pour contraventions sans antécédents judiciaires ;

2° Les condamnés pour contraventions ayant déjà des antécédents judiciaires ;

3° Les condamnés primaires à l'amende en matière correctionnelle.

4° Les autres condamnés à l'amende ne rentrant pas dans ces catégories.

A notre avis, pour faire quelque chose de véritablement utile et pour écarter des chantiers de prestations les dangers de la contagion pénitentiaire, il y aura lieu de séparer encore les condamnés d'origine rurale des condamnés d'origine urbaine.

Qu'on ne nous objecte pas la multiplicité des chantiers ainsi créés, car nous répondrions que c'est justement là le meilleur moyen d'atteindre le but cherché au moyen des prestations pénales. En effet, et c'est là l'avis de tous les gens compétents, quand on parle de prestations pénales, il ne s'agit pas d'organiser de vastes chantiers, analogues aux ateliers nationaux, où seraient confondues pêle-mêle toutes les catégories de délinquants. Dans une telle réunion, la moralité ne serait pas supérieure à celle des prisons ordinaires. Si au contraire, comme nous l'avons indiqué, on sépare soigneusement les catégories de détenus et on crée de nombreux chantiers, l'agglomération des délinquants sera évitée et on arrivera à d'excellents résultats.

Quant aux moyens pratiques de maintenir le bon ordre dans le chantier, il y aura lieu d'adopter des mesures analogues à celles comprises dans le décret de 1859. En cas de faute grave, d'inexactitude, d'inexécution du travail, ou de désobéissance du délinquant, les agents surveillant le travail pourront déclarer le délinquant déchu du bénéfice de la libération par le travail. Mais nous croyons qu'avant d'en arriver à cette mesure grave, on devra instituer diverses réprimandes et punitions intermédiaires. Nous signalerons comme rentrant dans cette catégorie: 1° la privation de l'allocation pécuniaire qui, comme nous l'exposerons plus loin, sera chaque jour donnée aux condamnés; 2° un travail supplémentaire, ou des heures de travail supplémentaires infligées aux délinquants qui montreront de la mauvaise volonté dans l'exécution de leur tâche.

III. Quel sera le mode de travail employé? deux systèmes sont en présence: le travail à la journée et

le travail à la tâche. Pour soutenir le premier mode d'évaluation, on prétend qu'il est plus égal et plus équitable que le second, attendu, dit-on, qu'il n'est pas permis, à culpabilité égale, de procurer un avantage à l'ouvrier plus habile au détriment de l'ouvrier inexpérimenté; on peut répondre et avec raison, que le travail à la tâche vaut mieux que celui à la journée en ce qu'il permet d'adapter l'ouvrage aux facultés physiques et intellectuelles de chaque individu. Il va de soi que le plus habile terminera sa tâche plus vite, mais chacun travaillera de son mieux. Le travail à la tâche a donc aussi, a-t-on dit, un effet éducatif. Et c'est un point sur lequel il faut insister, le travail imposé aux délinquants, au lieu de l'amende, aura à n'en pas douter, un excellent effet sur le moral, il préparera à une vie de labeur des individus, que dans bien des cas, l'oisiveté seule aura conduit à une condamnation.

Quant au mode d'évaluation du prix du travail, nous croyons qu'il conviendrait, comme on l'avait proposé en 1859, de remettre au préfet la fixation du taux de la journée de travail par un arrêté pris chaque année, il pourrait suivre de près la valeur de la main-d'œuvre et rapprocher autant que possible le prix de la main-d'œuvre pénale du prix de la main-d'œuvre libre. Ajoutons qu'il y aurait lieu, s'inspirant en cela de la législation du canton de Neuchâtel, de déterminer dans l'arrêté un minimum et un maximum assez éloignés dans les limites desquels les agents compétents pourraient se mouvoir afin d'apprécier le travail des condamnés à sa plus exacte valeur. Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs que la fixation du prix de la journée de travail n'aura jamais qu'une importance relative, puisque les agents compétents pourront toujours admettre les condamnés à travailler à la tâche.

Pour exciter les délinquants au travail et vu la paresse habituelle de la plupart d'entre eux, il sera bon de leur remettre chaque jour une petite somme, très faible si on le veut, de 0 fr. 05 à 0 fr. 20, qu'ils pourraient appliquer à leurs besoins personnels.

Comme dans les prestations actuelles, les condamnés n'auront pas droit à la nourriture, sauf toutefois lorsqu'ils se trouveront dans un état de dénuement ou de pauvreté absolu. Deux systèmes peuvent alors être appliqués : ou bien, comme cela se passe actuellement, l'administration donnera à cet effet une allocation en argent ; ou bien, appliquant une méthode préférable à notre avis, l'administration pourra traiter avec un industriel qui se chargera de fournir la nourriture et délivrera à chaque condamné des bons de nourriture. Ce système nous paraît devoir être moins coûteux pour l'administration que les allocations en numéraire.

Lorsque les condamnés devront accomplir des prestations dans des localités autres que leur résidence, ils n'auront évidemment pas droit au couchage et au logement, l'administration leur délivrera des bons d'auberge analogues à ceux que délivrent les sociétés de patronage à leurs pupilles ; ces bons ne nécessiteront d'ailleurs que très peu de frais et pourront être recouvrés au moyen du travail des condamnés.

Nous avons vu que les prestations, qui sont dans notre idée destinées à remplacer l'amende irrécouvrable, doivent consister exclusivement en travaux exécutés en plein air, en liberté, comme les travaux d'édilité communale, les travaux forestiers et communaux, les travaux de terrassement. Certains auteurs ont pensé que le travail des prestataires pourrait être un travail industriel, il est bon d'examiner de près ces idées.

Au congrès de l'Union internationale de droit pénal de Berne, tenu en 1891, M. Zucker, parlant du travail obligatoire comme devant être substitué à l'amende irrécouvrable, s'exprime ainsi : « Quant au mode d'exécution (du travail obligatoire), on appliquera soit le travail libre, sans fournir la pension, soit le travail dans des établissements avec pension et détention disciplinaire. Mais cette dernière sera distincte de celle infligée aux prisonniers tant au point de vue des locaux que du mode d'exécution. »

M. Léveillé s'exprimait ainsi de son côté, en 1893, à la Société des Prisons : « Nous usons aujourd'hui de la prison, nous en usons beaucoup. Or qu'est-ce que la prison en définitive ? Un internat rigoureux. Eh bien, si la prison a des internes qui travaillent et qui couchent dans l'établissement, je me demande pourquoi la prison n'aurait pas, comme le lycée, à côté des internes, je ne dis pas des externes, mais des demi-pensionnaires venant travailler le jour sur des chantiers ou dans des ateliers annexés à la prison et rentrant chez eux le soir. Cela ne serait peut-être pas aussi difficile à organiser qu'on le dit. »

Quant à la proposition de M. Zucker, si elle veut dire seulement qu'il est illogique de laisser dans l'oisiveté les détenus pour dette et que la loi devrait les obliger au travail, nous ne pouvons qu'y souscrire entièrement ; si au contraire elle tend à l'organisation d'un nouveau mode de détention, nous dirons que c'est alors une question bien différente de la prestation pénale que nous examinerons plus loin, quand nous traiterons de la sanction de l'amende impayée. Nous ferons observer en outre qu'il est beaucoup plus facile de créer sur le papier des prisons distinctes, de séparer les détenus sur le papier et dans le silence du

cabinet, que de le faire dans la réalité, les budgets modernes se prêtent peu à ces coûteuses fantaisies pénitentiaires.

La proposition de M. Léveillé est beaucoup plus sérieuse et on peut la concevoir comme étant, dans une certaine mesure, le véritable mode d'exécution des prestations pénales dans les villes. Il semble en effet que les délinquants originaires des villes sont assez souvent peu propres aux travaux de terrassement que nous demanderons aux prestataires ; le travail industriel, s'il était possible de l'organiser, ferait sans doute mieux leur affaire. Les délinquants, suivant l'idée de M. Léveillé, travailleraient dans la journée dans des ateliers spéciaux ; on pourrait leur distribuer là leur nourriture ; le soir venu, avec des bons d'auberge analogues à ceux que délivrent les sociétés de patronage, on les enverrait coucher en ville.

Néanmoins nous ne croyons pas que cette proposition puisse être acceptée ; en effet, des ateliers de cette sorte, pour peu qu'ils fussent menés sévèrement, et le contraire semble difficile, ressembleraient beaucoup trop aux prisons actuelles et la contagion pénitentiaire s'y ferait sans doute rapidement sentir.

En second lieu, une pareille organisation coûterait fort cher, de plus elle aurait l'inconvénient de répandre sur toute la surface du territoire le travail industriel pénitentiaire et une pareille mesure rencontrerait beaucoup d'opposition dans l'industrie.

Il y a cependant quelque chose à retenir de cette proposition. En effet, lorsque par hasard des femmes seraient condamnées à l'amende, on ne pourrait les admettre sur les chantiers de prestations pénales tels que nous les avons décrits. N'y aurait-il pas lieu d'admettre les femmes condamnées à l'amende dans

des ouvriers spéciaux où, sans être détenues, elles pourraient, au moyen de leur travail, payer leur dette envers l'Etat. Appliquée dans des mesures aussi restreintes, cette proposition donnerait de bons résultats.

Telle est l'organisation que nous proposons pour les prestations pénales. Pratiquement, pour arriver de suite à un résultat, il suffirait d'étendre à toute matière l'article 210 du code forestier. Un simple décret suffirait pour réaliser ensuite les mesures que nous avons exposées.

XI

Sanction au cas d'amende impayée. —

1^{er} cas : le condamné peut être admis à se rédimier par le travail ; 2^e cas : le condamné ne peut pas être admis sur les chantiers de prestation pénale. —

Peines accessoires : privation du droit électoral ; affichage et publicité de la peine.

Nous devons maintenant examiner la sanction qu'il y aura lieu d'édicter en cas d'amende impayée.

1^{er} cas : Le condamné n'aura pas payé son amende et n'aura pas voulu profiter de la faculté accordée à lui de se racheter par le travail. Plusieurs solutions ont été proposées. On a dit : il n'y a rien à faire. M. le professeur Gautier a soutenu, dans la *Revue pénale*

suisse, cette idée que : entre les deux risques (laisser de nombreuses infractions impunies ou peupler les prisons de coupables que les tribunaux ne jugeraient pas dignes de ce traitement), mieux vaut encore « passer des condamnations par profits et pertes que d'exposer des condamnés à la contagion pénitentiaire. Et c'est là le parti pris par la loi du canton de Genève. M. Gautier ne peut qu'approuver cette décision, surtout en l'état actuel des choses. Nous ne partageons pas cette opinion et les chiffres mêmes cités par l'auteur dans son article nous semblent contredire sa théorie. La proportion des délinquants impunis est trop grande. En 1891, sur 1,864 cotes, 444 seulement ont été recouvrées, 146 restent en recouvrement et tout le reste, soit 1,274, est irrécouvrable. Et qu'on juge que ces délinquants impunis sont de tous les moins dignes d'intérêt, puisqu'ils n'auront pas voulu profiter de la faculté à eux concédée de convertir leurs amendes en travail.

Et alors on met en regard de ces résultats déplorables les résultats très appréciables obtenus par l'application de la contrainte par corps telle qu'elle existe actuellement. On pourrait, a-t-on dit, obtenir mieux comme recouvrement que le 42 0/0 actuellement réalisé. M. Berr, actuellement conseiller à la Cour de Paris, autrefois procureur général à Riom, avait fait élever le pour cent de 42 à 56, rien que par l'application plus étroite, plus habile des lois actuelles ; il avait voulu que les parquets secondassent d'une manière efficace les recherches de l'administration des contributions directes, que les agents de l'administration, stimulés par leurs chefs directs, y missent un zèle plus actif et que les magistrats donnassent aux percepteurs des renseignements qu'on trouve dans les

dossiers et qui n'ont rien de confidentiel pour qu'ils pussent les utiliser.

En 1889, on a amnistié les individus soumis à la contrainte par corps, en étudiant les résultats de cette amnistie, on s'assurera que, s'il n'y avait pas de prison pour assurer le recouvrement de l'amende, on n'arriverait pas à recouvrer 40 à 42 0/0 des amendes. En 1889, le recouvrement des amendes n'a été que de 36 0/0, tandis qu'il avait été de 44 0/0 l'année précédente, et l'amnistie n'est que du mois de juillet.

En 1883, le ministre des finances fit faire des recherches sur le résultat de la contrainte par corps. En 1881, la contrainte est exercée contre 7,984 débiteurs solvables ; sur ce nombre, 4,704, près des 6/10, ont payé 141,687 francs. De leur côté, le ministère public et les agents des forêts ont requis l'emprisonnement de 5,677 débiteurs insolubles ; 1,400 se sont libérés par le versement d'une somme de 39,911 francs. La simple menace de la contrainte par corps, à Paris, a amené le versement, pour 17,757 débiteurs, d'une somme de 80,000 francs environ. La menace et l'exercice de la contrainte par corps ont eu pour conséquence, en 1881, la libération de 6,184 débiteurs et le versement dans les caisses du trésor d'une somme de 261,599 francs.

Et alors, en présence de ces résultats, on nous dit : inutile de chercher une autre sanction au cas où l'amende n'aura pas été payée et au cas où le débiteur ne se sera pas acquitté par son travail. La contrainte par corps reste toujours comme le moyen suprême de faire exécuter la loi. Quand le condamné ne voudra pas se libérer au moyen des prestations pénales, on emploiera contre lui, comme aujourd'hui, la contrainte par corps. C'est un nouveau mode de

libération qu'on offre au condamné, c'est une invitation officielle qu'on lui adresse, il en profitera s'il le veut.

Des faits cités plus haut, on peut tirer deux conclusions :

1° Il faut donner à l'amende impayée une sanction et une sanction rigoureuse.

2° En montrant plus de soin et de diligence et en utilisant les renseignements qui sont à sa portée, l'administration pourrait élever le rendement de l'amende.

Mais nous ne croyons pas que la contrainte par corps, telle qu'elle existe actuellement, soit une sanction suffisante en cas de non-paiement de l'amende. Les objections que nous avons faites plus haut contre cette voie d'exécution subsistent entières. On réfléchira en effet à ce que seront les individus qu'auront trouvé irréductibles les moyens ordinaires et à qui nous devrons appliquer la sanction dont il est ici question. Ce seront des gens arrivés aux dernières limites de l'impécuniosité, puisque les recherches les plus savantes du fisc n'auront pu avoir contre eux aucun résultat ; en second lieu, ce seront des gens paresseux, pleins de mauvaise volonté, puisqu'ils n'auront pas voulu profiter de la faculté à eux offerte de payer l'amende par le travail. Quelle influence veut-on qu'ait sur de pareilles natures la menace ou même l'exercice de la contrainte par corps telle qu'elle existe actuellement ? On sait ce qu'est cet emprisonnement adouci, sans travail. Dans des cas pareils, il faut reconnaître que les juges se sont trompés ; ils avaient cru que l'amende était la peine qui convenait le mieux au délinquant soumis à leur juridiction. Et alors il ne saurait être question de con-

trainte, elle ne peut se concevoir au cas d'insolvabilité, il faut une peine de remplacement ; l'amende est reconnue impuissante, il faut qu'une autre peine vienne prendre sa place afin de ne pas laisser le condamné dans une impunité scandaleuse. Qu'on ne dise pas que la contrainte par corps joue actuellement le rôle de peine de remplacement, car elle le remplit fort mal. On soutiendra qu'elle a des avantages, qu'en tant que voie d'exécution, peine mixte, elle laisse subsister, après avoir été subie, la créance de l'Etat qui peut alors et toujours, jusqu'à la prescription, en poursuivre le remboursement par les moyens ordinaires. Que signifie une créance contre un insolvable ? Il est même mauvais, si le condamné voit sa situation améliorée, qu'une poursuite du fisc vienne lui rappeler une condamnation. Les poursuites exercées trop longtemps après la condamnation ne peuvent qu'entretenir l'animosité chez le délinquant au plus grand préjudice de la société. Nous le répétons, la peine qui devra frapper le délinquant sera une peine subsidiaire, une peine de remplacement et non plus une peine mixte comme la contrainte par corps actuelle. L'emprisonnement dont il est ici question sera un emprisonnement de même nature, subi dans les mêmes conditions que l'emprisonnement correctionnel actuel. Après l'avoir subi, le condamné sera libéré de sa dette envers le trésor public. Le condamné pourra éviter cet emprisonnement par trois moyens :

Ou bien en payant ;

Ou bien en donnant caution ;

Ou bien en accomplissant des travaux pour le compte de l'Etat.

Comment fonctionnera dans la pratique cet emprisonnement subsidiaire ? On a proposé de faire du

refus de travailler sur les chantiers pénitentiaires un délit spécial puni de peines sévères, puisque, dans ce cas, le délinquant serait sans excuse. En effet, il ne peut payer l'amende puisqu'il est insolvable et il refuse d'accomplir sur les chantiers de l'Etat le travail qu'on lui demande en remplacement de cette amende. Mais ce système semble peu pratique car, créant un délit nouveau, il nécessite une nouvelle comparution du prévenu devant les tribunaux correctionnels, d'où nouveaux frais et nouveaux retards.

Nous préférons un autre système plus pratique qui fonctionne déjà d'ailleurs dans d'autres législations. Si l'amende n'est pas payée dans le délai légal, si le condamné refuse de se rendre sur les chantiers pénitentiaires pour payer son amende par le travail, l'amende est remplacée par un emprisonnement dont la loi a fixé le minimum et le maximum, et dont les juges ont fixé la durée dans le jugement de condamnation.

Le condamné subira alors sa peine dans les conditions de l'emprisonnement correctionnel, c'est-à-dire qu'il devra travailler. Une fois sa détention achevée, il sera libéré de sa dette envers l'Etat. Les tribunaux devront, dans le jugement même de condamnation, fixer la durée de l'emprisonnement subsidiaire. Ce système a le mérite d'être plus économique et plus pratique que le système précédent; il a aussi le mérite de n'être pas nouveau dans notre droit. Une disposition qui présente quelque analogie avec celle que nous proposons est souvent appliquée. Nous voulons parler de l'article 195 du code de justice militaire ainsi conçu : « Lorsque les lois pénales prononcent la peine de l'amende, les tribunaux militaires peuvent remplacer cette peine par un emprisonnement de

six jours à six mois ». Le législateur, considérant que souvent l'insolvabilité des militaires rendrait l'amende illusoire, a donné aux juges le pouvoir de convertir l'amende en emprisonnement. Sans doute il n'y a là qu'un rapprochement peut-être lointain avec ce que nous proposons, il nous a paru néanmoins intéressant de le signaler.

2^e cas : Le condamné n'aura pas payé son amende et sera dans une des catégories ne pouvant être admises sur les chantiers de prestations pénales. Dans ce cas, l'administration n'aura à choisir qu'entre deux solutions : ou bien elle essaiera de se faire payer en recourant aux voies d'exécution ordinaires, ou bien elle fera subir au condamné l'emprisonnement subsidiaire. Ajoutons que ce dernier cas sera sans doute assez rare. Si en effet le délinquant ne peut, en raison de ses antécédents, de sa condamnation, être admis sur les chantiers, pour peu qu'il soit doué d'énergie et de bonne volonté, il obtiendra de l'administration des délais pour le paiement de son amende et trouvera le moyen, par le travail libre, de gagner de quoi se libérer envers l'Etat. Sinon on lui fera subir l'emprisonnement subsidiaire, ce qui arrivera rarement. Il sera relativement rare en effet, qu'un récidiviste (non admis sur les chantiers), soit condamné à une simple amende, ou qu'un individu soit condamné à la fois à l'amende et à l'emprisonnement. En tous cas, à l'égard de ces individus condamnés pour délits graves, présentant peu de chances de relèvement, on aura raison de se montrer sévère et d'appliquer un emprisonnement plus rigoureux que la contrainte par corps.

S'il faut, pour arriver à rendre l'amende peine pratique, en faciliter le paiement par le condamné, il y a lieu aussi de fortifier les moyens de contrainte four-

nis par la loi, et nous croyons que, dans ce but, il faut ne pas songer seulement à la contrainte matérielle, mais aussi à la contrainte morale. N'y aurait-il pas lieu de frapper de déchéances spéciales les individus condamnés à l'amende qui refusent de la payer? Certains auteurs l'ont pensé.

M. Bonneville de Marsangy a proposé, en 1887, à la Société des prisons, de déclarer faillis envers l'Etat tous les débiteurs insolvables des amendes et frais de justice et de leur imposer la déchéance de droits spéciaux auxquels on tient généralement, par exemple : le droit électoral, le droit d'être juré, etc. Le mot failli est sans doute un bien gros mot, et les incapacités qu'entraîne la faillite seront sans doute bien graves pour un insolvable. Néanmoins nous croyons que l'idée de M. Bonneville de Marsangy est très juste. Il n'est pas admissible qu'un individu frappé par la justice, qui n'a pas accompli sa peine, qui a souvent dissimulé ses biens pour échapper au châtimement, soit encore électeur, conserve ainsi le droit de gouverner son pays, conserve le droit d'être juré et de prononcer sur le sort d'un accusé. Sans s'exagérer les choses, sans employer de grands mots à effet, il paraît dur qu'un individu, condamné par exemple pour diffamation, ne paie pas son amende et conserve tous ses droits politiques.

L'éminent M. Guillot (1) a soutenu les mêmes idées et demandé que la législation fit une application plus fréquente et plus étendue de l'interdiction du droit électoral. « Le suffrage universel, a-t-il dit, est aujourd'hui notre maître, il n'y a pas de misérable, de mendiant qui ne puisse trouver au fond de sa hotte de

(1) *Rev. pénit.*, 1893, p. 872 et suiv.

chiffonnier un débris des souverainetés disparues et des sceptres brisés. Je n'admets pas, a-t-il ajouté, qu'on ait le droit de devenir un législateur si on n'observe pas soi-même les lois sociales et les lois morales les plus élémentaires. » Ce serait là peut-être une sanction assez efficace ; en effet, dans le peuple, chacun tient beaucoup à son droit de vote ; là les abstentions sont beaucoup plus rares que dans les hautes classes ; quand, au jour de l'élection, un individu ne va pas voter, on le regarde avec étonnement, on s'inferme du motif de son abstention.

Nous croyons donc qu'en réformant l'amende le législateur devra édicter la privation des droits électoraux en cas de non-paiement, soit en numéraire, soit en travail.

Une des conditions les plus difficiles à réaliser dans l'organisation de la peine pécuniaire, c'est de la rendre égale pour tous, c'est de supprimer le privilège de la richesse, de faire que la peine soit également ressentie par le délinquant pauvre et par le délinquant riche. On a proposé dans ce but de donner la faculté au magistrat dans le cas où, à raison de la position sociale du prévenu, l'amende serait insuffisante, de la rendre répressive, en ordonnant, à titre de châtiment supplémentaire, la publicité de la condamnation, ou même en y ajoutant la privation de certains droits, des droits électoraux par exemple (1).

Nous croyons que ces dispositions ne doivent pas passer dans la loi : le législateur a cru devoir, dans certains cas et pour des motifs particuliers, ordonner

(1) M. Guillot. *Revue pénit.* 1893, p. 872 et suiv. *Les Prisons de Paris*, loc. cit.

l'affichage et la publicité du jugement ; étendue et généralisée, cette mesure serait fâcheuse, bien qu'on ne doive pas se dissimuler qu'avec la liberté de la presse et les journaux à grand tirage, la publicité existe déjà en fait. Quant aux droits électoraux, il faut en réserver la privation aux insolvable qui n'auront voulu d'aucune manière payer leur amende. Il n'y a que peu de relation entre l'amende et les droits électoraux ; sous prétexte qu'un individu est riche, il serait injuste de le condamner d'abord à une forte amende et ensuite à la privation des droits électoraux alors que le délinquant pauvre, dans le même cas, ne serait condamné qu'à l'amende seule ; il y aurait là une inégalité choquante. Si les juges trouvent que l'amende, étant donnée la situation du délinquant, n'est pas suffisante, ils n'ont qu'à appliquer l'emprisonnement.

XII

XII. — De la caisse des amendes

Nous avons vu dans un précédent chapitre ce que devenaient les amendes une fois encaissées par le percepteur : ces sommes se confondent avec les autres revenus de l'Etat, et ont des emplois divers que nous avons exposés ailleurs. Or certaines personnes se sont rencontrées qui ont pensé que l'argent recueilli par l'Etat sur les délinquants au moyen

de l'amende, ne devait pas se confondre avec l'argent des impôts ; on a trouvé injuste que l'Etat moderne répâtât pour son propre compte, le « *lucri bonus odor* » de Vespasien. Et alors on a envisagé la situation regrettable où se trouvent souvent les victimes à la suite d'un délit, et il a été facile de prouver que trop souvent, il leur était complètement impossible de se faire indemniser, que de son côté l'Etat recueillait des amendes, mais ne faisait rien pour venir en aide aux malheureuses victimes. En rapprochant ces deux considérations, certains auteurs ont admis que l'Etat devait recueillir les amendes dans une caisse spéciale et s'en servir pour indemniser les victimes d'un délit.

Cette idée a eu le mérite d'être pratiquée autrefois, tout au moins d'être inscrite, dans une législation. Le code Léopold, qui fut appliqué en Toscane pendant la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle, établissait dans son article 46 une caisse publique destinée à recevoir les amendes infligées aux délinquants afin de réparer le préjudice souffert par la partie lésée dans le cas où l'auteur du délit était un individu insolvable. Elle est actuellement soutenue par les criminalistes les plus sérieux. Nous citerons : MM. Léveillé, Tardé, Ferri, Garofalo, Lucchini, Alimena, Fioretti, etc., etc., (1). Cette question a fait l'objet d'une étude très sérieuse au congrès de Paris de 1893, à la suite de laquelle la résolution suivante a été votée : « Le congrès estime qu'il y a lieu de prendre en très sérieuse considération les propositions qui lui ont été soumi-

(1) M. Léveillé : *Rev. pénit.*, 1893, p. 879. M. Tarde : *Philos. pén.*, p. 495 et suiv. Garofalo : *Criminol.*, p. 422 et suiv. Lucchini : *le Droit pénal et les nouvelles théories*, p. 387 et 388. Alimena : *Bullet. de l'Un. int. droit pénal*, 1891, page 63. Ferri : *Actes du Congrès de Rome*, 1885.

ses...., à l'effet de constituer une caisse spéciale des amendes sur les produits de laquelle des secours seraient accordés aux victimes d'infractions réprimées par la loi pénale. »

Les auteurs qui proposent la création d'une caisse des amendes partent de points de vue bien différents. Les uns, qui se rattachent à l'école italienne, paraissent se faire une idée très exagérée du rôle de l'Etat en ces matières, ils ont une conception tout à fait socialiste de l'Etat-Providence. Suivant eux l'impôt payé par l'individu est une prime d'assurance. Le citoyen a le droit d'exiger en retour la sécurité pleine et entière ; s'il ne l'a pas, l'Etat doit l'indemniser du préjudice subi.

Mais il semble que ce soit là une conception légèrement erronée ; l'impôt n'est qu'une sorte de cotisation des citoyens pour leur participation à des dépenses communes, l'Etat n'est pas plus responsable des crimes et des vols commis qu'il ne l'est des épidémies, des disettes, des orages, de la grêle, etc. Il faut reconnaître néanmoins, et c'est là ce qu'ont fait MM. Léveillé et Tarde, que la situation de la victime d'un délit commis par un insolvable est très digne d'intérêt ; qu'il y a lieu de lui venir en aide et de consacrer à ce but l'argent produit par le recouvrement des amendes, argent qui, par son origine, ne doit pas se confondre avec les autres ressources de l'Etat. Il faudra bien se garder d'inscrire dans la loi le droit de la partie lésée d'exiger une indemnité de la part de l'Etat, une pareille législation serait très dangereuse ; il sera bien entendu que dans l'attribution à la victime d'une somme tirée de la caisse des amendes, il n'y aura qu'un secours, un office d'assistance publique, nullement un droit, l'accomplissement

d'un devoir imposé à l'Etat. Et cependant même appliquée dans ces proportions restreintes la mesure entraînerait peut-être des inconvénients ; elle aurait sans doute pour résultat de multiplier les vols comme les polices d'assurances ont multiplié les incendies. Néanmoins nous croyons que cette mesure s'impose. Les victimes du délit méritent un traitement de faveur ; sans doute, dans l'état actuel de notre législation, un individu ruiné par un délit a droit au secours du bureau de bienfaisance, mais n'est-il pas bien d'être pour lui de se voir confondu avec les pauvres ordinaires que souvent le vice et l'oisiveté ont conduits à la misère.

Pratiquement voici à notre avis comment devrait se faire la distribution des indemnités aux victimes. Au moyen des renseignements contenus dans les dossiers, les juges ont la possibilité de se renseigner sur la valeur du préjudice causé, sur la solvabilité du délinquant ; lorsque les juges se trouveraient en présence d'une victime intéressante ruinée par un délit ou un crime, ils devraient dans leur jugement le signaler à la bienveillance de l'administration ; la victime présenterait alors sa demande, et recevrait une somme en rapport avec le préjudice par elle subi.

Chaque année l'Etat encaisse à titre d'amende une somme d'environ trois à quatre millions (exactement 3.018.148 francs en 1894) ; avec cette somme il est évident que bien des misères dues au crime pourraient être secourues et atténuées. Bien administrée la caisse des amendes finirait par s'augmenter d'année en année. C'est donc là une organisation dont il faut demander la création.

Conclusion

Nous avons vu que, sans qu'il soit besoin de toucher aux pénalités édictées par le Code, par le simple jeu des circonstances atténuantes telles qu'elles fonctionnent actuellement, l'amende était la seule peine qui pût à l'heure actuelle remplacer les courtes peines d'emprisonnement que tous s'accordent à critiquer. Mais cette peine il faut l'organiser. On peut le faire en fixant un minimum très bas, un maximum très haut, de manière à permettre au juge de proportionner exactement l'amende à la fortune du délinquant ; en supprimant la solidarité en matière d'amende. On aura ainsi permis de rendre l'amende à la fois égale et juste.

Mais il reste à résoudre le nœud du problème, comment recouvrer l'amende. On ne peut évidemment y répondre d'une façon absolue, si perfectionnées que soient les peines, il y aura toujours des individus qui trouveront moyen de s'y soustraire, mais pour approcher du résultat désiré, il faut envisager deux points de vue : 1° il faut rendre très facile le paiement de l'amende ; 2° il faut rendre très puissants les moyens de contrainte. On atteint ces deux buts par les moyens que nous avons indiqués : 1° pour le délinquant, délais à lui accorder ; faculté pour lui de payer son amende au moyen des prestations pénales ; 2° l'administration a de nombreux moyens de contrainte à sa disposition : voies d'exécution ordinaires, prestations pénales, emprisonnement subsidiaire, déchéances.

Nous croyons que ces peines intimideront plus que la contrainte par corps actuelle et que nous arriverons à un recouvrement de l'amende supérieur au recouvrement actuel. L'amende pourra occuper une place plus grande dans nos lois. C'est le vœu que tous forment depuis longtemps.

VU :

FERNAND BONNEVILLE.

VU : *Le Doyen de la Faculté de Droit*
de l'Université de Dijon,

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Dijon, le 23 juin 1898.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
PREMIÈRE PARTIE. — Historique.	
I. Les peines pécuniaires sont les plus anciennes de toutes. — Origine de la pénalité. — Législations anciennes : Inde. — Egypte. — Judée. — Grèce..	3
II. Les peines pécuniaires en droit romain : Pourquoi elles furent si nombreuses ? — Conditions d'application de ces peines	9
III. Droit barbare : Les Germains. — Le wergeld et le fredum	14
IV. Droit féodal : La confiscation, l'aumône	18
V. Ancien droit	22
VI. Droit intermédiaire	27
VII. Rédaction du code pénal; modifications législatives depuis 1810. Loi du 22 juillet 1867. Loi du 26 octobre 1888.	28
DEUXIÈME PARTIE. — Législation comparée.	
I. <i>Législation française.</i> — Définition et caractère des peines pécuniaires en général; de l'amende répressive; des amendes mixtes. — Nombre des amendes; leur taux. — Du produit des amendes. — Du recouvrement des amendes.	33
II. <i>Législation italienne.</i> — « Multa » et « ammenda ». — Taux; emprisonnement subsidiaire. — Des prestations pénales	41
III. <i>Législation allemande.</i> — Taux; emprisonnement subsidiaire; emploi des condamnés à des travaux extérieurs; prestations pénales	45
IV. <i>Législation suisse</i>	48
V. <i>Législation anglaise</i>	50

	Pages
VI. <i>Législation autrichienne</i>	51
VII. <i>Législation belge</i>	52
VIII. <i>Législation espagnole</i>	53
IX. <i>Législation hongroise</i>	55
X. <i>Législation portugaise</i>	56
XI. <i>Législation des Etats Balkaniques</i> . — I. Bulgarie. — II. Grèce. — III. Monténégro. — IV. Roumanie. — V. Serbie	57
XII. <i>Législation des Pays-Bas</i>	60
XIII. <i>Législation des Pays Scandinaves</i> . — I. Danemarck. — II. Suède. — III. Norwège	61
XIV. <i>Législation russe</i> . — Grand-Duché de Finlande	63

TROISIÈME PARTIE. — Les réformes.

I. L'amende en pratique : privilège de richesse, privilège de pauvreté; — inégalités pratiques; — l'amende et la contrainte par corps telles qu'elles sont actuellement pratiquées. — Les courtes peines d'emprisonnement; — nombre; — dangers. — Perdent-elles leurs inconvénients avec le régime cellulaire?	65
II. Par quoi pourrait-on remplacer les courtes peines d'emprisonnement? — Des arrêts de police; — inconvénients. — Faut-il supprimer l'emprisonnement en matière de simple police; raisons pour et contre. — Faut-il supprimer l'emprisonnement pour certains délits? — Tendances contraires de la législation et de l'opinion. — Moyens proposés par l'école italienne. — Objections. — La loi de sursis et son application	77
III. Le dédommagement de la victime de l'infraction peut-il suffire à la répression? — Théories italiennes: — mesures préparatoires; — mesures définitives; — solvables et insolvables; — compagnies d'ouvriers. — Objections. — Quelques réformes: libération conditionnelle; non-poursuite d'office. Du travail forcé sans emprisonnement. — De l'amende privée	93
IV. De l'amende réformée. — Les qualités de l'amende. — Généralités. — Du taux de l'amende: son élévation est le véritable moyen de rendre l'amende proportionnelle (art. 192 du code civil). — L'impôt sur le revenu et l'amende. — Augmentation de l'impôt personnel. — Suppression de la solidarité en matière d'amendes	112

	Pages
V. Comment se paiera l'amende. — Délais de paiement. — Sociétés de patronage. — L'épargne postale et les timbres pour frais de justice. — De l'agent de perception. — De la réduction des formalités précédant la poursuite. — Suppression de la présomption de l'art. 420, C. I. Cr.....	121
VI. Des voies d'exécution; — de la contrainte par corps; — objections faites à cette voie d'exécution.....	128
VII. Principe directeur de la réforme; — étude des lois de 1859 et de 1873, sur les prestations pénales; — historique; — application; — résultats pratiques.....	134
VIII. Réforme proposée en 1885, au Sénat, par M. Michaux.....	147
IX. De l'établissement des prestations pénales; — objections et réponses.....	150
X. Fonctionnement pratique de ces prestations : 1 ^o le condamné à l'amende aura-t-il le droit d'exiger du travail; 2 ^o autorités surveillant l'exécution du travail. — I. Formalités préliminaires. — II. Discipline des chantiers. — III. Mode de travail, évaluation et organisation pratique.....	159
XI. Sanction au cas d'amende impayée. — 1 ^{er} cas, le condamné peut être admis à se rédimier par le travail; 2 ^e cas, le condamné ne peut pas être admis sur les chantiers de prestation pénale; — peines accessoires; — privation du droit électoral; — affichage et publicité de la peine.....	171
XII. De la caisse des amendes.....	180
Conclusion.....	184

ERRATA

Page 5, note 1, ligne 1, lire : *cités*, au lieu de cité.

Page 7, ligne 8, lire : *ταυποπονία*, au lieu de *α υποπονία*.

Page 23, ligne 28, lire : *mulcté*, au lieu de muleté.

Page 89, ligne 18, lire : *avant 1891, il y avait*, au lieu de avant 1891, qu'il y avait.

Page 113, ligne 11, lire : *par*, au lieu de per.



